

BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XXVI

C

32

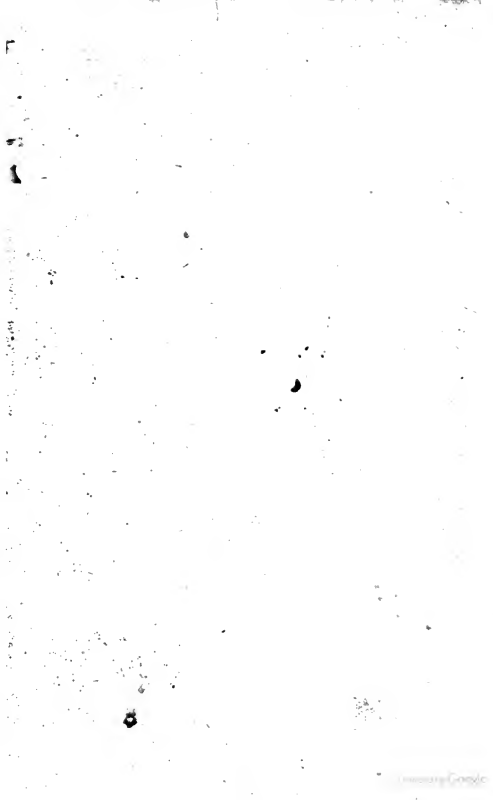
NAPOLI

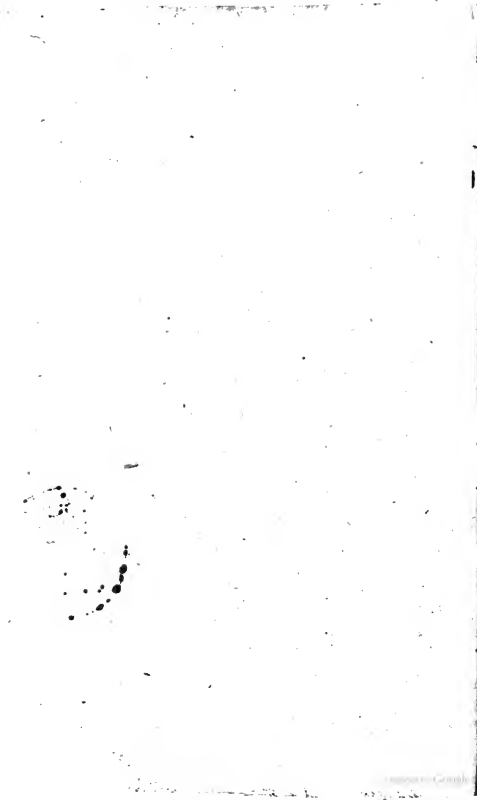
19-2-22

XXVI

C

32





HISTOIRE
DE LA LIGUE
FAITE
A CAMBRAY,
ENTRE

JULES II. Pape, MAXIMILIEN I. Em-
pereur, LOUIS XII. Roi de France,
FERDINAND V. Roi d'Arragon,
& tous les Princes d'Italie.

CONTRE
LA REPUBLIQUE DE VENISE.

Pondus & statera judicium Domini sunt. Prov. c. 16.

TOME PREMIER.



A LA HAYE,
Chez les FRERES van DOLE, Marchands
Libraires dans le Pooten.

M. DCCX.





P R E F A C E.

Lest ordinaire que plusieurs Etats se liguent contre un Etat plus puissant qu'eux, pour mettre des bornes à sa grandeur ou pour abattre sa Puissance; mais il est rare que plusieurs Souverains se réunissent contre un Etat moins puissant que chacun d'eux & qu'ils conspirent pour le détruire. Des Alliances de cette nature paroissent même tellement opposées aux règles les plus constantes de la Politique, qu'on pourroit les croire impossibles, sans les exemples qui montrent qu'elles peuvent se former. Le plus célèbre de ces exemples, c'est la Ligue que le Pape, l'Empereur, le Roi de France & le Roi d'Arragon conclurent à Cambrai en mil cinq cens huit, contre la République de Venise.

J'ai crû que l'Histoire d'une Ligue aussi singulière méritoit d'être mise dans tout son jour. Il est digne de curiosité d'aprofondir par quel motif tant de Souverains s'accordèrent à s'écarter des maximes qui leur servent

P R E F A C E.

de loi, & par quelle fatalité toutes les conjectures des Sages de ce tems-là sur l'avenir, se trouvèrent des raisonnemens pleins d'erreur. D'ailleurs, l'Histoire d'un pareil événement enseigne à craindre des accidens contre lesquels la prudence humaine semble rassurer en les représentant comme impossibles. Suivant le règles ordinaires de la Politique, la République de Venise étoit dans une pleine sécurité en mil cinq cens huit. Elle-même ne découvroit dans l'avenir que de la tranquillité & de la gloire, quand il se forma subitement un orage dont les premiers coups la firent trembler pour sa Capitale, & détruisirent en peu de jours une réputation qui étoit l'ouvrage de plusieurs Siècles.

Véritablement la République de Venise n'avoit jamais été aussi puissante qu'elle l'étoit alors, & ses Voisins n'avoient jamais paru moins en état de lui donner de grandes alarmes. Elle tenoit leurs forces dans un équilibre tel que le parti auquel elle auroit voulu se joindre seroit toujours devenu le parti supérieur, & ses menées avoient disposé les esprits de manière que la haine des uns lui répondoit de l'amitié des autres. Les calamitez que la pénétration des hommes ne sçauroit prévoir & que leur effort ne peut écarter, étoient les seuls malheurs que dût craindre cette

P R E F A C E.

cette République suivant le cours ordinaire des événemens. Enfin, aucun Etat ne peut jamais paroître mieux affermi qu'elle sembloit l'être à la veille de sa chute, & quand l'Europe alloit voir avec étonnement la prudence humaine humiliée dans son Sénat.

Je ne crois pas néanmoins que la Ligue de Cambray ait été un événement miraculeux. Ce que les Vénitiens avoient fait pour établir entre les Forces de leurs Voisins cette balance de pouvoir, la Chimère favorite de tant de Politiques; ce qu'ils firent pour la placer sur le point de son équilibre sans aucun égard aux Droits des Princes & sans respect pour leurs propres Alliances, tout cela produisit de lui-même & par un contre-coup nécessaire la Ligue de Cambray. Les amis des Vénitiens fatiguez par leurs menées prirent du dégoût pour des Alliez sans attachement. Les ennemis de la République aigris par leur hauteur & par leur avidité, s'envenimèrent au point de ne pouvoir plus être réconciliez véritablement avec eux par des Traitez. Bien-tôt les amis & les ennemis se firent une confiance réciproque de leur aversion, & cette confiance aboutit à une Conspiration générale contre une République qui avoit donné des dégoûts ou des mortifications à tout le monde. Tout arriva dans l'ordre des causes secon-

P R E F A C E.

des & il n'y eut rien que de naturel en cet événement.

On pourroit se dire , pour excuser les Vénitiens de n'avoir pas prévu que leur conduite donneroit lieu à la fin à une Alliance de cette nature , que les Puissances qui la formèrent ne pouvoient pas y entrer sans agir contre leurs intérêts les plus respectables , & que la Ligue de Cambray ne pouvoit être que l'ouvrage des passions des Souverains qui la firent. Mais cette raison ne dispense point le Sénat de Venise. Les Souverains se laissent gouverner si souvent par les mouvemens de leur cœur , qu'on ne peut supposer sans imprudence que leurs intérêts seront toujours la règle de leur conduite. Il est même probable que la République auroit établi sa grandeur sur des fondemens plus solides , en s'appliquant à gagner l'amitié & la confiance de ses Voisins , qu'en se livrant aux raffinemens d'une Politique soupçonneuse qui lui faisoit apporter dans toutes les occasions une attention odieuse à pezer leurs Forces jusqu'au scrupule , pour les tenir toujours dans le poids convenable à sa balance. Elle prit néanmoins ce dernier parti. Son plan de conduite l'obligea donc souvent à rendre de mauvais offices à tous ses Voisins. Ainsi ses menées révoltèrent contre elle toutes les Puissances ; & les précau-

P R E F A C E.

cautions outrées de son Sénat lui attirèrent plus de malheurs que l'imprévoyance n'en mène à sa suite. Les Vénitiens restèrent sans Alliez entre des ennemis aigris & des amis dégoûtez; & les fondemens de la sureté de la République si solides en apparence s'écroulèrent en un instant.

On pourroit se figurer que le dessein de profiter du débris du Commerce des Vénitiens qui s'engraissoient alors de la substance des Nations, auroit été le véritable motif qui porta tant de Princes à l'union surprenante dont le but étoit la destruction de la République. La Ligue de Cambray en seroit bien moins étonnante. Un pareil motif peut attirer sous les mêmes Drapeaux des Nations qu'une haine nourrie durant plusieurs Siècles sembleroit diviser à jamais. Mais les Princes qui signèrent la Ligue de Cambray presque sans Vaisseaux Marchands, sans un Négoce déjà sur pié & qui négligeoient même le Commerce dans leurs propres Etats, n'eurent jamais pour objet d'attirer dans leurs Provinces des lambeaux du Commerce des Vénitiens. Les précautions injurieuses des Vénitiens contre des périls incertains furent une cause trop bien marquée du véritable danger qu'ils coururent pour en chercher une autre. Leur chute fut uniquement l'effet d'un acci-

P R E F A C E.

dent qui n'arrive que trop souvent aux Sages du Siècle. Trop de pénétration les rendit aveugles.

La Ligue de Cambray ne fut pas funeste aux seuls Vénitiens. Plus d'une fois les Princes qui l'avoient signée se repentirent d'y être entrez. Pour avoir voulu être trop amis, ils devinrent ennemis ardents à se nuire. L'Alliance qu'ils contractèrent malgré les intérêts essentiels qui leur défendoient réciproquement de travailler à la grandeur les uns des autres, fut pour eux une occasion de broüilleries & de Guerres qui ne seroient pas arrivées sans la trop grande liaison qu'ils prirent inconsidérément. Les Etats dont les intérêts éternels sont diamétralement opposés ne sçauroient entrer dans une Alliance étroite à l'occasion de quelque intérêt passager, que cette Alliance ne soit une source féconde en plaintes, en divisions & en Guerres.

La Ligue de Cambray peut donc être regardée comme un des endroits de l'Histoire moderne le plus fertile en grandes leçons & le plus digne d'être mis dans tout son jour. Les feux allumés par cette Ligue à peine éteints fumoient encore, lors qu'André Mocénigo sorti de la Maison illustre dont le nom se trouve si souvent dans les Annales de Venise & Fils d'un Procureur de Saint Marc, écrivit
en

P R E F A C E.

en Latin l'Histoire de la Guerre de Cambray: Mais l'Histoire de Mocénigo quoi que parvenue à l'honneur d'une traduction Italienne, est plutôt un recueil de Relations, qu'une Histoire méthodique. Aussi l'Auteur * dit lui-même que son dessein n'est point de rendre compte des motifs de cette Guerre, des intérêts des Puissances qui la firent, ni des Négociations qui furent faites pour la terminer. Son but est uniquement de raconter les événemens publics de ces tems-là. Mocénigo étoit bien jeune quand il écrivit son Histoire pour entreprendre rien de plus difficile. On voit néanmoins que cet Ecrivain avoit de la lecture, mais quand il prétend imiter les Historiens anciens, il les contrefait & il place peu heureusement les phrases & les tours qu'il emprunte de leurs Ecrits.

Quoi que Mocénigo fasse voir une grande chaleur à dire du bien de sa Patrie, & beaucoup de mépris pour les Etrangers, ses récits cependant sont encore plus sincères & plus conformes à ce que rapportent, sur les mêmes événemens, les Ecrivains des autres Nations, que les récits des Historiens Italiens qui sont venus depuis lui. Il écrivoit en un tems où la mémoire des événemens qu'il raconte étoit encore si récente, qu'un homme

* 5

* de

* Lib. pri.

P R E F A C E.

de qualité comme lui n'eût osé les altérer.

Machiavel, le Cardinal Bembo, Guichardin, Paul Jové, Pierre Justiniani, Jean de Saint Gelais, Martin du Bellay & les autres Historiens du seizième Siècle dont je me suis servi, sont si connus, qu'il seroit ennuyeux de parler ici de leur caractère & du mérite de leurs Ouvrages. Dès long-tems leur réputation est formée & le Lecteur qui les trouve citez sçait par avance de quel poids est l'autorité de chacun d'entre-eux par rapport au fait dont il rend témoignage. Je ne parlerai pas des Historiens Modernes parce que je m'en suis peu servi. Ce que les Modernes ont copié dans les Anciens, un Ecrivain exact doit l'aller puiser dans la source dont eux-mêmes l'ont tiré, & il ne lui est permis d'employer ce qu'ils avancent de nouveau, que lors qu'ils citent des garands capables d'en répondre. Comme on ne connoît pas la plupart des garands que cite Varillas & qu'ils n'ont pour ainsi dire ni feu ni lieu, je n'ai fait usage que très sobrement des prétendues découvertes sur l'Histoire de la Ligue de Cambray qui se trouvent dans son Histoire de Louïs XII. Les fautes sans nombre contre des vérités communes & notoires dont ces nouvelles découvertes sont semées, feroient même croire que Varillas tiroit de son imagination très fé-

con-

P R E F A C E.

conde tous les faits inouïs qu'il raconte, & toutes les particularitez qu'il débite sur les vûës & les desseins de ses personnages, plutôt que de Manuscrits échappez aux recherches empressees des Sçavans les plus laborieux, & réservez à ses découvertes.

De tous les Ouvrages de Varillas je ne prétends parler ici que de l'Histoire de Louïs XII. Il y dit en une infinité d'endroits, *Les treize Cantons* pour désigner la République des Suisses, quand cette République n'étoit encore composée que de dix ou de douze Cantons. Il trouve dans les Manuscrits que dès les premières années du Règne de Louïs XII. qui parvint à la Couronne en mil quatre cens quatre-vint dix-huit, l'Empire d'Allemagne étoit déjà composé de dix Cercles. Cependant, la première division de l'Empire en Cercles ne fut faite qu'en mil cinq cens, sous l'Empereur Maximilien I. L'Empire ne fut même composé alors que de six Cercles. L'institution des dix Cercles ne fut faite que par Charles-Quint, plusieurs années après la mort de Louïs XII. Varillas nomme constamment sous Louïs XII. l'Etat des Pais-Bas, *Les dix-sept Provinces*, quoi que ce n'ait été que long tems après la mort de ce Prince que cet Etat s'est trouvé composé de dix-sept Provinces, par l'acquisition que fit
l'Em-

P R E F A C E.

l'Empereur Charles-Quint, Souverain des Pais-Bas, de la Province de Gueldres & de celle d'Utrecht. Il dit en plusieurs endroits que l'Alviane, parvenu d'une condition au dessous de la médiocre au Commandement de l'Armée Vénitienne, étoit de la Maison des Ursins, quoi que ce Général ne fût que *Fils d'Armes* ou Eleve en l'Art Militaire de Virginio Ursin. Le même Auteur appelle la Cour de Ferdinand le Catholique, la Cour de Madrid, au lieu de dire la Cour de Saragosse ou du moins celle de Burgos. Il fait un Port de * Marino terre de la Maison Colomne à quatre lieuës de Rome, quoi que Marino soit très éloigné de la Mer & de tout endroit où un Batteau puisse aborder. Varillas † suppose qu'il faut passer l'Apennin pour aller de l'Etat de Milan dans la Romagne, & il prend la Matricule § de l'Empire pour le Trésor des Chartres de l'Empire. Personne n'ignore cependant que cette Matricule n'est autre chose qu'un Cadastre ou un état de contribution pour l'Allemagne dressé en premier lieu par l'Empereur Sigismond *, & mis en l'état où il est par l'Empereur Charles-Quint, lequel énonce ce que chaque Membre du Corps Germanique est obligé de fournir pour
la

* To. 3. p. 267. † Tom. I. p. 338. § To. 3. p. 275. * En 1431.

P R E F A C E.

sa quote part à proportion de l'Armée que l'Empire met sur pié ou de la somme qu'il lève. Voilà une partie des fautes qui rendent plus que suspectes les nouvelles découvertes de cet Auteur, aussi chetif Historien qu'agréable Ecrivain.

Mais le grand nombre d'Auteurs bien informez qui ont fait l'Histoire des tems de la Ligue de Cambray donne de grandes facilitez pour y démêler la vérité des faits & pour en orner le récit de circonstances agréables & singulières. On a crû même pouvoir dire dans cette Histoire beaucoup de choses nouvelles sans être frivoles. Tout ce qui regarde le Droit public des Nations, l'origine des Droits & des prétentions réciproques des Princes, & l'importance des Articles de leurs Traitez, n'est guère bien éclairci par les Historiens. On n'a laissé passer aucun point de Droit public essentiel à l'Histoire de la Ligue de Cambray sans le développer autant qu'on s'est trouvé capable de le faire. Heureusement depuis quelques années il s'est publié en différens endroits de l'Europe beaucoup de Recueils de Traitez de Paix & d'autres Actes originaux qui répandent une grande lumière sur l'obscurité où ces points de Droit public avoient été laissez.

Autant qu'il est possible j'ai tâché de par-
venir

P R E F A C E.

venir dans ma narration à la précision des bons Historiens de l'Antiquité. Cette précision consiste à donner aux récits des événemens leur juste étendue par proportion au but & au titre de son Histoire. J'ai donc observé de mesurer le récit des événemens à leur importance par rapport à l'Histoire de la Ligue de Cambray. Sans cesse j'ai tenu devant mes yeux le titre de mon Livre comme la règle à laquelle je devois me conformer, & je me suis dit en une infinité d'occasions, que je n'écrivois pas l'Histoire de France ni celle d'Italie.

Quand on consulte beaucoup d'Historiens on ne les trouve que trop souvent opposez les uns aux autres. Quelquefois j'ai rapporté en simple témoin leurs dépositions différentes. Quelquefois je me suis érigé en Juge. J'ai décidé en faveur d'un d'entre-eux, & sans faire mention de ce que les autres racontent, j'ai rapporté son récit comme la vérité reconnue. C'est un parti que je n'ai jamais pris témérairement. J'avois même eu d'abord intention de rendre compte des raisons sur lesquelles je m'étois déterminé: Mais la réflexion que j'écrivois une Histoire & non un Livre de Critique m'a fait changer de sentiment.

S O M-



S O M M A I R E

D U

L I V R E P R E M I E R.

ETat florissant de la République de Venise
en mil cinq cens huit. Les Princes ses
Voisins divisez entre eux par des intérêts es-
sentiels. La conduite des Vénitiens les
réunit contre leur République. Quelles
furent les vûes de ces Princes en signant la
Ligue. Le Traité de Cambray? Le Sénat
n'apprend la Ligue qu'après qu'elle est con-
clue. Le Pape offre aux Vénitiens de la
rompre. Ils refusent les offres de Sa Sain-
teté & la recherchent ensuite inutilement.
Préparatifs de Guerre de part & d'autre.
Le Roi de France vient à Milan. Il en-
voye déclarer la Guerre par son Roi d'Ar-
mes aux Vénitiens, & passe l'Adda.
Journée d'Agnadel, prise de l'Alviane
& Conquête de la meilleure partie de l'E-
tat de Terre Ferme par les François. Les
Vénitiens abandonnent le reste. Ils font of-
frir

frir à l'Empereur Maximilien de se recon-
noître ses Vassaux & ses Tributaires. Ha-
rangue de Justiniani à ce Prince. Senti-
mens des Auteurs sur cette Harangue. Les
uns veulent qu'elle soit véritable, les autres
supposée. L'Empereur donne à Loüis XII.
une Investiture de l'Etat de Milan telle
qu'il la devoit donner. Discussion de cette
Investiture, & du Droit de Loüis XII.
sur le Fief de Milan. La nonchalance de
Maximilien donne moyen aux Vénitiens de
recouvrer Padouë. Il l'assiége sur eux.
Fait d'Armes du jeune Boutières. L'Em-
pereur lève le Siège de Padouë. Les Véniti-
ens veulent attaquer Ferrare. Son Duc
ruïne leur Armée Navale sur le Pô, d'u-
ne manière singulière. Les Vénitiens font
le Procès à Trévisani qui la commandoit.



HISTOIRE

DE LA LIGUE

DE CAMBRAY.

PREMIERE PARTIE.

LIVRE PREMIER.



MAIS les Vénitiens ne crurent leur République plus à l'abri d'un bouleversement, qu'aux tems où la Ligue de Cambrai pensa la renverser. La République de Venise n'avoit point été si florissante depuis sa fondation qu'elle l'étoit alors. Elle ne possède rien aujourd'hui, si l'on excepte la Morée, qu'elle ne possédât déjà. Mais elle a perdu plusieurs Provinces qui pour lors étoient soumises à son obéissance.

1508.

Tome I.

A

Can-

1508.

Candie où les Vénitiens ont conservé seulement quelques forteresses, leur appartenoit toute entière, & Chipre étoit encore de leur domaine. Les cinq meilleurs Ports du Royaume de Naples sur le Golfe Adriatique, occupés par les Garnisons de la République, & les Places Maritimes de la Romagne entre ses mains, lui assuroient l'Empire de ces Mers, dont elle fût toujours si jalouse d'être l'unique Souveraine. Non seulement elle possédoit déjà tout ce qu'elle tient aujourd'hui dans l'Etat de Milan, mais le Crémontois & toute la partie de cet Etat située à la gauche de l'Adda étoient encore réunis à ses autres Provinces.

Les Flotes qu'entretenoit la République, formoient pour ainsi dire, un seul continent de tous ses Domaines, quoi qu'ils fussent séparés par la Mer. Ces Flotes étoient nombreuses & bien armées. L'Arsenal de Venise qui les équipoit passoit alors avec justice pour une des merveilles du monde. Les Charpentiers de cet Arsenal sçavoient faire des Bâtimens dont la construction étoit un art ignoré des autres, & tout ce qui peut entrer dans l'attirail de la Navigation, s'y fabriquoit beaucoup plus parfait qu'ailleurs. Les gens de Mer qui montoient ces Bâtimens étoient les plus expérimentés de la Chrétienté. Les Chiourmes des Galères Vénitiennes composées en grande partie de Cipriots, de Candiot & d'Esclavons, Peuples nerveux & durs à la peine, étoient supérieures même aux Chiourmes des Galères de la Religion. Ces Flotes donnoient d'autant plus de

de confiance à la République, qu'elles n'avoient d'ennemis redoutables que les tempêtes. La puissance des Etats Maritimes d'Italie, qui avoient envoyé autrefois leurs Armées Navales faire la guerre aux Vénitiens dans Venise même, étoit tombée en décadence. Les Turcs n'entendoient encore rien à la guerre de Mer, & les Mammelus dont l'Empire sur le déclin touchoit à sa ruine prochaine, avoient cessé d'être formidables sur cet élément.

Un commerce le plus florissant qui fût alors, & qui s'étendoit depuis les Ports d'Angleterre, jusqu'à ceux de la Mer Noire & de l'Egipe, étoit une pépinière inépuisable qui fournissoit toujours à l'Etat les équipages nécessaires pour armer ses Flotes. Ce commerce avoit encore mis l'opulence dans un Pais déjà riche par sa propre abondance, & les impôts sans être à charge au Peuple faisoient entrer des sommes immenses dans le Trésor public.

Ces grands revenus mettoient la République en état de donner à ses Troupes une solde plus haute que celle des autres Princes, & de la payer beaucoup plus régulièrement. C'est ce qui attiroit au service de Saint Marc, les Chefs de Bandes * les plus accréditez. La Cavalerie Légère des Vénitiens, composée d'Albanois & d'autres Peuples de la Grece, étoit d'autant plus vantée qu'elle faisoit la guerre d'une manière nouvelle, & que leurs ennemis ne pouvoient opposer à cette Cavalerie aucunes Troupes de même nature : enfin l'Artillerie la mieux servie & les meilleu-

* Com.
dottieri.

1508.

res Compagnies d'hommes d'armes qui fussent en Italie, se trouvoient sous les Eten-dars de Saint Marc. Commander l'Armée Vénitienne, c'étoit le plus haut degré de fortune où les Généraux Italiens pussent monter.

Toute cette dépense se faisoit sans endetter l'Etat. C'étoit uniquement par politique, qu'une légère partie de ses revenus étoit engagée à des particuliers. Il y avoit en réserve dans l'Epargne de la République des sommes suffisantes pour les rembourser.

L'Etat étoit riche sans que les particuliers fussent pauvres. Au contraire, ils étoient tous dans l'opulence & regard à leur condition. Les autres Pais & même la France étoient pauvres alors en comparaison de l'Italie, & la richesse de Venise étoit regardée avec envie par les autres Villes d'Italie. La Vaisselle d'Argent si rare dans toute l'Europe quand le Mexique & le Pérou n'avoient pas encore été conquis par les Espagnols, étoit dès lors d'un usage si commun parmi les Vénitiens, que leurs ennemis en faisoient un chef d'invective contre eux. Le luxe des deux derniers Siècles n'a guère fait élever de Bâtimens plus somptueux que l'étoient déjà les Palais de beaucoup de Nobles. Ces Palais passaient de bien loin en bon goût & en magnificence ceux qu'habitoient dans ce tems-là les Monarques les plus puissans. Enfin les arts qui ne subsistent que du superflu des riches, & qui ne sçauroient fleurir qu'au milieu de l'opulence, inconnus en deçà des Alpes, se trouvoient à Venise dans leur plus haute

Harangue
d'Helian à
Ausbourg.

haute splendeur. Cette magnificence ne venoit pas de la folle dissipation de quelques prodiges; & loin d'obliger les plus riches à faire des bassesses par besoin, elle n'incommodoit personne. Elle étoit l'effet d'une dépense judicieuse & le fruit d'une opulence solide, chez un Peuple qui ne songe à jouir qu'après avoir amassé, & que son caractère rend économe même dans les somptuosités.

La République avoit une ressource abondante & comme infaillible dans les richesses de ses sujets; ils étoient pleins d'affection & de confiance pour le Gouvernement. Cette confiance n'étoit pas sans fondement. Les loix qu'il avoit établies étoient très sages, & il n'en confioit l'exécution qu'à des personnes équitables & éclairées. Le Sénat qui est l'ame de la République étoit rempli de sujets d'un mérite éminent, & jusques-là ses vûes avoient été justes, & ses entreprises heureuses. Les sujets réglent assez volontiers l'opinion qu'ils ont de leurs Maîtres sur celle qu'en ont les étrangers. Ils suposent que la distance où les étrangers sont de leurs Maîtres, est un point de vûe d'où l'on peut les mieux voir, que de l'endroit où la condition de sujets les a placez. Aucun Gouvernement ne fut jamais plus estimé par les étrangers que l'étoit alors celui de Venise. J'en appelle à témoin le plus judicieux des Historiens, Philippes de Commines.

L'empressement qu'on a toujours eu pour connoître la constitution de la République de Venise, exempte ceux qui écrivent quelque

1508.

morceau de son Histoire, de parler de la manière dont elle se gouverne. Cet empressement a été cause que tant d'Auteurs ont écrit du Gouvernement de cette République en tout tems & en toutes langues, qu'ils n'ont laissé rien à dire de nouveau, & leurs Livres sont trop connus pour en donner des extraits.

Venise dans cette situation florissante n'avoit rien à craindre de ses voisins. Du moins on le pouvoit croire. Aucun d'eux en particulier ne pouvoit lui faire la guerre sans s'exposer à des périls plus grands que le danger dont il l'auroit menacée; & les Princes laissent volontiers en Paix un Etat qu'ils ne peuvent attaquer, qu'avec des armes égales. Mais si les Vénitiens trouvoient hors d'apparence qu'aucun de leurs voisins voulût désormais se faire leur agresseur, il leur paroïssoit encore plus impossible que ces voisins divisés entr'eux par des intérêts essentiels, se réunissent jamais pour conjurer la ruine de la République. Les principaux de ces voisins étoient le Pape, l'Empereur, le Roi de France, & le Roi d'Arragon.

Le Pape Jules Second, avoit la plus grande obligation de son avènement à la Thiare aux Vénitiens. Véritablement il étoit très remuant; & quoique sexagénaire, jamais jeune Prince ne fut autant que lui l'ennemi de son repos & de celui de ses voisins. On sçavoit donc depuis long-tems que ses passions étoient très vives, mais jusques-là on l'en avoit crû le maître. Il avoit montré plusieurs fois que son humeur quoi qu'impétueuse se lais-

laissoit gouverner par sa prudence, & qu'il sçavoit se conformer aux tems & plier sous les conjonctures. Quoi qu'il eût été public durant dix ans qu'il aspireroit au Pontificat, il n'avoit pas laissé d'y parvenir, & de surmonter tous les obstacles que les Concurrents secrets sçavent semer dans le chemin de ceux qui ont laissé voir une fois qu'ils veulent arriver au Trône de l'Eglise. Voilà ce que ne sçauroit faire un homme qui n'a pas de souplesse dans l'esprit, & qui n'est pas le maître de son humeur. Plus les hommes s'avancent en âge, plus ils sont censez déférer à la raison. Jules Second déjà sexagénaire ne pouvoit pas, sans aller contre les lumières les plus communes, se liguier avec l'Empereur & les Rois de France & d'Arragon pour partager l'Etat Vénitien.

Il suffit d'être Pape pour ne rien appréhender davantage que l'établissement des Empereurs en Italie. Les prétentions des Empereurs contre les Papes sont sans bornes. Elles vont à réduire les Souverains Pontifes presque au simple exercice de l'Episcopat, & Guichardin a raison de dire, *qu'ils ne doi-* Liv. 7.
vent pas moins se garder des Empereurs, que des Sultans des Turcs. Non seulement les Allemands prétendent que le souverain Domaine sur tout l'Etat Ecclésiastique appartient aux Empereurs, mais ils disputent même aux Papes la supériorité territoriale & les droits Régaliens, c'est-à-dire, le Domaine utile joint à l'exercice de la Souveraineté dans la plus grande partie de cet Etat. Sur tout ils contestent aux Papes ce Domaine utile

1508. dans les Provinces que l'Eglise tient des libéralitez de la Comtesse Mathilde, ne voulant pas reconnoître la validité ni même l'authenticité des donations de cette Princesse.
- Conring. Les prétentions des Allemands vont encore
de finibus
Imp. lib. 2. jusques à soutenir que leurs Empereurs doivent rentrer dans l'exercice de l'autorité que les Successeurs de Charle-Magne peuvent avoir eüe dans Rome quant à l'Installation des Papes. On ne sçauroit prescrire suivant leur Jurisprudence contre les droits de l'Empire.
- En 997. Il est vrai que la Transaction de l'Empereur Othon III. avec le Pape Gregoire V. dont le contenu est approuvé dans la
- En 1219. Bulle de l'Empereur Frideric II. assure à l'Eglise de Rome une entière indépendance de l'autorité Impériale quant au spirituel.
- En 1355. La convention d'Innocent VI. & de l'Empereur Charles IV. affranchit pleinement les Papes quant au temporel. Elle rend même en quelque manière l'autorité Impériale dépendante de l'autorité du Saint Siège. Mais ces Actes ne sont une barrière assurée contre les prétentions des Allemands, qu'aux tems où les Empereurs ne seront ni armez ni établis dans l'Italie. Ces Actes sont sujets à beaucoup d'interprétations, & même ils sont caducs suivant la Jurisprudence Allemande. Elle veut que les Empereurs n'aient jamais pû aliéner les droits de leur Couronne que du consentement du Corps Germanique qui les élit pour ses Chefs & non pour ses Maîtres, & ce consentement n'est pas intervenu dans les conventions qu'on a citées. Jules II. ne pouvoit donc pas ignorer les périls

tils où il s'exposeroit lui-même & ses Successeurs, s'il établissoit en Italie les Empereurs que les Papes ses Prédécesseurs avoient eu tant de peine à renvoyer au delà des Alpes.

Ferdinand Roi d'Arragon & des deux Siciles étoit un voisin assez redoutable aux Papes pour croire qu'ils ne concoureroient pas à former une Ligue, quand elle auroit pour objet d'augmenter la puissance de ce Prince en Italie. Mais il y avoit encore moins d'apparence que Jules cherchât d'agrandir Louis XII. Roi de France. Le Roi Très-Chrétien étoit déjà très-puissant en Italie où il tenoit les Etats de Gennes & de Milan; maître outre cela de disposer des forces de l'Etat de Florence en qualité d'Ami & d'Allié de la République. On sçavoit d'ailleurs que le Pape n'aimoit pas ce Prince, & qu'il haïssoit mortellement son Premier Ministre George d'Amboise Cardinal & Archevêque de Rouen. Ce Prélat avoit été dans le Conclave le Compétiteur le plus dangereux de Jules II. & il paroïssoit qu'il n'avoit pas encore renoncé à la Papauté. Enfin le projet de chasser d'Italie les Barbares, ce sont les Ultramontains en stile Italien, paroïssoit le dessein favori du Pape, & rien ne pouvoit mettre plus d'obstacle à son exécution, que de les fortifier des débris de la Puissance Italienne la plus considérable qui subsistât encore.

Si les Vénitiens devoient se défier du Roi de France quand ils songeoient aux traverses qu'ils lui avoient suscitées, les raisons

1508.

décisives qu'avoit ce même Prince de cultiver leur amitié étoient capables de les rassurer. Louïs XII. sçavoit que Jules II. n'aimoit ni son Etat ni sa Personne, & l'Empereur Maximilien avoit été son ennemi déclaré toutes les fois que l'occasion de nuire à la France s'étoit présentée. Maximilien le plus léger des hommes ne fut jamais constant que dans son inimitié contre la France. Pour fomenter son aversion il relisoit souvent ce qu'il appelloit son Livre rouge. Ce Livre étoit un Registre que l'Empereur tenoit exactement de toutes les mortifications que la France lui avoit données, à dessein, disoit-il, de s'en acquiter à sa commodité. Le Registre contenoit dix-sept griefs la plupart déraisonnables, mais que l'Empereur, suivant la coutume des Souverains qui ne pensent pas que le tort puisse être de leur côté, traitoit d'attentats énormes. L'année précédente il avoit encore prononcé une Harangue sanglante contre Louïs XII. à la Diète de l'Empire tenue à Constance. Les Vénitiens étoient les seuls Alliez, que Louïs XII. pût opposer à ses ennemis.

Mais quand l'Empereur auroit été l'ami des François, la raison d'Etat ne permettoit pas au Roi Très-Chrétien de donner les mains à son établissement en Italie. Charles d'Autriche enfant de Philippe Archiduc d'Autriche, le fils unique de Maximilien, connu alors sous le nom du Prince d'Espagne, & depuis Empereur sous le nom de Charles-Quint, devoit succéder aux Etats de

de son Ayeul. Le Prince d'Espagne comme petit fils de Marie de Bourgogne, Mere de l'Archiduc Philippe étoit déjà en possession des biens de la Maison de Bourgogne. La succession de la Couronne de Castille lui étoit destinée à la mort de sa Mere Jeanne Reine de Castille Veuve de l'Archiduc Philippes. Il devoit probablement recueillir encore la Couronne d'Arragon & ses Etats annexez à la mort du Roi Catholique, le Pere de sa Mere. La grandeur future de ce jeune Prince devoit éloigner les François de tout projet qui pût lui préparer encore de nouveaux Domaines. Si les François partageoient l'Etat de Venise avec Maximilien, la part échue à l'Empereur devoit passer un jour au Prince d'Espagne qui tiendrait ainsi le Royatme de France investi de tous côtez. Enfin Louïs XII. sçavoit par sa propre expérience le danger qu'il y avoit à faire de semblables partages. Les suites funestes du Traité qu'il avoit fait avec le Roi d'Arragon pour conquérir & pour partager le Royaume de Naples, étoient encore des événemens récents.

Les Vénitiens auroient donc cru faire outrage à Louïs XII. s'ils l'avoient jugé capable de se fier à Maximilien assez pour se liquer avec lui contre leur République, la seule puissance qui pût souhaiter de maintenir les François en Italie. Ils ne s'y étoient établis que par le secours des Vénitiens. Il est vrai que pour prix de leur secours ces derniers avoient eu des Provinces entières, mais c'étoit cela même qui les attachoit à la

1508.

France. Il étoit notoire que les Vénitiens perdroient leurs nouvelles acquisitions si Maximilien pouvoit réussir dans son dessein de rétablir les Sforzes en possession de l'Etat de Milan. Aussi les Vénitiens étoient-ils accourus au secours des François toutes les fois que le Milanez avoit été menacé. Louis XII. sçavoit bien que la raison d'Etat feroit toujours faire la même chose aux Vénitiens, & que ces voisins seroient constamment ses Alliez. En établissant Maximilien dans leur País il plaçoit sur sa frontière un Prince né son ennemi, avec lequel il ne pouvoit pas se promettre d'avoir jamais une Paix durable.

L'Empereur & le Roi d'Arragon avoient ensemble des démêlez pour l'administration des Etats du Prince d'Espagne leur petit fils commun durant sa Minorité. Ces démêlez les avoient aigris de manière que personne ne devoit craindre ni espérer leur union. Les sujets de broüillerie & de méfiance n'étoient pas moins grands entre le Roi de France & le Roi d'Arragon. Ferdinand après avoir partagé le Royaume de Naples avec Louis XII. avoit chassé Louis XII. de sa portion par des supercheries aidées de beaucoup de bonheur. Il ne pouvoit douter que le Roi Très-Chrétien n'eût le dessein de s'en faire raison tôt ou tard, & c'étoit lui faciliter le chemin de Naples que de l'aider à détruire la République de Venise que son plan de politique engageoit à traverser puissamment toutes les entreprises des François sur ce Royaume.

De

De tous les Souverains qui signèrent la Ligue de Cambray, Maximilien étoit le seul dont les Vénitiens dussent se défier. Il convenoit à lui seul de signer cette Ligue qui le mettoit en état de gagner beaucoup sans qu'il risquât de rien perdre. En partageant avec les autres Princes l'Etat Vénitien, il acquéroit des Domaines en Italie où il ne possédoit rien, & où un pouce de terre est plus précieux pour un Empereur, que des Provinces entières en d'autres contrées. Les prétentions des Empereurs sur l'Italie, qui seront toujours la plupart des prétentions chimériques tant que ces Princes ne seront pas puissans dans le Pais, deviendroient toutes des droits très réels, s'ils avoient jamais un Etat en propre au delà des Alpes. Les Allemans avoient même souvent pressé Maximilien de passer en Italie pour y faire valoir les droits de l'Empire. Les Diètes lui avoient donné plusieurs fois des Subsidés pour le faire, & il pouvoit se flatter qu'il obtiendrait de ces Assemblées un prompt & un puissant secours toutes les fois qu'il demanderoit d'être aidé dans l'exécution d'un projet dont l'idée ébloüira toujours le Corps Germanique.

D'ailleurs Maximilien étoit résolu de se venger des Vénitiens, quoi qu'il en pût arriver. Ses anciens sujets de plainte étoient en grand nombre, & tout récemment il venoit de recevoir d'eux une mortification sensible. C'est un événement tellement lié à la Ligue de Cambray qu'il fait une partie de son Histoire.

L'année qui précéda celle où la Ligue de

En 1507.

1508.

Cambray fut concluë , Maximilien fit de grands préparatifs pour décendre en Italie à la tête d'une nombreuse Armée. Il l'avoit levée du produit des mois Romains que la Diète qui venoit de se tenir à Constance lui avoit accordez , sur sa proposition d'aller contraindre les Feudataires de l'Empire en Italie de reconnoître leur dépendance. Le prétexte du voyage de l'Empereur fut le desir d'aller prendre à Rome la Couronne Impériale , & de mener aux Pisans accablez par les Florentins ce secours si long-tems attendu , & que sa lenteur qui le réduisit en fumée a fait passer en proverbe. Mais son véritable motif qui étoit de tâcher d'occuper quelque terrain en Italie pour mieux y faire valoir les droits de l'Empire , étoit si public que personne ne crut au prétexte dont il essaya de le couvrir.

Maximilien commença l'exécution de son vaste projet par faire demander aux Vénitiens la Neutralité & le passage pour les Troupes Allemandes sur les Terres de la République. Louis XII. qui se défioit de l'Empereur le Protecteur déclaré des Sforzes , & qui étoit persuadé que pour cette fois il en vouloit à l'Etat de Milan , s'opposa vivement à Venise au succès de ses demandes. Le Sénat recherché par ces deux Princes s'assembla plusieurs fois pour délibérer sur le parti qu'il lui convenoit de prendre en une conjoncture si délicate. On y posa pour principe que la guerre s'allumeroit infailliblement entre les François & les Allemands dès que ces derniers auroient mis le pied.

pied en Italie, & on y conclut d'abord, dit
 Guichardin, qu'en une pareille occasion la
 Neutralité ne conviendrait point à la Répu-
 blique. Qu'elle ne devroit pas rester les bras
 croisés, jusqu'à la décision de la querelle, ni at-
 tendre sans prendre un parti qu'une des deux
 Puissances eût accablé l'autre. Que le Roi de
 France s'il demeurait victorieux ne pardonner-
 roit jamais aux Vénitiens d'avoir donné passa-
 ge aux Allemands. Que si l'avantage restait à
 l'Empereur, il leur saurait peu de gré d'une
 complaisance qui se seroit bornée à laisser passer
 ses Troupes.

1508.
 Liv. 7.

Il ne fut donc plus mention de Neutrali-
 té à Venise, & il s'agit d'y résoudre si la Ré-
 publique épouserait le parti des François ou
 celui des Allemands. André Gritti dont
 nous aurons tant d'occasion de parler dans
 cette Histoire, persuada le Sénat par des rai-
 sons sans réplique, que l'Alliance de Louis
 XII. étoit plus avantageuse à la République,
 que celle de Maximilien. Il représenta
 qu'un Empereur sur tout quand il étoit de la

Guichard
 Liv. 7.

Maison d'Autriche ne pouvoit tenir un pouce de
 terre en Italie sans que la République fût expo-
 sée à un danger éminent. Que la Puissance des
 Empereurs devoit toujours lui être suspecte, &
 qu'elle possédait encore plusieurs Domaines que
 les Princes de la Maison d'Autriche réclamoient
 comme une portion de leurs Pais Héréditaires.

Le Sénat de Venise qui sçavoit prendre
 un parti, conclut de refuser à Maximilien
 le passage pour ses Troupes & de persévé-
 rer dans l'Alliance de la France. Vérita-
 blement ce refus fut accompagné de l'offre
 de

1508.

de la réception la plus honorable pour la personne de l'Empereur, si, laissant ses Troupes sur la Frontière, il vouloit traverser l'Etat Vénitien avec une suite & non une Armée pour aller prendre à Rome la Couronne Impériale. La guerre d'invasion que Maximilien s'étoit flatté de faire en Italie aboutit en fumée. Mais pour ne pas renvoyer ses Troupes sans les avoir employées, il tourna contre les Vénitiens les armes préparées contre d'autres ennemis, & il se réduisit à leur faire une guerre de frontière du côté du Frioul. Aussi tôt les François vinrent au secours de leurs Alliez, & Jean-Jacques Trivulze Maréchal de France y marcha en personne à la tête d'une petite Armée. Ainsi les succès ne furent point heureux pour Maximilien, & ce Prince également léger à vouloir la guerre comme à s'en dégoûter, conclut avant la fin de la Campagne une Trêve avec ses ennemis. Les conditions en furent honteuses & telles qu'il ne devoit les accepter qu'après des disgrâces redoublées. Par cette Trêve tout ce que les Vénitiens avoient conquis, c'est à dire, presque tout le Frioul & toute l'Istrie Autrichienne, demouroit entre leurs mains.

La Trêve fit bien cesser la guerre, mais elle ne rétablit point la bonne intelligence entre l'Empereur & les Vénitiens. Ils fournirent même au ressentiment de ce Prince de fréquentes occasions de se nourrir. Malgré la Paix rétablie ils firent avec ostentation des réjouissances publiques pour les avantages remportez sur les Allemands dans

le

le cours de la guerre. Durant plusieurs jours il y eut des Fêtes superbes dans la Maison du Cornaro qui avoit été Provéditeur sur la Frontière. L'Alviane qui avoit commandé les Troupes & battu souvent les Allemans, reçût un honneur & une marque de distinction dont la République est très-avare, & qu'elle n'accorde qu'aux Princes du premier rang, ou à des services selon son cœur & dont elle est sensiblement touchée. Le Bucentaure fut chercher ce Général & le ramena en triomphe dans la Ville. Venise étoit remplie de desseins & de peintures Satiriques contre l'Empereur. Les Comédiens ne l'épargnoient pas sur leurs Théâtres, & les rues retentissoient de chansons insolentes dont il étoit le sujet : motifs d'une haine d'autant plus durable, que les Princes sentent bien autrement les outrages qu'on fait à leur personne que ceux qui sont faits à leur Etat. Les sages Vénitiens avec les vertus des Républiquains en avoient les défauts, & ils s'oublièrent assez pour souffrir ces insolences contre Maximilien, dans l'animosité d'une guerre à la fois injuste & malheureuse du côté de ce Prince.

Harangue
d'Helian.

Un autre incident acheva d'envenimer l'Empereur contre la République. Peu de jours après la signature de la Trêve, il fit proposer aux Vénitiens une Ligue pour chasser Louis XII. d'Italie, & pour partager les Etats que ce Prince y possédoit. Ils n'écouterent les propositions de l'Empereur que pour rendre un compte plus exact au Roi de France. Ainsi le refus d'accepter ses propositions

1508.

sitions fut d'autant plus piquant pour Maximilien qu'il aprit presque en même tems le refus des Vénitiens & l'usage qu'ils avoient fait de son empressement à les rechercher.

Enfin toutes les passions de Maximilien se trouvoient flatées par l'idée d'une entreprise telle que la guerre de Cambray. Né avec beaucoup de qualitez qui rendent propre à la guerre, son esprit inquiet la lui faisoit souhaiter dès qu'il avoit la Paix; & grand dissipateur de son argent, il étoit très-avide de celui d'autrui. Pour quatre cens mille écus d'Or, il donna l'Investiture de Milan à Louis le More, reconnu pour l'empoisonneur de son Neveu auquel il vouloit succéder. Les Pais-Bas virent cet Empereur aux gages du Roi d'Angleterre faire la guerre en Aventurier, à tant par jour pour ses Troupes, & à tant pour sa personne. Pour de l'argent il entreprit le secours de Pise, & pour de l'argent il abandonna son entreprise. Enfin il faisoit toutes choses pour en recevoir comme s'il eût été véritablement avare, quoi qu'il le dissipât en prodigue si-tôt qu'il l'avoit touché. Quelques résources qu'il eût, sa profusion les avoit donc bien-tôt tarries, & il étoit toujours dans le besoin. C'est ce qui lui fit donner par les Italiens de son tems le surnom de *Maximilien petite Chevan- ce*, par lequel on le désigne encore volontiers en Italie. Le projet d'une Ligue comme celle de Cambray étoit la perspective la plus agréable qu'un Prince de ce caractère pût regarder. Une guerre qu'il pouvoit porter au milieu de l'Italie, devoit être pour lui des
moif-

Maximi-
liano Po-
chidinari.

moissons, de lauriers, & de ducats. Les fiefs Impériaux qui sont en grand nombre dans ce Païs, sont censez devoir aux Empereurs tant que leurs Troupes sont en deçà des Alpes un ancien * droit de subsistance. On ne sçait pas bien précisément jusqu'où s'étend ce droit & ce qu'il donne pouvoir d'exiger, mais pour cela même il n'en est que meilleur à faire valoir pour qui se trouve le plus fort. Enfin Maximilien étoit toujours disposé à signer un Traité, parce qu'il n'en signoit jamais qu'il ne lui revint une quantité d'écus d'or. Il étoit connu sur ce pied-là, & personne ne lui proposoit plus de mettre son nom au bas d'aucun Acte, qu'il n'énonçât que ce Prince toucheroit une somme d'argent en quittant la plume.

La République de Venise qui passe pour l'Etat qui connoît le mieux les Princes étrangers, comptoit bien apparemment que Maximilien proposoit des Ligues contre elle à Rome, à Paris, & à Saragosse, mais elle n'en étoit guère allarmée. Elle pouvoit se promettre sans présomption, que ses propositions ne seroient pas agréées dans toutes les Cours où elles seroient portées. C'en étoit assez pour la rassurer. Véritablement tous ces Princes paroissoient plus disposez à une rupture qu'à une confédération. Il venoit tout récemment d'arriver une broüillerie entre le Pape & le Roi de France. Jules II. avoit conféré les Evêchez d'Ast & de Plaisance contre la volonté du Roi, quoi que ces deux Evêchez fussent dans son Etat de Milan. Ce Prince pour s'en ressentir avoit fait saisir les

1508.

les revenus de l'Abbaye de Chiara-valle que le Pape avoit conféré à son Neveu le Cardinal de Saint Pierre-aux-Liens. La situation des affaires sembloit donc assurer le Sénat qu'il trouveroit toujours des Alliez qu'il pût opposer à des ennemis, & la République n'avoit point de desastre à craindre tant que les Puissances seroient partagées. Leur réunion contre Venise que la spéculation représentoit comme une chimère, paroissoit d'autant plus évidemment impossible, qu'elle avoit déjà été tentée sans succès. Quatre ans auparavant Jules II. Maximilien & Louis XII. avoient signé à Blois un Traité de Ligue offensive contre la République de Venise, par lequel ces Princes s'obligeoient de s'entr'aider mutuellement à recouvrer les démembremens de leurs domaines qu'elle avoit usurpez. Mais ce Traité ne put jamais parvenir à la ratification. Il avoit seulement donné à connoître quels obstacles se trouveroient dans son exécution, quand on ne pouvoit pas même venir à bout de lui donner sa forme.

Le 22.
Septemb.
1504.

Tandis qu'on faisoit à Venise toutes ces réflexions, la Ligue contre la République alloit être signée à Cambray. Contre les apparences ce ne fut pas Maximilien, mais Jules II. qui en fut le premier auteur. A peine élevé au Pontificat il avoit formé le dessein téméraire de réunir à l'Etat Ecclesiastique tous ses domaines qui étoient passez en des mains étrangères. Néanmoins il poursuivit son dessein avec tant d'ardeur & tant de constance, qu'après l'expulsion des Bentivolles de

de l'Etat de Boulogne, il ne lui restoit plus pour l'accomplir que de retirer des mains des Vénitiens ce qu'ils occupoient sur le Saint Siège. C'étoit les Villes de Cervia, de Ravenne, Rimini, Faenza, Immola, Cesenne, & quelques autres places moins considérables de la Romagne.

Il y avoit deux Siècles que les Vénitiens s'étoient emparez de Cervia sur un des petits Souverains, dont alors la Romagne étoit remplie. Ostasio Polenta Tiran de Ravenne, pour parler le stile de cestems-là, leur livra Ravenne en 1441. faute de pouvoir s'y maintenir. Les Vénitiens avoient occupé les autres Places au commencement du Pontificat de Jules II. & lors de la dissolution de l'Etat que le Duc de Valentinois s'étoit fait en Romagne, du vivant de son Perc le Pape Alexandre VI. Jules tenta plusieurs fois de se faire restituer ces domaines par la voye de la Négociation, mais toujours inutilement. Le desespoir de les retirer des mains des Vénitiens autrement que par la force des armes, lui fit prendre enfin la résolution de leur faire la guerre. N'étant pas assez puissant pour l'entreprendre lui seul, il se détermina de se Ligner avec l'Empereur, & les Rois de France & d'Arragon. L'union & l'Alliance de tous ces Princes pouvoient seules assurer la réussite de son dessein.

C'étoit risquer beaucoup que de concerter une pareille Ligue dont il ne seroit plus le maître quand une fois elle seroit formée. Mais Jules II. en vieillissant devenoit plus asservi à sa colére & plus complaisant pour son

1508.

Machia-
vel, hist.
liv. 6

En 1508.

*ref-

1508.

ressentiment. Son penchant à prendre les partis extrêmes, étoit devenu une habitude. Deux mortifications qui lui étoient venues depuis peu de la part des Vénitiens, avoient achevé de le livrer à son emportement naturel, & de lui faire prendre un parti sur lequel il auroit peut-être délibéré toute sa vie, sans pouvoir se résoudre à l'embrasser s'il l'eût toujours examiné de sang froid.

Non seulement Jules avoit chassé les Bentivolles de leur Etat de Boulogne, mais il s'étoit prévenu contre eux d'une aversion violente & proportionnée à la haine qu'il étoit persuadé que ces Seigneurs lui portoient. Ses instances & ses importunités avoient même obligé Louis XII. de chasser les Bentivolles de l'Etat de Milan où ils s'étoient réfugiés. C'étoit un événement que personne n'ignoroit en Italie. Néanmoins les Vénitiens osèrent les recevoir dans leur Etat. Peu de tems après qu'ils eurent donné ce déplaisir au Pape, l'Evêché de Vicenze vqua par la mort du Cardinal de la Rovere son Neveu. Sa Sainteté le conféra à un autre Neveu qu'il fit Cardinal. Au mépris de cette collation le Sénat nomma à l'Evêché de Vicenze un Gentilhomme Vénitien. Quoi que le Pape se plaignît avec chaleur de cet attentat, le Vénitien pourvû par le Sénat ne laissa pas de se mettre en possession des fruits du bénéfice. Malgré tous les Brefs que Rome put écrire, il continua d'en jouir; & pour joindre l'insulte à la désobéissance, il se faisoit appeler *Evêque de Vicenze par la grace du Sénat.*

Louis XII. fut le premier que le Pape recher-

chercha pour l'associer à son dessein, & il lui fit proposer la Ligue contre les Vénitiens par le Cardinal d'Auch. La proposition du Pape fut appuyée par le Cardinal d'Amboise l'ennemi des Vénitiens, depuis que dans le dernier Conclave, ils avoient mis la Thiare sur la tête de son Concurrent. Jules II. dès qu'il vit que sa première ouverture avoit été favorablement écoutée, fit partir pour la Cour de France Albert Pio de Savoye Comte Souverain de Carpi, & dans ce tems-là son homme de confiance. Le Comte de Carpi étoit très-connu à la Cour de France qui l'employoit quelquefois dans ses Négociations. Il acheva donc de faire goûter au Roi le projet du Pape, & ce Prince ayant donné ordre qu'on le communiquât à l'Empereur, l'Empereur l'agréa en l'écoutant. Ce projet contenoit que les Alliez s'entr'assisteroient de tout leur pouvoir jusqu'à l'entier recouvrement de tous leurs Domaines usurpez par les Vénitiens. Le Roi d'Arragon quand on lui donna part du projet, se contenta de proposer quelques difficultez, sur l'union qu'on méditoit; mais il donna à entendre en même tems que si le Pape, l'Empereur & le Roi de France concluoient la Ligue projetée, il ne laisseroit pas d'y entrer. Si le projet s'évanouissoit cette réserve le mettoit en état de persuader aux Vénitiens que lui seul auroit dissipé cette Ligue, & il demeureroit maître d'en tirer ses avantages, si elle venoit à se former.

Mais à peine la Négociation étoit-elle en train,

1508.

train, que le Pape laissa voir qu'il ne la suivait plus qu'avec froideur. Toutes les réflexions qu'il pouvoit faire condamnoient le parti qu'il avoit pris. Si ces réflexions n'étoient pas capables d'apaiser son ressentiment, du moins elles ralentissoient son ardeur à poursuivre sa vengeance. Maximilien & Louïs comprirent la nature de son irrésolution, & conçurent qu'il falloit pour le déterminer commencer d'agir sans lui. Le Cardinal d'Amboise se rendit donc à Cambray pour traiter à cet égard avec un plein pouvoir sans réserve, & la confiance entière que son Maître avoit en lui l'enhardissoit à ne point hésiter de s'en servir dans toute son étendue. Il trouva dans Cambray Madame Marguerite d'Autriche Duchesse Douairière de Savoye, Fille & Ministre de Maximilien. Son Père avoit la même confiance en elle, que Louïs XII. avoit au Cardinal d'Amboise. Elle étoit bien fondée. Cette Princesse avoit tous les talens des hommes pour le maniment des affaires; elle en étoit dès-là beaucoup plus capable qu'eux, puis qu'elle joignoit encore à leurs talens ceux de son Sexe élevé dans la dissimulation de ses sentimens les plus naturels, si propre par sa souplesse à fléchir les esprits, à concilier les humeurs les plus opposées & à persuader à tous les partis qu'on est aveuglément dans leurs intérêts.

Le Nonce du Pape à la Cour de France n'osa refuser au Cardinal d'Amboise de l'accompagner en un voyage, dont le but étoit de suivre une Négociation que le Pape avoit mise

mise sur le tapis. L'Ambassadeur d'Ar-
ragon se laissa conduire à Cambray, sui-
vant les vûes de son Maître qui ne vou-
loit ni traverser ni accélérer la Négociation.
Aussi n'en voulut-il prendre connoissance
qu'après sa conclusion. Le Cardinal d'Am-
boise répondit du Pape, & stipula pour lui,
parce que le Nonce sur le premier chef
qu'on lui proposa, allégua que n'ayant pas
d'instruction formelle, à cet égard, il ne pou-
voit point engager la parole de son Maître.
Ainsi tous les points de la Négociation fu-
rent discutez entre Madame Marguerite &
le Cardinal.

Il falloit tromper les Vénitiens qu'un pa-
reil Congrès devoit allarmer. Aussi d'abord
on lui trouva un prétexte qui fut l'achemi-
nement d'un Traité pour terminer les diffé-
rens qui étoient entre le Prince d'Espagne &
le Duc de Gueldres Allié de la France. Pour
rendre le prétexte plus plausible on signa
le 10. Décembre 1508. avec beaucoup de
cérémonie le Traité du Duc de Gueldres,
mais le jour même, on en signa secrète-
ment un autre. Ce second Traité fut celui
de la Ligue offensive contre les Vénitiens, le-
quel faisoit le véritable motif du Congrès.

Il paroît que Guichardin a crû que ces Hist. I. 10.
Traitez qui sont deux Actes séparéz, étoient
rédigez en un même instrument, & que la
Ligue contre les Vénitiens faisoit les arti-
cles secrets du Traité du Duc de Gueldres.
La faute de Guichardin, qui peut-être n'a
été qu'une négligence à s'expliquer assez
distinctement, a été l'occasion à Varillas

1508.

Hist de
Louis XII.
T. 1. pag.
69.

de faire une bévûë qui ne peut-être excusée. Il nous donne les articles de la Ligue contre les Vénitiens, dont l'instrument fut public dès le tems, comme les articles secrets du Traité de Cambray & une de ses nouvelles découvertes. Varillas se sert même de ces articles pour développer des mystères de la conduite de Louis XII. que les Historiens, dit il, n'avoient point expliquez avant lui faute d'avoir connoissance de ces articles. Cependant ils avoient déjà été imprimez plusieurs fois, avant que Varillas vint au monde, & tous les Historiens en avoient parlé.

Jamais une Négociation importante ne dura moins de tems que celle de Cambray. Mais ceux qui traitoient n'étoient qu'au nombre de Deux. D'ailleurs le point essentiel de la Négociation, le partage de la dépouille des Vénitiens, étoit réglé d'avance. On avoit traité sur le pié que chacun reprendroit ce qui lui appartenoit, & il n'étoit question que d'en faire la discussion & de la rédiger par écrit. Il n'y avoit point d'embarras à faire cette discussion, puisqu'il s'agissoit d'occupations que les Vénitiens avoient faites depuis deux Siècles, & dont la mémoire étoit récente. Toutes les difficultés qui peuvent naître en rédigeant un Traité de Ligue offensive, sur le tems de la rupture, sur la qualité des secours mutuels & leur durée, l'envie de conclure promptement pour ne pas donner le loisir aux Vénitiens de pénétrer la Négociation, les fit bien-tôt terminer. La Duchesse de Savoie

voye & le Cardinal traitoient plutôt en Souverains indépendans que comme des Ministres responsables de leur conduite, parce qu'ils étoient bien assurez, que quoi qu'ils promissent, leurs Commettans ne les desavoüeroient en rien.

Il seroit inutile de parler ici du Traité concernant le Duc de Gueldres. Celui contre les Vénitiens porte, Que le Pape, l'Empereur, le Roi de France & le Roi d'Arragon s'entr'aideront en toutes manières pour recouvrer les démembrements de leurs Etats usurpez par les Vénitiens, c'est-à-dire, le Pape, les Villes de la Romagne: Maximilien comme Empereur, Vérone, Trévise, Padouë, Vicenze & Roveredo; & comme Chef de la Maison d'Autriche, le Frioul & l'Istrie: Le Roi de France, les démembrements de l'Etat de Milan qui étoient en leurs mains, & le Roi d'Arragon, les cinq Ports qu'ils tenoient dans le Royaume de Naples.

Que le premier d'Avril 1509. le Pape fulminera un Interdit contre la République qu'elle encourra de fait, si dans 40. jours elle ne restituë ses usurpations, auquel jour premier d'Avril les Rois de France & d'Arragon, comme aussi sa Sainteté l'attaqueront avec les armes temporelles.

Que l'Empereur ayant les mains liées par le Traité de Trêve de trois ans conclu depuis quelques mois avec les Vénitiens, il ne sera tenu de rompre avec eux que quarante jours après les premières hostilités faites par la France, comme quarante

1508.

jours après la Bulle fulminée par le Pape, & quand les Censures qu'elle portera auront été encouruës par les Vénitiens. Que le Pape pour fournir à l'Empereur une raison de ne pas tenir son Serment, lui adressera un Bref comme à l'*Advoué de l'Eglise Romaine*, par lequel il l'interpellera de lui donner aide & secours pour recouvrer les biens du Saint Siège.

Que les Rois de Hongrie & d'Angleterre, les Ducs de Savoye & de Ferrare, & le Marquis de Mantouë seront exhortez d'entrer dans la Ligue, qui ne laissera point d'avoir lieu quand bien même quelques-unes des Parties regardées comme contractantes ne l'accepteroient pas.

Que l'Empereur ni son Petit-Fils le Prince d'Espagne ne pourront inquiéter en aucune façon le Roi d'Arragon durant la Ligue, ni six mois après, pour cause des Revenus & de l'administration de la Castille, qui apartenoient alors à Jeanne Mère du Prince d'Espagne, Fille d'Isabelle Reine de Castille & de Ferdinand Roi d'Arragon. La foiblesse d'esprit de cette Princesse rendoit le Gouvernement dévolu au Prince d'Espagne son Fils; mais le Roi d'Arragon sous divers prétextes jouïssoit comme du sien propre de l'administration de la Castille au préjudice du Prince d'Espagne son Petit-Fils.

Que l'Empereur moyennant cent mille écus d'or donneroit une nouvelle Investiture de l'Etat de Milan au Roi de France, laquelle comprendroit les réünions qui se
de-

voient faire sur les Vénitiens, & seroit
 à gré & conforme aux Droits de l'Investi. 1508.

Que si les Vénitiens attiroient le Turc dans la Chrétienté, la Ligue faite contre eux seroit aussi réputée être faite contre les infidèles. Cette accusation de solliciter le Turc à envahir la Chrétienté qu'on a toujours continué d'employer dans les Manifestes de quelques Princes, où elle est aussi peu omise que certaines formules sont omises dans les Actes rédigés par les Officiers publics, étoit alors indispensablement mise en œuvre contre ceux qu'on vouloit rendre odieux, comme si le Divan prenoit ses résolutions sur les avis des Princes Chrétiens. Elle étoit le crime de tous les coupables.

Que les Puissances contractantes s'engageoient spécialement à la défense du Saint Siège & à lui faire rendre tout le respect qui lui est dû.

Que ceux qui voudroient être compris dans le Traité, seroient tenus de le ratifier dans deux mois.

Enfin, on y avoit inséré qu'aucune des Puissances contractantes ne pourroit faire ni Paix ni Trêve avec les Vénitiens que du consentement des autres, condition que les Souverains sont aussi exacts à mettre dans les Traitez de Ligue, qu'ils le sont peu à l'observer.

Ce Traité fut signé d'abord par la Duchesse de Savoye au nom de l'Empereur, & par le Cardinal d'Amboise au nom du Pape & du Roi son Maître. Le Nonce

1508.

qui étoit sur les lieux refusant de signer le Traité faute d'un plein-pouvoir à cet effet; le Cardinal d'Amboise par un procédé qui paroîtra aussi bizarre qu'extraordinaire stipula & signa pour le Pape, sans autre autorité pour le faire que sa Bulle de Légat en France, qui certainement ne s'étendoit pas jusques-là. Mais le Traité de Cambray étoit si avantageux à l'Empereur que la Duchesse de Savoye n'hésita pas de s'y engager, sur la parole du Cardinal d'Amboise; Que le Pape qui ne se détermineroit jamais de mettre la dernière main à la Ligue, y entreroit dès qu'il la verroit formée. L'Ambassadeur d'Arragon fut ou plus complaisant ou plus hardi que le Nonce. Tous les Articles du Traité avoient été arrêtés sans qu'il eût pris communication de leur contenu. Mais quand il eut vu les articles qui assuroient au Roi son Maître l'administration tranquille de la Castille durant un long-tems, il ne fit plus de scrupule de signer le Traité. En tout cas il connoissoit Ferdinand capable d'é luder sans peine des engagements encore plus solennels, s'il ne les jugeoit pas convenables à ses intérêts.

Maximilien & Louis ratifièrent le Traité dès qu'il leur fut présenté. On a déjà vu les raisons pour lesquelles Maximilien souhaitoit sa conclusion avec impatience. Celles qu'avoit Louis XII. de ne faire jamais un pareil Traité sont connues. Mais le devoir d'un Historien engage à rendre compte des motifs qui lui firent signer la Ligue de Cambray,

ray, laissant le Lecteur juge s'il prit le parti le plus sage en la signant. Quant à l'événement, il condamna la conduite de ce Prince.

1508.

Les motifs qui déterminèrent Louis XII. se lier avec des Princes souvent ses ennemis déclarez, & toujours ses ennemis secrets furent de différente nature : l'envie de se venger, & le dessein d'arrondir ses Etats. Les Vénitiens avoient traversé Louis XII. par tout où ils n'avoient pas eu un intérêt sensible de l'aider, & l'orgueil de la République s'étoit étendu jusques au Roi de France.

La chimère ordinaire des Républiques florissantes de ces tems-là, c'étoit d'établir une balance de pouvoir entre les Princes leurs voisins, quoi que les mœurs, les maximes des Etats, les changemens de règne, & les révolutions intérieures, rendent ce point d'équilibre impossible à rencontrer & souvent dangereux à chercher. C'étoit l'idée des Vénitiens de l'établir en Italie, & comme Louis XII. y possédoit l'Etat de Milan & la Seigneurie de Gènes, ils l'avoient vu avec chagrin envoyer une Armée pour conquérir le Royaume de Naples. Son entreprise leur parut d'autant plus fatale à leur grandeur, qu'ils détenoient les principaux Ports de ce Royaume, en vertu de droits dont la justice étoit très équivoque. Néanmoins ces Ports étoient précieux aux Vénitiens, par rapport à l'intérêt de leur commerce. On sçait avec quelle Religion la plupart des Républiques Marchandes,

1508.

exécutent les ordres les plus injustes, quand ils leur sont dictéz par un si cher intérêt. Ainsi quòi que le premier article du Traité d'Alliance fait à Blois, entre le Roi régnant & la République de Venise, obligeât les Vénitiens de regarder les ennemis de la France comme les leurs, les Vénitiens dès qu'ils le purent faire, traversèrent de leur mieux les François dans leur expédition au Royaume de Naples. Durant un tems ce Royaume fut soumis presque tout entier à Louis XII. L'Armée Espagnole qui le défendoit alors contre lui se trouva réduite à la Garnison de Barlette, encore mourante de faim & de misère. Les Vénitiens prirent si bien leur tems qu'ils firent changer la face des affaires en ce Pais-là. Maîtres absolus de la Navigation du Golfe Adriatique, ils envoyèrent une quantité immense de provisions dans les Ports du Royaume de Naples qui étoient en leur pouvoir, & les ennemis des François reçurent de ces Ports toutes sortes de secours secrets. Ce fut à l'aide de ces secours que les Espagnols se défendirent, qu'ils se remirent en Campagne, & qu'ils chassèrent enfin les François d'un Pais dont toute l'Europe les croyoit déjà paisibles possesseurs. Les sujets de la République la servent avec une discrétion & une fidélité qui rendent les manœuvres qu'elle veut cacher impossibles à découvrir aux étrangers. Les voyes par lesquelles son Sénat donne ses assistances secrètes sont tellement souterraines, qu'elle peut desavouer des secours qu'il est certain que l'ennemi a reçu, & qu'il est

est constant que la République seule a pû donner. Mais Louïs XII. pour n'avoir pas en main des preuves juridiques de l'assistance donnée par ses Alliez à ses ennemis, n'étoit pas moins persuadé par le sentiment unanime de tous les François qui avoient été de l'entreprise de Naples, des mauvais services que ces Alliez lui avoient rendus. Il étoit avéré que sans les secours que les Espagnols recevoient secrètement par la voye de Brindes & d'Otrante, il leur auroit été impossible de se maintenir dans les postes dont la conservation fit leur salut. Louïs XII. sçavoit donc que ces secours avoient donné aux Espagnols le moyen de se remettre en campagne, & qu'ils avoient été la cause de la perte de trois Batailles par les François. Ces Batailles avoient été accompagnées des circonstances les plus mortifiantes pour un Roi qui pensoit sur son Peuple comme Louïs XII. Il aimoit ses sujets avec plus de passion qu'Alexandre n'aima la gloire, & César la domination. La disette & la misère avoient fait périr presque tous les François échapez du fer des ennemis, & le Roi avoit été encore plus affligé du sort déplorable des plus honnêtes gens de son Etat, que de la perte d'un Royaume. Il regardoit les Vénitiens comme la première cause de la prospérité de ses ennemis & par conséquent de ses defastres. Eux seuls avoient pû donner les secours qu'il étoit certain que les Espagnols avoient reçus.

Peu de tems avant que Louïs XII. Signa la Ligue de Cambray, il avoit encore reçu

1508.

des Vénitiens un autre mortification. Dès que l'Empereur les eut attaquez, pour lui avoir refusé le passage, Loüis XII. leur envoya un secours considérable. Cette exactitude à remplir les conditions du Traité de Blois que la République respectoit si peu, demandoit que du moins elle l'observât dans l'article, de ne faire ni Paix ni Trêve avec les ennemis communs que d'un mutuel consentement. Néanmoins les Vénitiens conclurent leur Trêve avec Maximilien, sans la participation des Ambassadeurs que la France avoit envoyez pour assister au Traité, & ils répondirent même aux justes reproches des François avec une hauteur qui ressembloit à des menaces : malgré ces reproches la Trêve fut Signée. Les Vénitiens réservèrent bien une Place dans leur Traité à Loüis XII. & ce Prince en déclarant dans un certain tems qu'il l'acceptoit, devoit être réputé compris dans le Traité : mais cette Place lui étoit réservée par un article particulier. Il n'étoit fait aucune mention de lui dans l'intitulé ni dans le préambule du Traité. Les Vénitiens en usèrent avec un Roi de France leur Allié, comme les Puissances du premier ordre en usent avec les Etats d'un rang inférieur, quand ces Etats pour se procurer des garanties demandent d'être compris dans les Traitez des autres. Loüis XII. étoit le meilleur de tous les Princes, mais son indulgence ne s'étendoit pas jusqu'à ceux qui manquoient à ce qu'ils devoient à son Alliance, & à la dignité de sa Couronne.

D'un

D'un autre côté les avantages qui revenoient à Louis XII. de la Ligue de Cambray, étoient si grands & si seurs, qu'ils justifieroient pleinement sa politique, si les Souverains dans leurs démarches n'étoient pas obligez de respecter l'avenir presque autant que le présent. Il recouvroit par cette Ligue tous les démembrements du Milanais usurpez par les Vénitiens, & ces démembrements étoient si considérables qu'ils comprenoient le tiers de cet Etat. Ils avoient été faits en des tems différens.

Dès 1430. Philippe-Marie Visconti Duc de Milan, fut obligé de céder Bergame & Bressé avec leurs Territoires aux Vénitiens. Ils ne bernoient pas même leurs vûes à cette acquisition, mais le grand Sforze alors Général des Armées de S. Marc, s'étant érigé en Arbitre entre ses Maîtres & l'ennemi, la mauvaise foi de leur Soldat obligea les Vénitiens de se contenter de ces deux Villes. Ce même Sforze devenu Duc de Milan, céda aux Vénitiens Creme dont ils s'étoient saisis durant les révolutions du Milanais, par le Traité de Lodi du 9. Avril 1455.

Louis XII. lui-même avoit encore démembré le Milanais en faveur de la République de Venise. Ce Prince dès qu'il fut parvenu à la Couronne, voulut d'abord faire valoir ses droits sur l'Etat de Milan. Louis Sforze plus connu par son surnom de Louis le More en étoit en possession, & il ne devoit pas être facile de l'en chasser. De puissans Princes étoient ses Alliez, & s'il avoit acquis son Etat par des crimes, il mettoit

1508.

Le 15.
Avril
1509.

en œuvre de grandes vertus pour le conserver. Louïs XII. toujours attentif à ménager l'argent & le sang de ses Sujets, aimait donc mieux partager l'Etat de Milan avec les Vénitiens, que de l'acquérir tout entier par une guerre sanglante & ruineuse. Il Signa avec eux à Blois un Traité d'Alliance pour conquérir & partager le Milanéz. Par ce Traité, Crémone, les Sables de l'Adda, ou la Ghiara d'Adda, & généralement toute la partie de l'Etat située à la gauche de cette Rivière devoit, à l'exception de Lecco, appartenir à la République. Le reste de l'Etat de Milan demouroit à Louïs XII. Ce Traité fut exécuté. En une Campagne chacun se mit en possession de son partage. Louïs XII. peu satisfait de l'Alliance des Vénitiens regrettoit aparament tous les jours la portion considérable de son bien dont il l'avoit achetée. D'ailleurs Jean Jacques Trivulze & plusieurs autres Seigneurs Milanois avoient beaucoup de crédit à la Cour. On sçait que les Milanois jaloux autant qu'aucun Peuple de la splendeur de leur Etat, portent toujours impatiemment qu'il soit démembré, & que sans cesse ils employent le crédit qu'ils peuvent avoir auprès de leurs Maîtres, pour les engager à réunir ses portions aliénées. Leurs vives sollicitations ébranloient donc Louïs XII. d'autant plus, que son premier Ministre le Cardinal d'Amboise étoit dans leur parti, & joignoit depuis long-tems ses conseils à leurs remontrances. Il étoit Oncle de Chaumont, Grand Maître de la Maison,

Ma-

Maréchal de France, Gouverneur pour le Roi de l'Etat de Milan, & son Lieutenant général de là les Monts. Les intérêts du Neveu étoient ceux de l'Oncle, & Chaumont souhaitoit avec passion d'acroître sa Province. En l'agrandissant il faisoit une chose très-agréable aux Milanois, & il augmentoit un champ où sans cesse il recueilloit des moissons abondantes.

Louis XII. & Maximilien ratifièrent la Ligue de Cambray, avant qu'on scût à Venise qu'elle étoit signée. Le bruit du Congrès de Cambray y allarma bien quelques Sénateurs, mais leur conjectures sur le véritable motif de cette assemblée furent traitées de terreur panique. Ils furent regardez comme des hommes que la timidité rendoit excessivement soupçonneux, & les Vénitiens croyoient que l'inquiétude outrée ne nuit guère moins aux Etats, que la trop grande sécurité. Ils étoient encore rassurez par les dépêches d'Antoine Condemero leur Ambassadeur en France qui les trompoit, parce que lui-même étoit trompé. Il s'étoit expliqué plusieurs fois avec le Cardinal d'Amboise sur les méfiances que le Congrès de Cambray lui donnoit. Il lui avoit exposé sa répugnance à croire que Madame de Savoye & le premier Ministre de France, fissent un voyage pour s'aboucher, seulement en vûe de discuter les intérêts du Duc de Gueldres. Les Historiens Italiens disent que le Cardinal d'Amboise ne se trouvant pas d'esprit, pour en imposer à Condemero par des discours captieux,

1508.

dans lesquels néanmoins il pût prouver dans le tems par des explications adroites, qu'il n'auroit rien dit que de véritable, eut recours aux ruses les plus grossières. Enfin ils prétendent qu'il jura plusieurs fois à l'Ambassadeur Vénitien foi de Premier Ministre & foi de Cardinal, que le Roi vouloit observer le Traité de Blois, & qu'il ne se traiteroit rien à Cambray au desavantage de ses Maîtres. C'est-à-dire que l'Ultramontain n'ayant pas assez d'esprit pour ébloüir l'Italien par l'artifice, se servit du mensonge pour le tromper, & que faute d'être fourbe habile, il fut imposteur. L'Ambassadeur rassuré, rassuroit ses Maîtres & il ne cessoit de leur écrire que la République n'avoit pas de meilleur ami que le Roi de France.

De quelque manière que Condemerio ait été trompé, il est toujours vrai que les François rendirent en cette occasion aux Vénitiens la supercherie que les Vénitiens leur avoient faite douze ans auparavant. On entend assez que je veux parler du Traité de Ligue que firent alors les Princes d'Italie pour chasser de Naples notre Roi Charles VIII. Il fut conclu à Venise sous les yeux de Philippe de Commines que Charles VIII. y avoit envoyé pour l'empêcher, sans que cet Ambassadeur qui se laissoit amuser par les discours artificieux du Sénat, pénétrât rien de la Négociation. Il n'en eut connoissance qu'après qu'elle eut été terminée par un Traité, & quand en plein Sénat il aprit du Doge sa conclusion.

on, avec une surprise qu'il décrit lui-même si naïvement, & que les Historiens Vénitiens ont eu tant de plaisir à raconter.

1508.
Justiniani,
lib. 10.
Bembo,
lib. 2.

Les premières nouvelles que le Sénat entendit de la Ligue de Cambray lui vinrent par Jaques Caroldio Résident de la République à Milan. Dans le tems qu'on commençoit à discourir sur ce qui s'étoit passé à Cambray, ce Résident ouït dire avec affectation à un Piémontois natif de Carmagnole qui étoit dans la confidence de Chaumont, *J'aurai bien-tôt le plaisir de venger la mort du plus illustre de mes Compatriotes sur les scélérats qui l'ont fait mourir injustement.* Ce discours n'étoit pas obscur pour le Résident. Il avoit disputé plusieurs fois avec Geofroy, c'est le nom du Piémontois, sur la justice de la malheureuse sentence de François Buffon connu ordinairement par le surnom de Carmagnole qu'il portoit, parce qu'il étoit de la Ville de Carmagnole. Buffon né dans la lie du peuple s'étoit élevé par son mérite aux premiers Emplois de la Guerre, & il étoit parvenu même à commander l'Armée Vénitienne dans la Guerre que la République eut contre Philippe Visconti. Dans la suite les Vénitiens furent mécontents de lui. Le Conseil des Dix lui fit son procès, & après l'avoir convaincu de trahison lui fit trancher la tête dans la Place de saint Marc. Bien des gens néanmoins prétendirent alors que tout son crime consistoit dans le dégoût des Vénitiens las de son service sans oser le congédier, crainte qu'il

Bembo. l. 7.

Paul Jové.
Elog. de
Carm.

Machia.
dans le
Prince.
Corio. part.
5. f. 319.

1508.

qu'il ne découvrit leurs secrets, & dans l'envie qu'ils eurent de s'approprier à titre de confiscation trois cens mille écus d'or que le Carmagnole avoit amassé dans ses différens Emplois. Ainsi il fut facile au Résident Caroldio de comprendre le discours du Compatriote de Carmagnole, qui comme il arrive souvent à ceux qui gardent un secret, l'avoit révélé, sans croire en parler. Ce Résident écrivit donc aussi-tôt au Sénat ce qu'il avoit entendu & ce qu'il conjecturoit. Le Sénat éclairé par ces lumières en trouva bien-tôt d'autres qui ne lui permirent plus de douter que l'orage ne fût formé. Des Ligues telles que celle de Cambray ne peuvent manquer d'être découvertes quelque tems après leur conclusion. Les plus secrètes sont celles qui restent cachées durant quelques mois.

Quoi que les Vénitiens n'eussent pas prévu la tempête, ils eurent néanmoins le tems de la conjurer avant qu'elle fondît sur eux. Le Pape qui devoit être leur ennemi le plus dangereux, ne ratifia la Ligue qu'après les avoir sommez pour ainsi dire, de lui retenir la main. Son chagrin contre la République, & l'envie de tirer de ses mains les Villes de la Romagne, le pouffoient à se déclarer contre elle, mais il étoit arrêté par la crainte de ce qui arriveroit de l'établissement de l'Empereur en Italie, & par sa répugnance à travailler à l'augmentation du pouvoir de Louis XII. Enfin il prit un parti qui lui parut propre à lui procurer la satisfaction qu'il souhaitoit.

toit, sans l'exposer aux dangers qu'il appréhendoit. A une promenade sur Mer il fit mettre dans sa Felouque Pisani un des deux Ambassadeurs Vénitiens qui résidoient auprès de sa Personne, & de discours en discours il le présenta sur ce que la République seroit capable de faire pour l'empêcher de ratifier la Ligue de Cambray. Il lui insinua que son honneur étoit engagé à réunir du moins Faenza & Rimini à l'État Ecclésiastique, & qu'à cet égard il s'étoit trop avancé pour reculer. Mais que si ses Maîtres vouloient mettre son honneur à couvert, il demeureroit de leurs amis, & qu'il sçauroit bien rendre inutiles tous les projets des Ultramontains contre eux. Qu'il y avoit un expédient qui pouvoit terminer la contestation sans intéresser ni l'honneur du Saint Siège, ni celui de la République. Que la République lui présentât deux de ses Nobles tels qu'elle voudroit les choisir, & qu'il leur donneroit les Investitures de Faenza & de Rimini pour les tenir en Fief sous la mouvance du Saint Siège. Pisani qui étoit un Républiquain ferme jusqu'à être dur, répondit séchement aux ouvertures du Pape. Il lui dit, que la République tenoit tous ses Nobles pour égaux, & que son dessein étant de ne point permettre que les uns fussent les Valets des autres, elle ne devoit pas souffrir de Princes parmi eux. Véritablement elle poussa sa délicatesse sur ce point jusqu'à ne pas vouloir que les Nobles achètent des Fiefs en Terre ferme, afin que les uns ne soient pas

1509.

pas Vaffaux & les autres Seigneurs. Le Pape ne se rebuta point du peu de succès de son ouverture. Comme il connoissoit Badoere l'autre Ambassadeur Vénitien à Rome pour un Négociateur plus liant, il lui fit représenter le péril éminent où sa République se trouveroit exposée, si le Traité de Ligne conclu contre elle recevoit sa perfection, & si toutes les Puissances qui devoient y entrer se mettoient une fois en campagne pour l'exécuter. On offrit de sa part qu'il ne le ratifieroit pas moyennant la restitution de Faenza & de Rimini. On représenta en même tems que la Ligue tomberoit d'elle-même si le Pape cessoit d'en être l'appui. Enfin on fit sentir à l'Ambassadeur qu'il falloit absolument rendre ces Places à Sa Sainteté, pour qu'elle eût un prétexte plausible de refuser la Ratification d'un Traité dont elle ne pouvoit pas se cacher d'avoir été le Promoteur. Que le Pape trouveroit dans la restitution de ces deux Places une excuse suffisante pour ne le point ratifier. Qu'il allégueroit que les Vénitiens auroient rendu le Traité inutile à son égard en prévenant son effet par la satisfaction qu'ils auroient donné d'eux-mêmes au Saint Siège. Que de Partie le Pape deviendroit même Médiateur. Qu'enfin rien ne l'empêcheroit dès que son honneur seroit à couvert de suivre ses véritables intérêts qu'il sçavoit bien ne pas trop s'accorder avec la Ligue de Cambray.

Badoere rendit un compte exact au Collège

ège des ouvertures du Pape. Le Sénat
ès qu'elles lui eurent été communiquées,
élibéra très-sérieusement sur l'instruction
u'il convenoit d'envoyer à son Ambassa-
eur à Rome. Louis Molino homme d'un
rand mérite & qui auroit été l'oracle de
la République si ses Compatriotes eussent
été sages, représenta vivement qu'il con-
venoit à leur situation présente de faire une
éponse engageante & telle qu'elle nouât
une Négociation avec le Pape. Les plus
visez opinèrent conséquemment à donner
Sa Sainteté la satisfaction qu'elle deman-
doit; mais leur avis ne l'emporta point.
Le Procureur Trevisani parla vivement
contre Jules II. & il fit revenir presque
tout le Sénat qui donnoit les mains aux
propositions faites dans Rome à Badoere.
Guichardin rapporte la Harangue de ce No-
ble qui fait un des beaux morceaux de son L. 8. 4
histoire. Trevisani expose d'abord que le 214.
Pape dont les Troupes font l'opprobre des
gens de guerre n'est pas un ennemi assez
formidable, pour engager la République à
le démentir de sa fermeté dans la vue de
l'apaiser. Que ses excommunications ne
sont pas plus à craindre que ses Troupes.
Que durant la Guerre de Ferrare ces ex-
communications fulminées contre eux avec
tant de solemnité, n'avoient ôté ni la pru-
dence à leurs Généraux, ni le courage à
leurs Soldats. *Qu'il n'étoit pas vrai-sembla-
ble que Dieu eût voulu, que sa justice & sa
miséricorde, ses châtimens & ses récompenses
fussent à la discrétion d'un homme ambitieux*
par

1509.

par excès, encore plus superbe, sujet au vin & à d'autres passions non moins infames, ni qu'un tel homme pût disposer de la Puissance Divine au gré de ses caprices, sans égard à la justice & au bien commun de la Chrétienté: Qu'à moins de vouloir se persuader que sous ce Pontificat, les engagements des Prêtres seroient plus inviolables qu'ils ne l'avoient été jusqu'alors, il ne voyoit pas qu'on pût compter que le Pape quand il auroit retiré de leurs mains Faenza & Rimini, n'entrât encore dans la Ligue pour recouvrer Ravenne & Cervia: Que l'inobservation des Traitez étoit le caractère de la Cour de Rome: Que pour justifier son procédé, parmi les autres Loix elle en avoit fait une, que l'Eglise nonobstant tout Acte, & toute Promesse, & malgré le bénéfice qu'elle en a reçu, peut se dédire, & contrevenir aux engagements que ses Prélats ont pris le plus solennellement. L'Orateur ajoûte ensuite que les autres Princes liguez quand même le Pape se détacheroit d'eux n'en attaqueroient pas moins la République; mais qu'elle étoit en état de se défendre contre eux & contre le Pape, ainsi qu'elle l'avoit déjà fait plusieurs fois contre toutes les Forces d'Italie: Que pour faire échoûer les Ligues il suffisoit d'en soutenir le premier effort. Que bien-tôt il naissoit entre des Princes que l'intérêt présent avoit seul rassemblez, des dégoûts qui engendroient des broüilleries lesquelles produisoient des ruptures: Que les succès heureux ou malheureux donnoient également sujet à ces divisions. Les succès heureux font naître des contestations fur.

ur le Partage des conquêtes. Les succès malheureux donnent lieu à des Alliez de s'entr'acuser de négligence, & souvent de révarication. C'est, dit Trévifani, ce qu'on doit se promettre de la Ligue de Cambray plutôt que d'aucune autre, vû les intérêts incompatibles des Princes qu'elle assemble. Enfin, dit-il, que Jules II. cherche des gens qui se fient à lui, parmi ceux qui peuvent ignorer qu'il a soulevé toute l'Europe contre une République à laquelle il a l'obligation de la Thiare.

Le discours de Trevifani flattoit trop les Vénitiens pour ne les pas persuader, & l'Orateur fut assez malheureux pour amener le Sénat à son avis. La République n'avoit pas encore appris à plier & n'étoit que trop disposée par ses prospérités continuelles à se livrer aux sentimens téméraires d'un Citoyen qui méprisoit les ennemis & qui présuinoit de sa Patrie. La réponse du Sénat aux propositions de Jules II. fut donc celle des Lacédémoniens à Philippe. Un refus conçu dans les termes les plus courts.

Le mépris que les Vénitiens témoignèrent de la haine & de l'amitié du Pape, fit pencher du côté de la guerre son esprit qui balançoit encore. Il se fixa à la résolution de la faire & il ratifia la Ligue de la manière la plus authentique. Son Acte d'acceptation & de Ratification de la Ligue de Cambray, datté du 22. Mars 1509. fut en forme de Bulle.

Quelques jours auparavant le Roi d'Arragon avoit aussi ratifié le Traité. Ne pouvant

1509.

Justiniani,
l. 10.

vant empêcher la Ligue, il voulut s'en prévaloir. Il en tiroit deux avantages : le premier l'engagement que Maximilien prenoit dans le Traité de le laisser jouir de l. Castille, & l'autre le recouvrement des Ports de son Royaume de Naples, qui étoient entre les mains des Vénitiens. Ces Ports étoient Otrante, Brindes, Trano, Monopoli & Pulignano. Ils étoient tombez entre les mains des Vénitiens lors des guerres de Naples, entre Charles VIII. Roi de France, & la Maison d'Arragon bâtard. La Flote Vénitienne ayant pris alors Pulignano & Monopoli sur les François, la République y mit Garnison pour la sureté des sommes qu'elle dépensoit au service du jeune Ferdinand Roi de Naples. Ce même Prince peu de tems avant sa mort, lui livra les trois autres Ports pour lui donner encore un plus ample nantissement de ses deniers. Un des articles du Traité d'engagement portoit bien que les Vénitiens seroient obligez de remettre au Roi de Naples les Places déposées entre leurs mains, en recevant le remboursement de leurs frais de garde & d'entretien. Par une précaution qui ne devoit pas être inutile, ce Prince avoit même stipulé que ces frais quels qu'ils fussent, ne pouroient être arbitrez à une somme plus forte que deux cens mille écus d'Or. Mais ces Places étoient trop importantes au Commerce des Vénitiens, pour croire que jamais ils s'en désaïssissent de plein gré & uniquement en vûe d'accomplir un Traité. Sous différens prétextes faciles à trouver à

celui qui est en possession, ils avoient toujours éludé les propositions de recevoir leur emboursement, que Ferdinand faisoit offrir tous les mois, depuis qu'il étoit possesseur paisible du Royaume de Naples. Néanmoins Ferdinand entroit dans la Ligue à regret, mais suivant son caractère d'une dissimulation parfaite, il la ratifia avec les démonstrations d'une joye d'autant plus grande qu'il en ressentoit moins.

Le Duc de Ferrare & le Marquis de Mantoue, entrèrent avec plaisir dans une Alliance qui leur faisoit honneur, & qui devoit leur procurer du moins pour le présent, plus d'avantage que les petits Princes n'en trouvent ordinairement dans la société des grands.

Le Duc de Ferrare prétendoit se libérer de deux conditions onéreuses que les Vénitiens avoient exigées d'Albert d'Est, Seigneur de Ferrare, lors qu'après s'être déclaré contre eux en faveur des Carrares, il fut obligé de leur demander la Paix en 1403. La première de ces deux conditions étoit que les Seigneurs de Ferrare feroient cesser leur fabrique de sel à Commachio, & que dorénavant leurs sujets se pourvoiroient de cette denrée dans les greniers de la République. La seconde que les Seigneurs de Ferrare feroient tenus de souffrir que la République tint dans leur capitale un Vidame ou un Officier de Judicature, pour y rendre la justice au nom de Saint Marc, dans les causes où les Vénitiens seroient intéressés. Les Vénitiens avoient toujours été rigoureux à

Machiavel, hist. le 8.

Justiniani, l. 6.

Visdomini no.

éxi-

1509.

exiger l'observation de ces conditions , & quand les Souverains de Ferrare tentèrent de s'affranchir du joug, il n'en devint que plus pesant & plus fermement attaché. Hercule d'Est Duc de Ferrare s'étant ligué en 1482. avec la plûpart des Puissances d'Italie , qui faisoient la guerre contre la République, non seulement les conditions mentionnées furent confirmées dans le Traité de Bagnolo qui termina cette guerre, mais le Traité l'obligea de lui céder encore Adria, l'Abad-dia, Rovigo, & la Polésine. L'occasion de se délivrer des entraves des Vénitiens & de recouvrer ces domaines, étoit un objet trop agréable pour le Duc de Ferrare. Il ne pouvoit manquer de le suivre.

Du 7 Août
1484.

Corio. l. 6.

Justi. l. 9.

Le Marquis de Mantouë répétoit sur la République Peschiera, Asola & Lunato. Les Prédécesseurs de ce Seigneur avoient été obligez de céder ces Places aux Vénitiens par un article de la Paix faite en 1441, entre les Florentins & leurs Alliez d'une part & la République de Venise de l'autre.

Le Duc de Savoye à qui la porte étoit ouverte comme aux autres pour entrer dans la Ligue de Cambray, négligea durant quelque tems de s'en servir. Ce ne fut qu'après ses premiers succès * qu'il écrivit à Louis XII. pour y être admis, & à tout événement il y fut reçu. Ses griefs contre les Vénitiens consistoient dans ses prétentions sur le Royaume de Chipre, mais la Ligue toute formidable qu'elle étoit, n'avoit pas de Flo-

te

* La lettre de ce Prince est du 10. Mai 1509. & la réponse de Louis XII. du 19. du même mois.

assez puissante pour faire sur les Vénitiens
 des conquêtes Maritimes. D'ailleurs ce ne
 fut que dans le Siècle suivant que les Ducs
 de Savoye regardèrent leurs prétentions sur
 le Royaume comme un droit sérieux ; qu'ils
 prirent le Titre de Roi de Chipre, & qu'ils
 portèrent constamment les armes de cet
 état.

Dès que le Traité de Ligue eut reçu sa
 perfection, les Princes qui l'avoient Signé
 mirent en devoir de l'exécuter. Ce fut
 alors que les Vénitiens qui s'étoient promis
 qu'elle ne seroit pas même ratifiée, s'alar-
 mèrent. Le danger en s'approchant leur pa-
 rat aussi terrible qu'il l'étoit véritablement.
 Mais leur crainte ne fut pas une terreur stu-
 pide, & ils prirent en même tems des me-
 sures pour faire la Paix, & pour soutenir la
 guerre. Ils envoyèrent offrir au Pape les
 conditions qu'ils lui avoient refusées, & ils
 entèrent toutes sortes de voyes pour deta-
 cher l'Empereur & le Roi d'Arragon du
 Roi de France. On rendit justice à ce der-
 nier à Venise, & Louis XII. fut le seul des
 Princes considérés qu'on crut incapable de
 manquer à ses engagements & à qui l'on ne
 put pas offrir les conditions les plus avan-
 tageuses, pour parvenir à une Paix particu-
 lière entre lui & la République. Les tentati-
 ves des Vénitiens pour dissoudre la Ligue
 échouèrent toutes. Le Pape, l'Empereur,
 & le Roi d'Arragon, par différens motifs
 furent également sourds à toutes les propo-
 sitions du Sénat.

Les instances des Vénitiens auprès des au-
 tres

1509.

tres Puissances étrangères pour les porter à faire une diversion contre les Princes Liguez ou pour en obtenir du secours, ne leur procurèrent que des souhaits obligeans ou de vaines promesses. Le Roi d'Angleterre se contenta pour lors de répondre en termes affectueux aux propositions que lui fit l'Ambassadeur de la République, d'attaquer la France tandis que son Roi & sa Gendarmerie seroient delà les Monts. Louïs Raymondo qu'on avoit envoyé de Venise vers le Grand Seigneur, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire, demander le secours qu'il faisoit espérer aux Vénitiens dans l'occasion, ne fut pas plus heureux, & il n'obtint de la Porte que de belles promesses. C'est Mocenigo lui-même qui nous apprend la commission de Raymondo. Les Ecrivains Vénitiens postérieurs à cet Auteur n'en ont plus parlé si distinctement, & même ils insinuent que le fait n'est pas véritable. Justiniani altère ce fait en supposant que la mission de Raymondo ne se fit que dans le tems du Siège de Padouë sur la Harangue emportée, que le Fils du Doge Lorédan prononça dans le Grand Conseil contre Jules II., & que les pouvoirs de ce Ministre furent même révoquez avant qu'il eût eu son Audiance du Grand Seigneur. Bembo pour faire croire que le fait est faux sans le dire néanmoins, rapporte que Bajazet Sultan des Turcs, sur la nouvelle de la Bataille d'Agnadel, envoya chercher André Foscolo, Ambassadeur ordinaire de la République auprès de Sa Hauteffe; qu'il se plaignit

à

Mocenigo,
l. i.

L. ii.

L. 3.

lui que ses Maîtres fissent assez peu de cas de son amitié pour ne lui donner aucune part de leurs affaires, & ne lui pas demander dans le tems un secours dont ils devoient se tenir assurez. Ces plaintes obligeantes du Grand Seigneur prouveroient, le récit du Bembo étoit sincère, que justes-là les Vénitiens n'auroient pas demandé de secours à la Porte. Mais la subtilité de l'Historien est trop grossière pour n'être pas aperçue des moins clairs-voyans. Il ne resta donc plus de ressource aux Vénitiens que dans leur vertu & dans leurs richesses. Aussi leur salut vint-il des vertus qui se trouvent ordinairement dans les Républiques, comme leur danger venoit principalement des défauts qui s'y rencontrent.

Tous les accidens qui ont coutume d'arriver aux Etats que la fortune paroît abandonner, survinrent alors à la République de Venise. Elle trouvoit des obstacles où elle devoit se promettre de trouver des facilités, & un malheur n'arrivoit pas sans un autre. Des personnes gagnées, ou le hazard, mirent le feu à son Arsenal, & il en consumma la plus grande partie. Ceux qui avoient coutume de porter les armes pour elle, les prirent pour le service de ses ennemis. Les Ursins & les Savelli avoient fait un Traité pour la venir servir avec cinq cens Hommes d'Armes & trois mille Fantassins. On leur avoit même avancé quinze mille écus d'Or sur la solde. Ils rompirent leur convention, & le Pape parut leur permettre de garder sans peché le bien d'autrui, en

1509.

Guich.
l. 8. fol.
216.

1509.

les dispensant de restituer l'argent qu'ils avoient touché d'avance. Les Vénitiens néanmoins ne laissèrent pas de mettre ensemble quarante mille hommes d'Infanterie, une nombreuse Cavalerie légère, & plus de trois mille hommes d'armes, nombre très remarquable. On n'envoya qu'une petite partie de ces Troupes en Garnison dans les Places du Royaume de Naples & de la Romagne. Les Armées des Papes ne furent jamais bien formidables, & le Roi d'Arragon quoi qu'il promît à ses Alliez une diversion prompte & vigoureuse, n'avoit fait encore aucun des préparatifs nécessaires pour se mettre en pouvoir de leur tenir parole. D'ailleurs on faisoit état de secourir avec la Flote qui étoit prête à mettre en Mer au premier ordre, les Places que ces deux ennemis pouvoient attaquer.

Quand à Maximilien, ses coups suivoient ordinairement ses menaces de si loin, & il y avoit si peu d'apparence qu'il attaquât avant la fin du mois de Mai, qu'on se contenta d'envoyer des milices garder les passages par lesquels il pouvoit descendre en Italie. Le péril étoit plus imminent du côté du Roi de France. Aussi presque toutes les forces de la République furent destinées contre lui. Le rendez-vous de l'Armée fut à Ponte-Vico sur l'Oglio, & quand elle fut assemblée on y compta, trois mille hommes d'Armes, quatre mille hommes de Cavalerie légère, & trente mille hommes d'Infanterie, Troupes composées de l'élite des Soldats Italiens. Il est vrai que beaucoup
d'Histo-

Historiens font l'Armée Vénitienne moins nombreuse, mais il n'y a pas d'apparence de devoir leur témoignage au préjudice de lui de trois Auteurs Vénitiens & Contemporains. Tous trois font d'accord dans l'estimation qu'on vient de voir, & ils n'ont aucun motif de grossir leur Armée, dont il falloit qu'ils racontassent la déroute peu de pages après celle où ils en donnoient le nombrement.

1509.
Mocenigo,
l. 1.
Bembo,
l. 7.
Justin.
l. 11.

Cette Armée étoit commandée par le Comte de Pitigliano Général d'une grande réputation, & sous lui par Barthelemi l'Alviane son Mestre de Camp général. André Britti, & Georges Cornaro Nobles, d'une grande capacité, & qui avoient acquis beaucoup de réputation dans la dernière guerre contre Maximilien, furent nommez Provéditeurs de l'Armée. C'est un emploi dont personne n'ignore les fonctions, & qui ne donne guère moins de part au commandement dans les Armées Vénitiennes que le Généralat.

L'avis des Généraux se trouva différent lorsqu'il fut question d'arrêter le Projet de Campagne. L'Alviane que son génie & ses derniers succès rendoient audacieux, proposoit de prévenir les ennemis en passant l'Adda, & en portant la guerre dans le Pais appelé proprement le Duché de Milan. Il alléguoit que l'offensive relève le courage des Troupes, & qu'il ne falloit pas laisser aux François l'avantage d'attaquer. Le Comte de Pitigliano vouloit au contraire qu'on ne risquât rien en une guerre où il ne

1509.

s'agissoit pas de faire des conquêtes , mais seulement de défendre durant une Campagne ce qu'on possédoit déjà. Il proposoit de faire camper l'Armée aux Orci , entre l'Oglio & le Serio de la Martinenga , comme dans un poste également avantageux & inattaquable. Il exposoit qu'on pourroit delà secourir facilement celle des Places que les François oseroient Assiéger , & que la subsistance seroit facile à leur Armée dans ce Camp dont on avoit plusieurs fois reconnu l'importance dans les guerres des Ducs de Milan contre la République. Le Sénat consulté sur ces deux sentimens , n'agréa ni l'un ni l'autre. Il trouva le Projèt de l'Alviane téméraire , & celui de Pitigliano trop timide , par ce qu'il abandonnoit aux François la Ghiara d'Adda , & presque tout le Pais Vénitien situé à la droite de l'Oglio. L'ordre qu'il donna à ses Généraux fut d'empêcher l'Armée Françoisè de passer l'Adda , mais d'éviter en même tems d'en venir à une Action , dès que l'événement en pourroit être douteux.

Les Vénitiens avoient eu raison de donner leurs premiers soins à la défense de leur Frontière du côté des François. Maximilien étoit encore dans les Pais Bas occupé à tirer sous différens prétextes de l'Argent des Sujets de son Petit-Fils , quand Louïs XII. rassembloit déjà son Armée pour forcer le passage de l'Adda. Néanmoins il ne fut pas en état de l'entreprendre le premier d'Avril. C'étoit le jour qui lui étoit marqué par le Traité de Cambray , pour entrer en
rup-

apture contre les Vénitiens. Mais Jules II. ne croyoit ne voir jamais assez-tôt l'Italie en feu, & qui bruloit d'impatience que les quarante jours de rupture, au bout desquels l'Empereur étoit tenu d'entrer en guerre de son côté, commençassent à courir, pressoit incessamment Louis XII. de faire du moins les premiers Actes d'hostilité. Pour satisfaire le Pape ce Prince fit rompre la paix par ses Officiers. En un même jour ils firent invasion dans les Terres de la République par cinq endroits différens. La garnison de Lecco fit des courses jusques aux Portes de Bergame. Chaumont passa l'Adda avec un petit Corps, & fut prendre Créviglio où il fit douze cens hommes prisonniers de guerre, après quoi il repassa brusquement la Rivière, dans la crainte d'avoir bien-tôt sur les bras toute l'Armée Vénitienne, qui campoit déjà en front de Bandière. La Garnison de Lodi courut le Crémonois, tandis que la Garnison de Plaisance qui avoit trouvé moyen de passer le Pô sur des Pontons, le ravageoit d'un autre côté. Enfin le Marquis de Mantouë Soldat du Roi de France qui lui entretenoit une Compagnie de cent Hommes d'Armes, saccagea Casal Maggiore. Voilà le début de la plus sanglante guerre que l'Italie ait essuyée depuis les dévastations des Barbares. Il fut fait le 15. d'Avril 1509.

Louis XII. avoit pris des mesures pour faire déclarer en forme la guerre aux Vénitiens, le jour même qu'il commenceroit à la faire contre eux. Suivant une coutume

1509.

fort usitée alors, mais qui depuis environ quatre vingt ans a cessé d'être pratiquée, Louis envoya à Venise à cet effet le Roi d'Armes de France au Titre de Montjoye, Titre que les Auteurs Italiens prennent la plupart pour un nom propre. Le Roi d'Armes fut introduit le 16. d'Avril dans le Sénat comme il l'avoit demandé, & il y parut couvert de sa cotte-d'Armes, semée de Fleurs de Lis-d'Or, & paré des autres ornemens de sa charge. Comme tous les Auteurs font tenir précisément le même langage au Roi d'Armes, & lui font faire la même réponse par le Doge, on ne peut douter qu'ils ne rapportent les véritables discours de l'un & de l'autre. Le Roi d'Armes dit donc assis au milieu du Sénat : *Ecou-
tez, vous Doge de Venise & vous autres Hab-
tans de cette Terre. Louis Roi de France m'a
commandé de vous dénoncer la guerre comme à
gens de mauvaise foi, qui par force retenez les
Villes du Pape & autres Princes, lesquelles
possédez à tort, ayant toujours procuré par vos
mendes de mettre en votre main le bien d'autrui.
Mais mon Maître s'en vient à vous en Armes
pour vous ôter tout cela. Voici la réponse du
Doge : Cette République vers laquelle vous
François êtes venus ne détient rien injustement,
puisque tout ce qu'elle fait, elle le fait conformé-
ment à raison & sans manquer de foi à personne.
Si nous n'avions pas gardé cette foi à votre Roi
au delà de ce que nous devons faire, il n'auroit
pas en deçà des Monts où mettre le pied. Mais
nous nous sçavons encore bon gré d'être à notre
risque aussi loyaux que nous l'avons toujours été,*
tandis

*ndis que votre Roi est coupable de manquement
foi & doné de merveilleuse arrogance. Nous
attendrons la guerre que vous nous dénoncez
avec l'aide de Dieu, qui punira votre Maître
ce monde ici comme en l'autre de la Ligue
se sa perversité nous a mise à dos. Voilà un
engagement bien opposé à la politesse de notre
siècle, laquelle exige des Souverains qu'ils
ménagent tant les termes, & qu'ils soient si
respectueux sur les expressions, quand ils
parlent des Princes leurs ennemis.*

Jules II. lança ses foudres sur les Vénitiens dès qu'il eut appris que le Canon des François tiroit contre eux. Il publia un Monitoire terrible en forme de Bulle, dans laquelle après une ample déduction de leurs entreprises sur la Jurisdiction Ecclesiastique & de leurs autres usurpations, il les admonestoit de réparer leurs malversations dans vingt-quatre jours, & de restituer les domaines usurpez, & les fruits qu'ils en avoient reçus, sous peine s'ils n'obéissent pas d'être excommuniés & d'encourir de fait toutes les censures, après quoi il seroit permis à un chacun de leur courre sus, s'emparer de leurs Effets & Biens, faire leurs personnes Esclaves, & nul ne pourroit plus leur donner aide ni retraite sans encourir les mêmes censures. Mais ce coup de foudre ne mit le feu nulle part. Le Sénat suivant l'ancienne coutume appelle du Pape au futur Concile & Vénise en fut quitte pour la desertion de quelques Moines, qui emportèrent avec eux à Ferrare un petit butin composé du pillage

1509.

des Sacristies. Le reste du Clergé Séculier & Régulier demeura dans l'obéissance dûe au Souverain. Ce fut l'effet de l'attention du Gouvernement Vénitien à s'attacher inséparablement par les voyes les plus convenables le Corps de l'un & l'autre Clergé. Aussi les Gens d'Eglise n'ont jamais causé dans les Etats de la République les révoltes contre le Prince ni formé les Ligues que quelques-uns d'entr'eux ont suscitées ailleurs. Il peut y avoir des Païs où les Ecclésiastiques fassent plus de bien qu'à Venise, mais il n'y en a point où ils ayent fait moins de mal.

Cependant Louis XII. avoit rassemblé son Armée. On y comptoit six mille Suisses & douze mille Fantassins François ou Milanois. L'Ordonnance avoit été grossie jusqu'à deux mille hommes, parce que beaucoup de Seigneurs Milanois charmez de contribuer à la réunion des démembrements de leur Etat, avoient levé des Gendarmes à leurs dépens. A peine étoit-elle en front de Bandière qu'il y vint nouvelle que l'Armée Vénitienne attaquoit Tréviglio, où le Gouverneur de Milan avoit laissé cinquante Lances & mille hommes d'Infanterie en garnison. Aussi-tôt Louis XII. se mit en marche pour secourir cette Place, mais elle fut obligée de se rendre le 9. de Mai, & dans le moment que le Roi arrivoit sur l'Adda. Quoi que la Ville eût capitulé on la fit saccager par les Troupes, & la Garnison fut dévalisée.

Bemb. l. 7.

Les Historiens Vénitiens mêmes avoient que

ue la vie des hommes & l'honneur des
 mmes furent laissez à la discrétion du
 soldat. Voilà le motif de quelques exé-
 cutions militaires un peu sévères, que
 Louis XII. ne laissa pas d'ordonner mal-
 gré sa bénignité. Lors qu'un ennemi af-
 fecte d'être féroce dans les commencemens
 l'une Guerre, ce seroit être cruel à ses Su-
 jets, que de lui être indulgent.

Dès que Louis XII. sçut l'événement de
 Tréviglio il se déterminà d'aller combattre
 l'Armée ennemie quoi qu'il n'ignorât point
 qu'elle étoit supérieure en nombre à la
 sienne. Il falloit pour cela passer l'Adda,
 & il résolut de le faire sur le pont de Cas-
 san, bien que les Vénitiens n'en fussent
 éloignez que de cinq milles. La crainte
 qu'en allant chercher le pont de Lodi il ne
 donnât le tems à leur Armée de se jeter
 dans quelque poste où bien-tôt il devien-
 droit impossible de la forcer, lui fit pren-
 dre ce parti hasardeux. Voici la descrip-
 tion que fait Bembo de la situation du
 Pais. L'événement qu'on va raconter est
 d'une si grande importance qu'on ne sçau-
 roit donner trop bien à connoître au Lec-
 teur le terrain où il arriva. Il jugera en-
 core par cette description, par quel motif
 toutes les Armées, qui dans le cours de
 cette Histoire voudront tenter le passage
 de l'Adda, tâcheront toujours de gagner
 Cassan pour y traverser ce Fleuve.

Cassan est une Place bâtie à la droite de Bembo.
 l'Adda sur une hauteur qui commande de l'autre côté de l'eau. Elle est à la tête

1509.

d'un pont au sortir duquel on trouve un terrain disposé en forme de demi cercle, & capable de contenir une petite Armée. Ce terrain est planté d'arbres, & coupé de hayes qui peuvent être d'un grand usage à des Troupes qui voudroient s'y retrancher pour assurer le passage des autres Troupes dont elles seroient suivies. Le terrain heureux par lui-même est encore rendu plus avantageux par un canal dont il est couvert, du côté de la Ghiara d'Adda. Ce canal large de vingt pieds est profond de six, & il envelope en manière d'arc le terrain dont il fait une Isle. Il reçoit l'eau de l'Adda au dessus de Cassan, & il la rapporte dans ce Fleuve au dessous de la Place. Les François informez que l'Armée Vénitienne campoit à cinq mille de Cassan, comptoient bien qu'il leur faudroit essuyer un Combat pour entrer dans la Ghiara d'Adda. Ils ne doutoient pas que les ennemis n'eussent occupé l'Isle qui est entre le Fleuve & le Canal pour les empêcher de déboucher par le pont de Cassan, & le Maréchal Trivulze qui étoit du País prédisoit qu'on y trouveroit les Vénitiens retranchez. Aussi la surprise de ce Seigneur fut telle quand il eut reconnu que les Généraux ennemis avoient négligé d'occuper ce poste, qu'il ne put s'empêcher de s'écrier: *Aujourd'hui Roi Très-Chrétien vous gagnez la Bataille.*

Dès que Louis XII. eut passé l'Adda il fit jetter des ponts sur le Canal qui enferme l'Isle de Cassan du côté de la Ghiara d'Ad-

Adda, & le jour même il vint camper à
le demi lieuë des ennemis. On lui con-
illoit d'attendre pour les attaquer, que
diversion de l'Empereur les obligéât de
diviser leur Armée qui étoit plus nom-
reufe que la fienne. Mais il ne défera
oint à ces conseils, persuadé qu'il n'est
as question de quelques Troupes de plus
u de moins pour rendre victorieuse une
Armée Françoisé que son Roi en person-
ne mène à l'ennemi. Le Comte de Piti-
gliano le sçavoit bien, & quoi que l'Ar-
née qu'il commandoit fût supérieure en
nombre il comptoit que l'avantage ne se-
roit pas encore égal s'il l'exposoit en plai-
ne contre la Gendarmerie Françoisé, &
la jeune Noblesse qui suivoit le Roi. Quand
les François lui présentèrent la Bataille le
lendemain, il la refusa, & demeura tran-
quille dans ses logemens où il ne pouvoit
être forcé.

L'Armée Vénitienne avoit Rivolta à sa
gauche. Le Roi se mit en marche pour
attaquer la Place, en vûë d'attirer les en-
nemis à une Bataille, ou de décréditer
leurs armes, s'ils laissoient prendre cette
Place à leur vûë sans combattre. Pour
être prêt à tout événement il tint une par-
tie de son Armée en Bataille devant le
Camp ennemi, tandis qu'avec l'autre il
attaquoit Rivolta. Le Comte de Pitigli-
ano se contenta de montrer ses Troupes en
bataille sur la hauteur qu'il occupoit, sans
en descendre pour secourir la Place qui
fut emportée d'assaut. Louis XII. dont

1509.

la timidité des Vénitiens augmentoit la confiance, résolut enfin de marcher à Vaila, quoi qu'il dût prêter le flanc à l'ennemi dans sa marche. Son dessein étoit de s'emparer de ce poste d'où il lui seroit facile d'affamer l'Armée ennemie qui tiroit sa subsistance de Crémone où les Vénitiens avoient fait leurs amas. L'Alviane connut d'abord quel étoit le projet des François, & il fit résoudre qu'on le prévien-droit en occupant Vaila, d'où ils communiqueroient facilement avec Crémone. Cela paroissoit d'autant plus faisable, que les Vénitiens pouvoient aller à Vaila par les hauteurs, & ils avoient ainsi bien moins de chemin à faire que les François pour y arriver. Ces derniers ne pouvoient marcher que par la route qui conduit le long de l'Adda de Rivolta à Vaila, de manière qu'ils alloient à Vaila par un arc & les Vénitiens par sa corde. Néanmoins le projet de l'Alviane réussit mal, & l'Avant-garde François tomba sur l'Arrière-garde Vénitienne qu'il commandoit quand cette Arrière-garde étoit encore entre Vaila & Agnadel. Chaumont & Trivulze qui men-oient l'Avant-garde François lui avoient fait faire diligence, & le País qui se trouvoit entre les deux Armées étant extrêmement fourré, les ennemis ne s'aperçurent qu'ils eussent les François si près d'eux, que quand ils les atteignirent. L'Alviane en fut surpris, mais sans demeurer interdit. Il fit d'abord avertir le Comte de Pitigliano de le venir dégager, puis qu'on ne

e pouvoit plus sauver l'Armée sans la faire combattre. En attendant il jeta son infanterie & celle qui lui revenoit à chaque moment dans des Vignes & sur une Digue où il fit faire à la hâte quelques batteries. Sa Gendarmerie & sa Cavalerie légère furent postées dans une Plaine qui étoit derrière ce terrain.

Chaumont avec l'ardeur d'un jeune homme attaqua les Vénitiens sans les bien reconnoître; aussi fut-il repoussé avec perte. Ses Suisses furent rompus en voulant emporter la Digue, & sa Cavalerie qu'il tâcha de faire défilér à travers les Vignes fut très mal menée par l'Infanterie Vénitienne. Mais incontinent le Roi arriva avec le Corps de Bataille & l'Arrière-garde. On lui avoit dit en chemin qu'il pouvoit faire halte, que son projet étoit déconcerté, & que déjà les Vénitiens s'étoient emparé de Vaila: mais il se contenta de répondre, Nous aurons donc une peine de plus, celle de les en déloger. D'abord il fit rattaquer les Vignes par les Bandes Gasconnes, & il remena lui-même les Suisses à la Digue exposé au plus grand feu de l'Artillerie & de la Mousqueterie des ennemis. Tous les Auteurs Italiens rendent ce témoignage à sa valeur. Quelques Courtisans obligés de le suivre sous peine de leur honneur, voulurent cacher leur peur sous le motif louable de veiller à la conservation de la personne du Prince. Ils le firent apercevoir du danger où certainement il n'étoit pas venu comme un étourdi sans le

Brantôme,
éloge de
Louis XII.
p. 70.

1509.

le connoître. Louïs XII. parent assez éloigné de ses Prédécesseurs avoit vécu trop familièrement avec les Courtisans sous leur Règne pour ne les pas percer. Il se contenta donc de répondre : *Que ceux qui ont peur se mettent à couvert derrière moi.*

Enfin la Digue fut emportée, mais la Gendarmerie Françoisse n'y passoit qu'avec peine, & les Gascons n'avoient encore pû forcer les Vignes. De la manière dont elles sont plantées en Lombardie, elles auroient été un passage bien plus commode pour les Chevaux. Ils n'attaquoient plus même que mollement quand le Roi se porta en personne sur le champ du Combat. Dès qu'il en fut à portée la Trimouille le montrant de la main cria aux Soldats : *Enfans le Roi vous voit.* A ces mots les Gascons qui paroissoient rebutez devinrent des Troupes fraîches, & firent un effort qui les rendit maîtres en un moment du terrain si long-tems disputé. La Cavalerie acheva donc de passer. Enfin la Gendarmerie Françoisse se trouva en présence de celle de l'Armée Vénitienne sur un terrain égal, & la Bataille fut finie. Comme la Cavalerie ennemie ne tint pas, le nombre de ses morts fut peu considérable : mais le carnage de son Infanterie fut très grand, & huit mille de ses Soldats demeurèrent sur le Champ de Bataille. Toute l'Artillerie & tout le Bagage des Vénitiens furent pris, & leurs Officiers les plus braves furent tuez ou faits prisonniers. L'Alviane qui servoit de Mestre de Camp Général

ral fut des derniers. Quoi qu'il eût été effé dangereusement dans l'Action il ne étoit point retiré de la mêlée, & ceux qui présentèrent au Roi le visage si couvert de sang qu'il en étoit méconnoissable, assurèrent ce Prince qu'ils l'avoient pris tant avant encore de rallier quelque Troupe. L'Alviane dans l'éloge de Barthelemi l'Alviane raporte une circonstance de sa prise, que je crois ne devoir pas omettre. Dans le tems que ce Général faisoit la révérence au Roi après la Bataille finie; on entendit sonner brusquement l'alarme dans le Camp François. Louis XII. avoit ordonné lui-même de le faire pour rallier ses Soldats dispersez. Mais ce Prince feignant d'être surpris à ce bruit: Qu'est-ce, dit il, Seigneur Barthelemi, vos gens sont difficiles à contenter; Ils veulent en tâter une seconde fois? Sire, reprit l'Alviane, qui n'étoit pas de ces Italiens qui croient que les François ne battent leurs ennemis que par hazard, s'il y a plus fait d'armes aujourd'hui, il faut que vos gens s'entrebattent; pour les nôtres, vous les avez gouvernez de manière que de quinze jours ne les reverrez en face. Mais ce qui fait voir plus que les autres circonstances de cette Bataille à quel point l'Armée Vénitienne avoit été défaite, c'est son découragement. Il fut impossible de rallier les fuyards tant ils étoient épouvantez. On ne pût les rassembler ni mettre ensemble les restes de l'Armée que sous Bresse, c'est-à-dire, à quarante milles du Champ de Bataille.

Voilà

1509.

* Card.
Contare-
nus. de
Republ.
l. 5.

En 1705.

Voilà quel fut le succès de la Bataille donnée le 14. du mois de Mai 1509. que les François nomment la Journée d'Agna-del ou de la Ghiara d'Adda, & les Italiens, le fait d'Armes de Vaila ou * de Cassan. Louis XII. suivant l'ancienne coutume des Rois François, fit bâtir une Eglise sur le Champ de Bataille à laquelle il donna le nom de Notre Dame de la Victoire. Ce Trophée le plus convenable qu'un Guerrier Chrétien puisse élever à sa Victoire, subsiste encore aujourd'hui sous le même nom. Il n'y a même que trois ans qu'il fut d'un heureux augure aux François. Sous le commandement de Monsieur le Duc de Vendôme, ils battirent à sa vûë l'Armée de l'Empereur.

Pour lors les François scûrent vaincre & profiter de leur Victoire. Ils se présentèrent par tout, & par tout on leur ouvrit les portes. Ils furent reçûs dans Bergame, Bresse, Creme & dans toutes les petites Places des Pais qu'ils devoient recouvrer en vertu de la Ligue de Cambray. Les Officiers de la République s'enfermèrent la plupart dans les Fortereffes de ces Villes, qui étoient des Places de réputation, parce qu'autrefois elles avoient soutenu de longs Siéges. Mais rien ne peut arrêter une Armée Française quand celui qui la commande veut bien la mener en avant après le gain d'une Bataille. Toutes ces Fortereffes se rendirent en peu de jours, & l'opinion qu'on avoit de leur résistance, ne servit qu'à faire prendre prisonniers beaucoup

oup de Nobles Vénitiens qui avoient crû n s'y renfermant se mettre pour long-tems n sureté. C'étoit une proie dont les François étoient fort avides à cause des grosses rançons qu'ils en tiroient. Piccighiton & la Ville de Crémone, se rendirent de même à la première sommation. Le seul Château de Crémone se fit attendre quelque tems, parce que Zacharie Contarini & d'autres Nobles qui s'y étoient jettez, ne pouvoient pas se résoudre à payer les grosses rançons qu'ils sçavoient qu'on exigeoit de leurs pareils. On étoit persuadé que du moins Peschiera arrêteroit l'ardeur Française. Mais les meilleures Fortifications ne sçauroient défendre long-tems une Garnison qui les défend mal. Après deux jours de Siège la Place fut emportée d'assaut. Louis XII. pour venger ce qui s'étoit fait à Tréviglio contre les Loix de la Guerre, les exerça à Peschiera dans toute leur rigueur. Il ne se piqua pas de faire usage envers cette Garnison de ses maximes sur la clémence. Elle fut passée au fil de l'épée, & une personne des plus considérables de celles qui se trouvoient dans la Place fut pendue aux créneaux du Château. Les Historiens qui sont uniformes dans le récit de ce fait, ne s'accordent ni sur le nom, ni sur la Dignité du malheureux qui paya de sa tête la faute de ses Compatriotes. Ainsi le Roi de France eut conquis en quinze jours au delà de ce qui lui devoit appartenir par le Traité de Cambray.

Le

1509.

Le Pape de son côté avoit mis en Campagne une Armée qui se pouvoit dire alors considérable. Elle étoit forte de treize mille hommes, dont quatre cens Lances faisoient partie. Le Duc de Ferrare la commandoit en qualité de grand Gonfalonier de l'Eglise, Dignité que le Pape venoit de lui conférer, & qui n'étoit pas encore perpétuelle dans les Maisons, comme elle l'est aujourd'hui dans la Maison Farnese. Il avoit sous lui pour Mestre de Camp Général le nouveau Duc d'Urbin, François Marie de la Rovere Neveu de Jules II. François de Castel del Rio Cardinal Evêque de Pavie accompagnoit l'Armée en qualité de Légat. Ce Cardinal étoit un homme de mérite, qui édifioit mal l'Eglise, mais qui la servoit bien. Jules II. rempli de confiance pour sa personne lui avoit donné la principale autorité dans son Armée. Il n'aimoit pas assez le Duc de Ferrare pour se livrer à lui, & son Neveu n'étoit pas encore assez formé pour le mettre à la tête d'une grande entreprise. Cette Armée jusqu'à la Bataille d'Agnadel ne fit pas de grands exploits, mais le succès de cette Journée lui fut aussi avantageux que si elle l'eût gagnée elle-même. Toutes les Villes de la Romagne lui ouvrirent leurs portes, & il ne lui resta plus de Place à prendre que le Château de Ravenne.

Le Sénat qui ne s'étoit pas attendu à la Ligue de Cambray, s'attendoit encore moins au desastre d'Agnadel. Il étoit oc-

cupé

ipé à prendre des mesures pour subvenir
 ix frais de la Guerre, & il les prenoit
 ès justes. Chacun étoit taxé à propor- Bembo,
 on de ses richesses. Comme rien ne l. 8.
 ontribué tant à établir & à maintenir l'in-
 galité des Impositions si fatale aux Répu-
 liques, que la vanité des personnes en
 édit, qui croient augmenter leur consi-
 ération en s'exemptant de porter leur part
 portion dans les Charges de l'Etat, le
 énat fit beaucoup de Loix qui notoient
 l'infamie ceux qui auroient voulu préten-
 re à cette criminelle distinction. Louis
 XII. avoit chassé les Sujets de la Répu-
 lique qui s'étoient domiciliés dans ses
 tats. Le Sénat qui fit attention qu'en
 bligeant les Sujets du Roi de sortir de ses
 Domaines, il envoyeroit des hommes &
 e l'argent aux ennemis de la Républi-
 ue, en même tems qu'il se priveroit de
 ur industrie, en usa d'une manière tou-
 e opposée. Il enjoignit aux Sujets de
 Louis XII. établis dans le Pais Vénitien
 y demeurer, & sous des peines très sévé-
 es il leur commanda d'y exercer leur pro-
 ession comme par le passé. Mais toutes
 es précautions capables de fournir des res-
 ources dans les malheurs ordinaires, ne
 ouvoient pas réparer celui qui venoit d'ar-
 iver.

Le bruit du desastre de Vaila fut long-
 ems répandu dans Venise, sans que person-
 ne y voulût ajouter foi : mais bien-tôt la
 nouvelle fut confirmée par tant d'endroits,
 qu'il ne fut plus possible d'en douter. Les
 pertes

1509.

perles précipitées dont la déroute étoit suivie & dont on aprenoit quelque une chaque jour, empêchoit même qu'on ne rassurât le Peuple par des récits artificieux. On ne pouvoit lui faire accroire qu'il restât encore des Troupes à la République, quand personne ne faisoit plus tête aux ennemis. Jamais on ne vit une Ville qui n'est pas prise d'Assaut aussi consternée que Venise le fut alors. Le Peuple avoit bien vu autrefois les Génois venir brûler ses Vaisseaux dans les Ports des Lagunes. Mais il lui restoit de quoi Armer des Flotes qu'il put opposer à celles des ennemis, & il étoit accoutumé dans ce tems à la guerre & à ses disgraces. Depuis long-tems la République ne faisoit plus la guerre que dans le Pais de ses ennemis, & avec d'heureux succès. On croyoit voir d'un côté Louis XII. à Fucine, à la tête d'une Armée Françoisse qui conqueroit l'Etat de Terre ferme en le traversant. D'un autre côté, on craignoit des séditions dans une République où les Citoyens sont d'une condition si inégale que les uns commandent toujours, quand les autres souvent Parens des premiers sont toujours réduits à obéir, sans être distinguez du plus bas Peuple, que par des marques extérieures & des ornemens frivoles. Les malheurs des particuliers augmentoient encore la désolation publique.

Le Sénat s'assembla plusieurs fois sans pouvoir résoudre autre chose que de s'assembler le lendemain. Enfin ses premiers soins furent de prévenir les mouvemens sédi-

di-

iteux qui auroient pû arriver à Venise, & se préparer à défendre la Ville. En vûe de faire fleurir la Navigation, on avoit déjà donné aux Bâtimens Vénitiens le Privilège exclusif, d'apporter seuls des vivres à Venise. Le Privilège fut suspendu pour un tems, & n permit aux Vaisseaux étrangers d'y entrer. Le Sénat donna rendez-vous à Mestre, presque sur le bord des Lagunes, aux restes épouvantez de son Armée détruite, & il y joignit ce qu'il put rassembler d'autres Troupes. La situation du lieu ne permettoit pas aux François de venir les mettre en fuite, & elles s'y trouvoient à portée de défendre Venise contre l'ennemi & contre le Citoyen, qu'il semble que le Sénat craignit alors plus que l'étranger.

Cependant le Duc de Ferrare profitant du desordre où se trouvoient les affaires des Vénitiens, reprit en deux jours toutes les conquêtes qu'ils avoient faites pied à pied sur ses Prédécesseurs ; & les Troupes du Marquis de Mantouë entrèrent sans peine dans Asola & dans Lunato. Le Sénat désespéra donc de pouvoir rien conserver dans l'Etat de Terre ferme, & il résolut d'abandonner ce riche Païs désormais ouvert de toutes part. Il crut que s'il arrivoit un retour de bonne fortune à la République, les Peuples rentreroient plus volontiers sous son obéissance, quand ils ne pourroient pas soupçonner leurs anciens Maîtres de leur sçavoir, aucun mauvais gré de tout ce qui se seroit passé. Au lieu qu'en voulant les obliger à soutenir des Sièges désespé-

1509.

pérez & à concourir à une défense qu'ils jugeoient impossible, c'étoit leur donner des occasions de désobéir & les exposer à la tentation de se révolter. La crainte d'être châtiés un jour de cette révolte leur eût fait regarder leurs anciens Maîtres comme des ennemis terribles, dont le joug seroit à craindre à l'égal des derniers malheurs.

D'ailleurs les Vénitiens appréhendoient que les François sous prétexte de conquérir les Places du Partage de l'Empereur qui n'avoit pas encore rassemblé une Armée capable de les attaquer, n'y entraissent & ne les gardassent toujours. Dès qu'il les falloit perdre, il valoit beaucoup mieux pour les Vénitiens qu'elles tombassent d'abord entre les mains de Maximilien, qu'en celles de Louis XII. Les dépouilles de la République se trouvant partagées entre deux Princes, elle auroit deux Voisins au lieu d'un, & il lui seroit permis d'espérer que les broüilleries qui surviendroient infailliblement entre ces Voisins, lui fourniroient un jour des occasions favorables pour recouvrer ce dont sa fortune présente vouloit qu'elle se défit. Voilà les motifs qui engagèrent les Vénitiens, à ce qu'ils disent, de se hâter si fort d'abandonner la Terre ferme qu'ils auroient conservée, s'ils eussent fait pour la défendre, une partie des efforts qu'ils firent pour la recouvrer. Ce qui arriva dans la suite donne de spécieuses couleurs à leur Apologie. Je laisse néanmoins à juger au Lecteur si les raisonnemens que je rapporte furent le véritable motif du mé-

orable événement dont il s'agit, & si les auteurs Vénitiens n'ont point fait faire au Sénat ces judicieuses réflexions après coup. Les Historiens étrangers attribuent l'abandonnement de l'État de Terre ferme qui avoit coûté tant de peine à former, à une cause moins recherchée, je veux dire à la consternation, & au découragement du Sénat qui appréhendoit également un Siège & une sédition. Il est sûr que ce découragement fut extrême, mais les Vénitiens ont tout fait dans la suite pour le désavouer & pour maintenir la réputation de leur Gouvernement. Ils ont tout fait pour persuader leur Peuple & les étrangers, qu'au milieu de tant de malheurs l'esprit de vertige ne s'empara point un moment du Sénat; pour faire croire aux uns & aux autres que ce Corps intrépide conserva alors tout son sang froid; que la terreur n'eut jamais aucune part dans ses délibérations, mais qu'il se conduisit toujours par les règles de la prudence la plus saine, & sans perdre de vûe un moment l'avenir le plus reculé.

Quoi qu'il en soit les Officiers de la République reçurent ordre de mettre en liberté toutes les Villes de la Terre ferme, & de leur rendre le serment de fidélité fait à Saint Marc. A la réserve de Trévise qui voulut demeurer Vénitienne malgré les Vénitiens mêmes, elles prêtèrent toutes peu de tems après serment à l'Empereur. Le Duc de Brunswick Général de ce Prince qui avoit déjà recouvré le Frioul au bruit des succès des François, n'eut d'autre peine que celle

1509.

d'envoyer prendre possession des Villes qui l'appellèrent.

Ceux qui commandoient dans les Ports du Royaume de Naples les remirent à Ferdinand par ordre du Sénat. Le Commandant du Château de Ravenne reçut un ordre de le configner au Pape, & de tous les Etats d'Italie, la République ne voulut plus garder que Venise & les environs de ses Lagunes.

Il ne restoit plus rien à craindre aux Vénitiens, s'ils eussent été aussi persuadés que les Lagunes sont à leur Ville un rempart insurmontable, qu'ils sont constants à l'assurer. Mais il paroît par les démarches qu'ils firent alors qu'ils craignoient encore quelque accident en Italie, quand ils n'avoient plus que Venise à perdre. Ils envoyèrent demander la Paix au Pape & au Roi d'Arragon; & Antoine Justiniani fut député pour le même sujet vers l'Empereur. Le discours qu'on veut qu'il ait fait à Maximilien, est une pièce qui a causé trop de disputes & fait trop de bruit, pour ne la pas rapporter ici toute entière. La voici traduite fidèlement sur l'Original Latin de l'Ambassadeur Justiniani qui se servit de cette Langue pour parler à l'Empereur.

„ L'Antiquité soutenoit avec raison, que
 „ la plus grande & la plus glorieuse de
 „ toutes les Victoires, étoit celle qu'on
 „ remportoit sur soi-même. Les lauriers
 „ d'une telle Victoire ne se flétrissent ja-
 „ mais, & ils ornent les fronts qui en sont
 „ ceints,

„ ceints, mieux que les Diadèmes & les
 „ Couronnes triomphales. Scipion l'A-
 „ friquain est plus vanté pour s'être vain-
 „ cu lui-même, que pour avoir soumis
 „ Carthage & dompté l'Afrique. C'est par
 „ de semblables actions qu'un petit Roi
 „ de Macédoine s'est rendu le plus illustre
 „ des Rois. Alexandre ne doit qu'à sa
 „ modération les vœux que Darius son
 „ ennemi fit pour lui; vœux qui font plus
 „ d'honneur à Alexandre que ses Victoi-
 „ res les plus brillantes. L'infortuné Roi
 „ des Perses instruit de la modération avec
 „ laquelle Alexandre jeune & victorieux
 „ en avoit usé envers sa femme & sa fa-
 „ mille, que la Victoire avoit mises à la
 „ discrétion du Macédonien, leva les mains
 „ au Ciel pour lui demander, s'il ne vou-
 „ loit pas conserver sa Couronne sur sa
 „ tête, du moins de la faire passer sur cel-
 „ le d'un ennemi si debonnaire & d'un
 „ Vainqueur si modéré. Le premier de
 „ vos Prédécesseurs le grand César, dont
 „ vous avez hérité les vertus avec la for-
 „ tune, mérita par sa facilité à pardonner
 „ & même à oublier les injures, d'être
 „ mis au nombre des Dieux. Les Ro-
 „ mains dont vous êtes aujourd'hui l'uni-
 „ que Successeur; & dont la Majesté rési-
 „ de en votre Personne, n'ont eu d'autres
 „ bornes de leur Empire que celles de la
 „ Terre qui étoit connue alors, mais leur
 „ clémence, leur modération & leur équi-
 „ té, leur ont fait plus de Sujets que la
 „ valeur de leurs Soldats & tout le mé-

1509.

rite militaire de leurs Officiers.

„ Le sort des Vénitiens est aujourd'hui
„ entre vos mains. Si vous faites réflexion à la fragilité de la grandeur humaine, si vous usez de votre supériorité
„ avec indulgence, si vous préférez la gloire solide de nous donner la Paix au
„ brillant fragile des Victoires; Qui doute que le nom de Maximilien ne soit
„ consacré par l'avenir entre ces noms fameux que les hommes n'entendent jamais prononcer sans respect? Il n'est pas
„ besoin d'aller chercher des exemples bien loin pour mettre en évidence l'inconstance de la fortune & pour faire
„ voir l'incertitude des événemens; enfin à combien de changemens, de dangers
„ imprévus & de périls cachez est sujet, tout ce qui s'appelle établissement humain? Assez & plus que suffisamment
„ nous le montre la République de Venise désolée. Il n'y a que peu de jours
„ que cette République, riche, puissante, illustre, respectée de ses Voisins & vantée par les Peuples les plus éloignés,
„ étoit un spectacle d'admiration à l'Univers étonné. Aujourd'hui cette même
„ République pour avoir perdu une Bataille, pour avoir reçu un léger échec,
„ est tombée dans un état qui la rend méconnoissable aux yeux de ses ennemis & aux siens propres. Sa splendeur est ternie, son État est en lambeaux, elle manque de tout, même de projets. Il semble qu'elle-même ne se souviennne plus
„ d'avoir

d'avoir été si long-tems guerrière & victorieuse. Mais les François se trompent bien s'ils attribuent notre ruine à leurs armes. On a vû nos Ancêtres dans le long cours de plusieurs Guerres, sur tout dans celles qu'ils ont soutenues durant un grand nombre d'années contre le puissant ennemi du nom Chrétien, frappez par des disgraces plus grandes que la déroute de Vaila sans en être abbatus, & soutenir sans plier des malheurs plus pesants. Nous nous fussions relevés de nos chûtes comme nos Ancêtres se sont relevés des leurs; comme eux nous eussions terrassés ceux qui nous avoient fait trébucher, mais nous nous trouvons accablés sous la grandeur immense de Votre Majesté. La valeur de la Nation à la tête de laquelle vous marchez contre nous achève de nous écraser. Il n'y a plus pour nous d'espérance de Victoire. Nous ne nous flattons pas même de pouvoir disputer le Combat. Nous mettons bas des armes de former trop pesantes pour nos mains, afin de chercher notre salut dans votre clémence Impériale, dans la bonté d'une des images vivantes du Dieu des Miséricordes. Au nom du Doge, du Grand Conseil & du Peuple de Venise, je prie humblement Votre Majesté, je la supplie, je la conjure de regarder notre affliction d'un œil de compassion, & de nous tendre une main charitable. Quelques Conditions de Paix que vous nous

1509.

„ prescriviez, nous y souscrirons. Nous
„ ferons plus; nous les tiendrons justes,
„ nous les réputerons honorables & nous
„ les observerons comme telles. Peut-
„ être sommes-nous dignes de prononcer
„ nous mêmes notre Sentence. Nous
„ vous abandonnons tout ce que nos An-
„ cêtres ont occupé dans l'Empire & dans
„ vos Païs Héréditaires. Pour rendre en-
„ core ces offres plus convenables à notre
„ condition présente, nous y joignons
„ tout ce que la République a possédé en
„ Terre ferme, & quels que soient nos
„ Droits sur ces Domaines nous vous les
„ résignons comme à notre véritable Sei-
„ gneur & à notre Souverain. Nous paye-
„ rons toutes les années à Votre Majesté
„ & aux Empereurs ses Successeurs un tri-
„ but de cinquante mille écus d'or. En-
„ fin, nous sommes résolus d'obéir à tous
„ vos Commandemens, Loix, Decrets
„ & Ordonnances. Nous ne demandons
„ qu'une chose. Défendez-nous de l'in-
„ solence de ceux qui étoient il y a peu
„ nos Compagnons d'armes, & qui sont
„ aujourd'hui nos plus cruels ennemis.
„ Leurs projets ne vont pas à moins qu'à
„ nous ensevelir tous avec le nom Vénitien.
„ Que votre Protection nous mette
„ à l'abri de leur fureur, & vous serez notre
„ Père. Vous serez le Fondateur de
„ notre Ville, & nous nous avouïerons
„ votre Peuple. Nos Annales se rempliront
„ de vos loüanges: Elles seront la
„ première chose dont nous instruirons nos
„ enfans.

„ Cc

„ Ce n'est pas la moindre des loüanges
„ qu'on peut vous donner de dire, que
„ vous êtes le premier dont la Républi-
„ que de Venise supliante ait embrassé les
„ genoux. Sa fierté s'abaisse pour la pre-
„ mière fois, & c'est devant vous. Nous
„ vous révérons. Nous vous prenons pour
„ notre Ange tutelaire. Si le Tout-Puif-
„ sant eût ôté à nos Ancêtres la deman-
„ geaison de se mêler des affaires des Prin-
„ ces, la splendeur de notre République
„ obscurciroit aujourd'hui l'éclat de tou-
„ tes les autres, au lieu qu'elle est présen-
„ tement chargée de blâme & d'ignomi-
„ nie. Les trésors de gloire qu'elle avoit
„ amassés par tant de Victoires se sont dis-
„ sipés en un moment. Elle est devenuë
„ un objet de mépris aux Nations.

„ Mais pour finir par où j'ai commen-
„ cé, vous pouvez, grand Prince, en ex-
„ cusant vos Vénitiens & en leur pardon-
„ nant, vous couronner d'un laurier plus
„ vert & plus durable, que tous ceux dont
„ aucun Conquérant ait jamais orné sa
„ tête. La gloire dont vous pouvez vous
„ couvrir passera sans diminution à la Pos-
„ térité la plus reculée. Une telle gloire
„ est indépendante des événemens. Les
„ Siècles à venir vous célébreront comme
„ le plus debonnaire des Princes, & com-
„ me tel, il vous placeront au dessus des
„ autres. Pour nous, nous publierons
„ éternellement : Nous tenons de la gran-
„ deur d'ame de Maximilien l'air que nous
„ respirons & d'être encore au nombre des
„ vivans.

1509.

Fursten-
rus de Ju-
re suprem.
esp. 51.

Oùtre que ce Discours montre évidemment que les Vénitiens desespéroient alors de la République, il fournit contre eux-mêmes des titres de conséquence à l'Empire & à la Maison d'Autriche. Aussi les Historiens Vénitiens prétendent-ils que la Harangue de Justiniani n'est qu'une Pièce supposée, & ils crient à l'imposture contre Guichardin, qu'ils accusent d'en être l'Auteur. Néanmoins cet Historien qui la rapporte comme une Pièce véritable, assure qu'il donne un Acte authentique & sans altération, disant positivement qu'il n'y a fait d'autre changement, que de la traduire en Italien de la Langue Latine dont Justiniani se servit pour la prononcer.

Jean-Baptiste Leoni allégué beaucoup de raisons pour mettre la supposition de Guichardin en évidence. Il dit qu'il a vu l'instruction de Justiniani qui ne lui donne aucun pouvoir de faire les propositions portées dans son Discours prétendu. Il ajoute qu'il y a encore à Venise une preuve incontestable que cet Ambassadeur ne fit aucune proposition à Maximilien & qu'il n'entama même jamais la Négociation pour laquelle il avoit été envoyé en Allemagne. C'est la Lettre de Créance donnée à Justiniani, qui étoit encore de son tems entre les mains des Héritiers de cet Ambassadeur, au lieu qu'elle seroit restée dans la Secrétairerie de l'Empereur, si Justiniani eût été admis à négocier, & à faire ses Fonctions qui auroient commencé par la présenter. Mais il est notoire par tous les Histo-

Historiens, dit Leoni, que Maximilien ni ses Ministres ne voulurent point l'écouter.

1509.

Pierre Justiniani Auteur d'une des Histoires de Venise la plus estimée, entre encore à cet égard dans un plus grand détail que Leoni. Il dit qu'il a vû dans les Archives de la République l'Instruction donnée à l'Ambassadeur Justiniani lors de sa Mission. Il ajoute que cette Instruction ne permet autre chose à l'Ambassadeur pour faciliter le Traité, que d'offrir à l'Empereur une redevance de cinquante mille écus d'or par chacune année pour les fraix de la Guerre payable seulement durant le terme de dix ans, au lieu que Guichardin lui fait offrir à ce Prince une reconnoissance annuelle & perpétuelle de cinquante mille écus d'or à titre d'hommage. L'Historien Justiniani ajoute une réflexion, c'est que les Vénitiens ayant renoncé à rien conserver en Terre ferme, ils n'avoient plus rien à craindre de la Ligue dont les Flottes étoient fort inférieures aux leurs. Qu'il leur étoit donc inutile de s'humilier avec tant de bassesse, aux pieds d'un Prince désormais hors d'état de nuire à la République.

Paul Paruta & les autres Ecrivains Vénitiens qui ont jugé à propos de parler de ce Discours, opinent tous comme Leoni & Pierre Justiniani. Les plus modérez sont ceux qui traitent Guichardin de Calomniateur sans pudeur, ou de Visionnaire.

D s.

Le

1509.

Lo Squit-
tinnio del-
la liberta
Veneza.

Le Cardinal de la Cueva que l'opinion la plus communément reçûe fait Auteur du Livre intitulé, *Examen de la Liberté originaire de Venise*, fait un grand usage du Discours de Justiniani à Maximilien. Il s'en sert pour prouver son paradoxe, que Venise n'est pas un Etat né libre, mais qu'il a été maintefois sous l'obéissance des Empereurs, & que les Vénitiens eux-mêmes sont tombez souvent d'accord de cette vérité, si opposée à la croyance commune de l'Europe. Afin qu'on ne lui reproche pas de bâtir sur le sable, il emploie toute la subtilité de son esprit & toute la force de son raisonnement à réhabiliter le Discours de Justiniani & à réfuter les Auteurs Vénitiens, qui l'ont traité de Pièce supposée. Le Cardinal de la Cueva allègue en premier lieu, que le Conseil des Dix n'avoit pas fait retrancher cette Harangue des Editions de Guichardin qui s'étoient faites en grand nombre dans les Etats de l'obéissance de S. Marc, quoi qu'il eût eu l'attention d'en faire ôter des choses d'une bien moindre conséquence, parce qu'elles paroissent blesser la Dignité de l'Etat. Que les Parens de Justiniani Ambassadeur vers Maximilien, personnes qui ont toujours tenu un rang distingué dans la République, ne se plaindrent jamais qu'on en imposât à leur Parent, en le rendant responsable d'un Discours qu'il n'auroit pas prononcé. Que l'Instruction que Leoni dit avoir vûë, ou n'est pas telle qu'il la raporte; ou qu'il n'aura

n'aura vû que l'Instruction publique de l'Ambassadeur, & que dans une Négociation de cette importance un Ministre outre son Instruction publique en reçoit ordinairement une seconde qui doit demeurer secrète. Quant à la Lettre de Créance restée entre les mains des Héritiers de Justiniani, elle peut être un Duplicata, tel qu'il arrive souvent d'en expédier à ceux qui partans pour une Négociation, sont obligez de traverser des Païs, où ils courent le risque d'être volez en chemin. D'ailleurs il paroît par les Auteurs Vénitiens que Justiniani fut envoyé deux fois coup sur coup vers Maximilien après la Journée d'Agnadel. Ces Auteurs disent bien qu'à son premier Voyage il ne fut pas admis à négocier, mais ils ne rapportent pas qu'il ait été renvoyé sans traiter à son second Voyage à Lintz. Ce sera pour lors, dit la Cueva qu'il aura prononcé sa Harangue. Le récit que les Ecrivains ses Compatriotes font de sa seconde Commission & de son second Voyage, est conçu en des termes qui induisent à croire qu'il prononça véritablement le Discours rapporté par Guichardin. On est porté à n'en plus douter ajoûte l'Auteur de l'Examen, par ce que dit l'année suivante en pleine Diète l'Ambassadeur de France; Que les Vénitiens avoient demandé la Paix à genoux & crié miséricorde.

Enfin, l'Auteur de l'*Examen* répond avec une subtilité merveilleuse à l'objection des Auteurs Vénitiens, que Guichardin

1509.

din est le seul qui ait eu connoissance de ce Discours & qui en ait fait mention. Cet habile Ecrivain parle très sensément sur le respect que Guichardin doit avoir eu pour lui-même, lui qui étoit homme de qualité & qui publioit de son vivant l'Histoire de son propre tems. La Cueva le justifie donc par des raisons très spécieuses du soupçon d'une fiction si hardie, laquelle passeroit de bien loin les petites libertez que l'Histoire permet à ceux qui l'écrivent, quand ils font parler leurs personnages. Cette fiction auroit été une imposture exécrationnable & qui eût couvert de honte Guichardin. Si le Cardinal de la Cueva eût écrit son Livre quelques années plus tard, il auroit pû employer autre chose que des raisonnemens pour justifier la bonne foi de Guichardin, & réfuter les Auteurs Vénitiens sur le silence des autres Ecrivains à l'égard de ce Discours. En 1613. Jacques * Treterus Conseiller d'Etat du Duc de Poméranie fit imprimer la Harangue d'Antoine Justiniani en Latin, comme une Pièce originale, & il rendit compte de la manière dont il l'avoit recouvrée.

Le Cardinal de la Cueva dédaigna de répondre à Pierre Justiniani, dont le Livre étoit imprimé long tems avant l'*Examen*. Il affecte toujours de ne faire aucune mention de cet Historien, soit pour réfuter les raisons qui lui sont particulières, soit pour tirer avantage de ce qu'il avouë ; talent que

* Voyez le Volume des Recueils de Goldast, intitulé, *Politica Imperialia*, p. 977.

que ce Cardinal possédoit mieux que personne. La Cueva avoit sa raison pour prétendre cause d'ignorance de ce que dit Justiniani du prétendu Discours de son Parent l'Ambassadeur. Une des raisons de la Cueva la plus séduisante, c'est que les Justiniani ne s'étoient jamais récriez contre une imposture qui eût été forgée au dépens de Justiniani l'Ambassadeur. Ce fait est démenti par les plaintes de Justiniani l'Historien.

Deux Auteurs ont écrit contre le Livre de *l'Examen de la Liberté originaire de Venise*, un Italien & un Hollandois. L'Italien est un Génois nommé Raphaël de la Torre *, assez connu par d'autres Livres de Politique. Il se contente de dire qu'il ne veut pas disputer à l'Auteur de *l'Examen* que la Harangue en question n'ait été prononcée véritablement par Justiniani, mais il prétend † que même en la supposant authentique, les ennemis de la Liberté originaire de Venise, n'en sçauroient tirer contre elle aucune conclusion solide. Après avoir vû le contenu de la Harangue de Justiniani, il est bien difficile de s'empêcher de condamner les raisonnemens du Génois même avant de les lire, & on ne se repent point de sa prévention après les avoir lûs.

Le Hollandois qui a écrit contre le Livre de la Cueva est un Jurisconsulte de Delft, Theodore Graswinckel *, très connu pour être l'Auteur de beaucoup de Livres. estimez, sur le Droit public des Na-

D 7

tions.

1509.

* Son Livre intitulé *Lo squittinio squittinato*, fut imprimé à Venise en 1654.
† Pag. 318.

* Son Livre fut imprimé en 1632.

1509.

tions. Je ne dois pas cacher qu'il faisoit profession d'être le Champion de la République de Venise. Personne n'ignore que lors que le Duc de Savoye Victor Amédée Premier prit le titre d'Altesse Royale, cette nouveauté fut la cause de plusieurs contestations entre la Maison de Savoye & différentes Puissances, & sur tout entre cette Maison & la République de Venise. Le Père Monod ayant écrit en faveur du Duc de Savoye un Traité du titre Royal, qui fit beaucoup de bruit, Grafwinckel fut un de ceux qui écrivirent contre. Il réfuta le Livre du Père Monod par une Réponse * qui ne laissa point de lieu à une Réplique. Du moins cette Réplique † n'a-t-elle paru que près de soixante ans après la Réponse de Grafwinckel, & Monsieur le Président de l'Echéraine qui en est l'Auteur jugea même à propos en l'écrivant de changer l'état de la question, & de commencer par abandonner la plupart des propositions du Père Monod. Mais si Grafwinckel * a été le Champion de la République, il assure positivement qu'il n'étoit point à ses gages, & que le seul dessein de rendre gloire à la vérité lui a mis la plume à la main. Il réfute au long les raisons dont le Cardinal de la Cueva s'est servi pour réhabiliter la Harangue de Justiniani, & il prétend qu'il n'y a rien de plus clair que la supposition de cette Pièce. Tout habile qu'il étoit, il ne paroît pas qu'en cette occasion il décrédite son adversaire ni qu'il persuade son Lecteur.

II.

* Imprimée en
1644.
† Imprimée en
1702.

* De Jure
precedent.
inter
Remp
Venet. &
D Sabau-
diz cap. 1.

1509.

De finibus
Imperii l.
2. c. 23.

Il y a plus d'ornement dans ses raisonnemens que de solidité, & les étrangers disent nettement qu'il a échoué dans ce Factum tout capable qu'il étoit de bien défendre une bonne cause. Conringius décide qu'il n'a pas détruit les raisonnemens de l'Auteur qu'il a entrepris de réfuter. Ce fameux Jurisconsulte Allemand insère même la Harangue de Justiniani dans son Livre comme une Pièce incontestable : mais par une faute dont ceux qui connoissent son inattention ne seront pas surpris, il la transcrit sur la Traduction Latine de Guichardin par Cælius Secundus, au lieu de rapporter l'Original. Le sentiment de Conringius à cet égard ne doit pas être rejeté sans examen comme celui d'un Auteur partial contre les Italiens. Il est assez équitable envers les Vénitiens ; & quoi qu'il écrive son Livre pour mettre dans la mouvance de l'Empire tout ce qui se trouve au bout de sa plume, il n'est pas de l'avis de l'Auteur de l'*Examen*, sur la liberté originaire & sur l'indépendance perpétuelle de la Ville de Venise.

Quoi qu'il en soit de ce Discours fameux, il n'eut point d'effet, & Justiniani revint à Venise sans avoir réussi dans son Ambassade. Le Pape ne se montra pas plus traitable que l'Empereur. Il ordonna même qu'on fit prisonnière la Garnison & les Officiers de la République, quand ils évacuèrent le Château de Ravenne. Les Auteurs Vénitiens disent que la Garnison ayant capitulé en conséquence des ordres du Sénat,

de

1509.

de sortir vies & bagues sauvées, les Officiers du Pape contre la parole donnée & reçüe la firent prisonnière de Guerre. D'autres Auteurs racontent que les choses s'y passèrent à l'ordinaire, & que faute de vivres la Garnison Capitula de se rendre prisonnière de Guerre.

Jules II. déjà possesseur de tout ce qu'il devoit recouvrer sur les Vénitiens se montra donc fort altier, quand les Cardinaux Grimani & Cornaro^{*} lui demandèrent au nom de leur Patrie le relâchement des Censures, en restituant ce qu'elle tenoit dans les Domaines de l'Eglise, dans le terme de vingt-quatre jours portez par la Bulle qui avoit fulminé ces Censures. Il demeura ferme à refuser la révocation & à ne point permettre aux Ambassadeurs que la République envoyoit recevoir sa bénédiction, de se présenter devant lui. Il alléguait que les Vénitiens ne lui offroient pas encore toute la satisfaction qui lui étoit due : Qu'avec les Terres usurpées sur le S. Siège, ils devoient rendre les fruits qu'ils en avoient reçus ; Que pour accomplir entièrement le Monitoire il falloit encore qu'ils fissent raison de leurs entreprises téméraires sur la juridiction Ecclésiastique, & qu'ils ne devoient attendre ni indulgence ni secours de Rome, qu'ils n'eussent exécuté sa Bulle dans tous ses points.

La Seigneurie fut également surprise & irritée de l'inclemence de Jules II. envers une République humiliée, à laquelle il devoit la Thiare. Bembo dit qu'il n'y eut point.

point d'inveſtive qu'on ne fit contre lui dans le Sénat, quand on y lut les dépêches des Cardinaux qui rendoient compte de ſon inflexibilité. Marc Lorédan Fils du Doge, propoſa même d'envoyer ſur le champ un Ambaſſadeur au Grand Seigneur pour lui demander du ſecours, *contre ce Boureau du Genre Humain qui prenoit la qualité de ſon Pere commun.* Son avis aplaudi par beaucoup de Sénateurs, fut ſur le point de faire la *Partie*, ou le Decret du Sénat. Mais les plus Sages ramenèrent les emportez qui ſe rendirent à leurs raiſons, & la réſolution du Sénat fut conforme non pas à ſon dépit, mais à la ſituation des affaires. L'unanimité du Sénat de Veniſe, fut une des premières cauſes du Salut de la République dans ces terribles dangers. Les paſſions ſemblerent bannies de ce Corps. Les réſolutions ſ'y prirent non ſeulement avec droiture, mais encore avec autant de célérité & de ſecret, qu'elles ſe prennent dans le Cabinet d'un Prince, & ces réſolutions ſouvent commiſes à ceux qui avoient opiné contre, furent toujours exécutées avec autant de promptitude que l'eſt la volonté d'un Maître.

La fierté de Jules II. vouloit forcer la République à de plus grandes humiliations. Quelque mortifiant que fût le parti de le ſatisfaire, on ſe réſolut de le prendre comme le plus ſage, & peu de jours après le Pape reçut des Lettres du Doge remplies d'une ſoumiſſion ſans réſerve. Il le prioit ſeulement par ces Lettres d'admettre ſix

Am-

1509.

L. 8. 6.

118.

1509.

Ambassadeurs que la République envoyoit demander l'absolution des Censures qu'elle avoit encouruës, à lui baiser les pieds, & à lui donner toutes les satisfactions que Sa Sainteté pourroit desirer.

La passion de Jules étant satisfaite en toute manière, il commençoit à raisonner de sens froid sur les suites dangereuses d'une Ligue qu'il avoit formée pour la contenter. Sa Réponse aux Lettres Ducales fut celle d'un Père à qui son Fils demande la larme à l'œil d'oublier ses fautes. Il fit plus. Malgré les instances des Princes Liguez, qui lui représentoient qu'il contrevenoit au Traité de Cambray, il proposa dans le Consistoire d'admettre les Ambassadeurs de la République, dont il parla pour la première fois depuis long-tems en Père. Les Cardinaux lui conseil-
lèrent de le faire, & il suivit leur avis parce qu'il étoit conforme au sien.

Les grands maux rendent sensibles aux petites consolations. La démarche du Pape commença de rassurer les Vénitiens, mais ils furent encore plus encouragés par le procédé religieux de Louis XII. Ce Prince s'abstint scrupuleusement de rien occuper dans le partage de Maximilien, & il renvoya à ses Ambassadeurs les Députés de Vérone qui lui apportoit les clefs de leur Ville. Ainsi Louis XII. ne s'avança point même jusques à Vérone. Cela montre la fausseté du récit qui se trouve dans quelques Historiens François, que ce Prince s'étant avancé jusques sur le bord des
La-

Brantôme,
éloge de
Louis XII.
Mézerai
Histoire de
Louis XII.

Lagunes, il fit tirer de là des volées de Canon sur la Ville de Venise.

1509.

Ceux de Vérone firent donc serment de fidélité à Maximilien & les Padouans & les Vicentins suivirent leur exemple. Les Trévísans au contraire chassèrent ceux qui vinrent pour recevoir le leur, & les Vénitiens qui commençoient à s'apercevoir que leur découragement avoit été plus loin que leurs malheurs, y renvoyèrent des Troupes.

Après la modération du Roi de France, rien ne contribua tant à leur rendre le courage que l'indolence de Maximilien, dont jusques-là le nom seul s'étoit fait entendre en Italie. Quoi que ce Prince eût promis solennellement de commencer sa Campagne avant l'expiration des quarante jours que lui donnoit le Traité de Cambray, à compter du jour de la rupture ouverte par la France, il ne l'avoit point fait & il s'étoit arrêté à Inspruck. Ce n'est pas qu'il n'eût touché plus d'argent qu'il ne lui en falloit pour la dépense de la Campagne. Le Roi de France lui avoit déjà payé les cent mille écus d'or qu'il lui devoit donner pour le Relief & l'Investiture du Fief de Milan. Le Pape même lui avoit fait toucher 150. mille écus d'or tant de l'argent de la Chambre, que de celui d'un dépôt qui étoit en réserve en Allemagne pour être employé dans une Guerre contre les Infidèles. Mais peu de chose de cet argent avoit été employé, le reste avoit été dissipé, & l'Empereur oisif attendoit à Inspruck

1509.

pruck que ses Alliez ou la fortune le servissent. Enfin sur les instances réitérées du Pape qui vouloit donner à Louïs XII. un Concurrent en Italie, ce Prince s'étoit avancé à Trente. Il y étoit encore quand les Vénitiens abandonnèrent l'Etat de Terre ferme: mais sans venir plus avant, il se contenta d'envoyer recevoir le serment de fidélité des Villes de son partage. Il écrivit de là une grande Lettre de remerciement au Roi de France, dont les exploits le mettoient en possession sans qu'il eût tiré l'épée, de ce qu'il étoit obligé de conquérir. Pour témoigner plus hautement sa reconnoissance, il fit même brûler son Livre rouge.

L'Empereur étoit donc encore à Trente un mois après la Bataille d'Agnadel, quand le Cardinal d'Amboise l'y vint trouver de la part de son Maître pour lui offrir toutes sortes de secours, & pour l'inviter à une entrevûe avec lui. On convint du tems & du lieu qui fut près de Garda, où étoit alors la Frontière des Etats de la France & des Païs Héréditaires. Maximilien partit même pour venir au rendez vous, mais il ne passa point Riva d'où brusquement il retourna vers Trente. Son excuse auprès de Louïs XII. fut qu'il étoit obligé de partir sur le champ, pour aller promptement donner ordre à des mouvemens survenus dans le Frioul. On dit que le véritable motif de ce retour précipité, furent les réflexions qu'on lui fit faire sur la suite chétive & peu leste qui l'ac-

l'accompagnoit. Il crut apparemment qu'il ne pouvoit pas avec un tel Cortége paroître à côté d'un Roi de France entouré d'une Cour brillante sans avilir la Dignité Impériale, & sans donner lieu à des comparaisons mortifiantes pour lui. On ne put renouer l'entrevûe quand elle eut été une fois rompue. Ainsi le Roi de France prit le chemin de Milan, d'où peu de jours après il partit pour repasser les Alpes.

Maximilien continua de séjourner à Trente. Il y vécut dans une négligence de ses affaires si totale qu'il obmit même d'envoyer des Garnisons dans les Places de l'Etat de Terre ferme qui étoient tenues en son nom. Le séjour de ce Prince à Trente n'est mémorable que par l'Investiture du Duché de Milan qu'il y fit expédier en faveur de Louis XII. Pour cette fois il la donna en bonne forme comme il s'étoit obligé de le faire par un Article du Traité de Cambray. Le Roi Très-Chrétien avoit bien obtenu précédemment une Investiture de cet Etat datée du 7. d'Avril 1505. & expédiée à Haguenau, mais il ne s'en tenoit pas pour content.

En premier lieu, cette Investiture ne faisoit aucune mention du droit que l'Investi avoit au Fief du chef de Valentine Visconti son Ayeule. Il sembloit par ce silence affecté que Louis XII. tint l'Etat de Milan de la courtoisie de l'Empereur & non de son Droit. Cependant Louis
XII.

1509.

XII. soutenoit qu'après l'extinction de la Postérité masculine de Jean Galeas Viscomti Premier Duc de Milan, le Fief de Milan étoit passé de droit à Valentine Viscomti, Fille de Jean Galeas, & à la Postérité de cette Princesse dont il étoit l'aîné. C'étoit comme Héritier de Valentine que Louïs XII. avoit chassé de Milan les Sforzes qui s'en étoient emparez après la mort des Viscomti ses grands Oncles, & qu'il s'étoit mis en possession de ce Fief comme de son Patrimoine.

Fait en
1387.

Le titre de Louïs XII. étoit le Contrat de Mariage de son Ayeul Louïs Duc d'Orleans Fils de Charles V. Roi de France avec Valentine Viscomti. Par ce Contrat de Mariage Jean Galeas Viscomti Père de Valentine l'appelloit elle & sa Postérité à succéder à l'Etat de Milan au défaut de la Postérité masculine de lui Jean Galeas. Véritablement le Contrat de Mariage n'avoit pas été ratifié par l'Empereur comme il semble qu'un tel Acte le devoit être. Ce n'est pas que l'Empire fut alors vacant, parce que les Electeurs n'auroient pû s'accorder ni convenir d'un choix, comme le dit Paul Jove. Mais l'Empire étoit réputé vacant attendu la démence notoire de l'Empereur Venceslas qui étoit dans un de ses fâcheux intervalles. Cassan a fait la même faute que Paul Jove, mais ce n'est pas la seule qu'il fasse à cet égard.

Cerio. l. 3.
f. 260.

Mediola-
num ad
Aurelian.
devolu-
tum.

Recherche
des Droits
de la Cou-
ronne,
p. 373.

Ce qui étoit presque alors la même chose, le Contrat de Mariage de Valentine avoit été approuvé & confirmé par le Pape d'A-

d'Avignon Clément VII. La Patrie de toutes les Parties Contractantes la France & l'Etat de Milan, étoient alors dans son obéissance. Personne n'ignore que les Papes prétendent d'avoir un Droit de supériorité sur l'Empire qui leur donne le pouvoir en beaucoup d'occasions d'exercer la Puissance Impériale. Le même Pape Clément VII. dont je parle, dit dans l'Investiture d'un Fief Impérial dont il revêtoit Louïs d'Anjou. *Qu'il le fait en vertu de son Droit reconnu de supériorité sur l'Empire.* Que les Papes en certains cas puissent administrer l'Empire, c'est un Droit que beaucoup d'Auteurs leur attribuent, même le plus habile des Jurisconsultes Politiques, quoi qu'il fût Protestant. Il y a des cas où il soutient que les Papes peuvent investir des Fiefs Impériaux. Les Allemands ne sçauroient du moins contester aux Papes d'avoir été en possession de l'exercice de ce Droit d'administration en certains cas, dans les tems où le Pape Clément VII. confirma le Contrat de Mariage de Valentine Viscomti. Il seroit trop long de citer tous les exemples qui se pourroient alléguer. Je me contenterai de dire qu'avant le Contrat de Mariage de Valentine, on avoit déjà vû deux Seigneurs de Milan prendre des Investitures de leur Fief des Papes en des cas à peu près pareils à celui où cet Acte fut confirmé par Clément VII. Ces Investitures prises par deux Seigneurs de la même Maison que Valentine, Jean & Luchin Viscomti,

1509.

Bodin. de
Rep. l. 1.
c. 9.Codex Di-
plom. tom.
1. p. 239.Grotius de
Jure. lib 2.
c. 9. p. 11.

En 1341.

1509.

comti, furent tenuës pour valables, & eurent leur effet en leur tems.

Huit ans après le Mariage de Valentine, l'Empereur Venceslas qui se trouvoit alors dans un de ses bons intervalles, avoit érigé Milan en Duché en faveur de Jean Galeas Viscomti. Le Diplome ou les Lettres Patentes d'érection en furent expédiées à Prague en 1395. l'onzième jour de Mai. Jusques-là Jean Galeas avoit régné comme ses Ancêtres dont le Droit étoit réellement émané du consentement des Peuples qui les avoient reconnus pour leurs Princes & leurs Protecteurs héréditaires. Ce n'étoit guère que par bien-séance que ces Viscomti avoient pris la qualité de Vicaires de l'Empire, & qu'ils avoient rendu quelques hommages aux Empereurs. C'étoit leurs exploits & le consentement des Peuples qui les avoient mis en possession du Gouvernement de l'Etat de Milan. Monsieur Leibnitz a rendu publique cette Investiture originale de Jean Galeas dont le Corio n'avoit donné qu'un extrait peu exact. Si les Filles de Jean Galeas n'y sont pas appellées distinctement à succéder à son Fief, aussi n'y a-t'il rien qui puisse prouver qu'elles en soient exclues. Les Descendans de Valentine Viscomti expliquoient en leur faveur le silence de l'Investiture de Venceslas, qui ne pouvant pas ignorer le Droit que le Contract de Mariage de cette Princesse lui acquéroit pour elle & pour sa Postérité, n'avoit néanmoins rien inséré dans son Diplome qui put

Codex
Diplom.
tom. 1.
p. 257.

pût l'abroger. Ces Descendans ajoûtoient avec raison que Jean Galeas Père de Valentine n'auroit jamais fait publier ce Diplome s'il eût pu préjudicier au Droit de ses Filles. Jean Galeas étoit en pleine & paisible possession de son Etat de Milan long-tems avant que Venceslas se fût avisé de le lui faire expédier. Il y est même clairement énoncé que l'Empereur l'expédioit de son propre mouvement & sans en avoir été aucunement requis par l'Investi. C'est-à-dire que l'Empereur Venceslas avoit fait l'Acte d'érection en Duché plus pour conserver les Droits de l'Empire sur l'Etat de Milan, que pour relever & améliorer la condition de Jean Galeas, quoi que depuis, cette érection ait été un des griefs des Allemands contre Venceslas quand ils le déposèrent.

Louïs XII. qui n'avoit que des Filles avoit un intérêt très grand de ne point laisser subsister l'omission de son Droit qui se trouvoit passé sous silence dans l'Investiture donnée à Haguenau. Cette omission jointe avec l'Investiture du dernier Duc de Milan avant lui, Louïs Sforze dit le More, auroit fait une preuve de la Masculinité du Fief de Milan, très préjudiciable à ses Droits & très favorable aux prétentions des Allemands. Après la mort du dernier Viscomti l'Empereur Frédéric III. avoit réclamé le Fief de Milan comme dévolu à l'Empire. L'Investiture de Louïs le More lui avoit été donnée à Anvers par l'Empercur régnant Maximilien I.

1509.
Hist. l. 6.
fol. 473.
Ib. fol.
479.

le 5. de Septembre 1494. Le Corio nous a donné cet Acte en entier. Quoi que les Femelles y soient exclues de toute Succession au Fief de Milan, l'Investi s'en étoit contenté & il l'avoit fait publier solennellement.

En second lieu, l'Investiture imparfaite expédiée à Haguenau ne comprenoit que la Postérité mâle du Roi Louïs XII. & au défaut de cette Postérité celle de ses Filles, ou autres Héritières qui épouseroit le Petit-Fils de Maximilien, Charles alors Duc de Luxembourg & depuis Empereur sous le nom de Charles Quint. Charles devoit même aux termes de l'Investiture succéder au Fief de Milan conjointement & inséparablement avec sa future Epouse à laquelle il paroissoit plutôt donner le Droit que le recevoir d'elle. Enfin, quoi que la Postérité de Valentine ne fût pas bornée à la Descendance personnelle de Louïs XII. aucun autre que les susnommez n'étoient appellez à reprendre le Fief de Milan dans l'Investiture de Haguenau. Sans parler des mauvaises suites que cette Investiture informe pouvoit avoir dans l'avenir éloigné, elle étoit à la veille de jeter Louïs XII. en de fâcheux embarras. La résolution de ce Prince s'il ne pouvoit pas élever de Garçons, étoit de marier Claude de France sa Fille aînée Héritière de l'Etat de Milan au Comte d'Angoulême son Successeur présomptif à la Couronne de France. Suivant les Loix de l'Investiture de Haguenau, cette Princesse n'au-

n'auroit pu porter en Dot l'Etat de Milan
au Comte d'Angoulême. 1509.

Le Roi stipula donc dans le Traité de Cambray que Maximilien lui feroit expédier une seconde Investiture de l'Etat de Milan conforme à son Droit. Ce fut celle que l'Empereur délivra à Trente au Cardinal d'Amboise le 14. de Juin 1509. Cette Investiture énonce en premier lieu le Droit de Louis XII. comme descendu de Valentine Visconti, & on peut dire qu'elle reconnoît ainsi pour valable la confirmation du Contrat de Mariage de cette Princesse faite en son tems par le Pape. Ensuite l'Investiture comprend les Descendans mâles du Roi, & puis ses Filles de leur chef & à qui, que ce soit qu'elles se marient. Enfin elle embrasse la Ligne collatérale de Louis XII. Le Comte d'Angoulême y est même compris en son nom, & lui & sa Postérité venans à manquer, les autres Héritiers de Valentine sont appelés à reprendre le Fief en leur rang.

Cependant la République de Venise parvenue au plus bas de sa chute, alloit commencer à se relever. Maximilien ne fortoit pas de son indolence. Croyant que la fortune & les soins de ses Alliez, lui devoient conserver les acquisitions qu'ils lui avoient procurées, il se contentoit d'envoyer dans ses conquêtes des Gouverneurs plutôt avec des escortes, qu'avec des Garnisons. Ces Officiers néanmoins faisoient tous les jours de nouvelles concussions sur des Peuples, qui avoient bien appris sous

1509.

le Gouvernement Vénitien à souffrir l'arrogance dans leurs Maîtres, mais non le brigandage. Le mécontentement devint universel parmi eux, & bien-tôt il devint public. C'est ce qui fit résoudre dans le Sénat qu'on tenteroit la surprise de Padouë. On sçavoit que le Peuple y étoit mécontent des Allemands, qu'il souhaitoit de retourner sous l'obéissance de la République, & qu'il n'en étoit empêché que par une apparence de Garnison. Un grand nombre de Sénateurs, sur tout le Doge Lorédan s'opposèrent à cette entreprise, & Justiniani nous a même donné le Discours que ce Prince fit dans le Sénat pour l'en dissuader. Il représenta avec beaucoup de sens, qu'il ne falloit pas irriter par une tentative périlleuse, des ennemis auxquels on n'étoit pas en état de résister. Mais Louis Molino qui étoit le Promoteur de l'entreprise, harangua si vivement pour la surprise de Padouë qu'il fit résoudre l'entreprise. On peut dire que c'est à ce Noble que sa République doit ce qu'elle possède aujourd'hui dans l'Italie, au delà du Dogat. L'entreprise qui rouvrit aux Vénitiens la porte de la Terre ferme fut faite dans le tems fatal. Maximilien arriva peu de jours après en Lombardie, & les Troupes qu'il amena avec lui l'auroient renduë impossible. André Gritti chargé de l'expédition y conduisit l'Armée qui étoit réduite à cinq mille hommes d'Infanterie, quatre cens hommes d'armes & deux mille Albanois. Son entre-

treprise réussit, & le 18. de Juin il se rendit maître de la Place, à la faveur du Peuple qui lui ouvrit les portes après avoir pris les armes contre les Allemands. Cet événement causa une joye incroyable à Venise. On y compta que l'orage arrivé à son période commençoit à s'apaiser. Toutes les Eglises célébrèrent des jours de Fêtes, & il sembloit qu'une Paix honnête fût déjà prochaine. Le Commerce & les autres Négociations reprirent du moins leurs cours ordinaires à Venise, les actions sur l'Etat & sur les particuliers redevinrent des effets réels, & on y recommença de vendre, d'acheter & de prêter avec confiance, sur le pié d'une situation stable, & d'un état permanent. Le 18. de Juin est même encore aujourd'hui dans cette Ville un Jour de Fête, qui s'y célèbre avec pompe & avec allégresse.

Padouë prise, tout son Territoire retourna sous l'obéissance de la République. Les Peuples de la Campagne qui de tous ses Sujets sont les mieux traités & les plus attachés au Gouvernement, s'y soumirent à l'envi. Elle trouva encore moyen de recouvrer Legnago qui lui rendoit un passage sur l'Adige, & qui ouvroit la porte à de plus grandes espérances.

Le Sénat convaincu par ce qui venoit d'arriver, de quelle importance il étoit, que les Sujets de la République fussent excités à se dévouer à son service, fit une chose sans exemple dans les derniers Siècles. Il publia un Decret par lequel il

Bembo,
l. 9.

1509.

s'engageoit d'indemniser des Deniers publics ses Sujets fidèles, de toutes les pertes qu'ils avoient faites, & de toutes celles qu'ils pourroient faire dans le cours de la Guerre présente. Ceux qui se fièrent à la promesse du Sénat n'eurent pas de sujet de s'en repentir. Il leur tint parole avec la religion d'un particulier. D'un autre côté le Sénat n'eut pas lieu de regretter son argent. Jamais Peuples ne servirent leur Prince avec autant de zèle & de dévouement, que le firent les Peuples de l'Etat Vénitien dans tout le cours de la Guerre de Cambray: mais malheureusement pour la République, ils n'étoient pas aussi braves Soldats que fidèles Sujets.

Le changement que la surprise de Padouë devoit apporter dans les affaires des Princes Confédérez, n'empêcha point Louis XII. de s'en retourner en France. Il ne partit néanmoins qu'après avoir renouvelé la Ligue de Cambray avec le Pape, & après avoir terminé le différent qu'il avoit avec sa Sainteté sur la nomination aux Evêchez de ses Etats. Il fut convenu à cet égard que le Pape donneroit à son gré ceux qui étoient actuellement vacans, mais qu'il ne conféreroit que sur la présentation du Roi ceux qui tomberoient à sa Collation à l'avenir. Cette Convention fut une des causes de la broüillerie qui fait la partie la plus curieuse de l'Histoire de la Ligue de Cambray.

Louis XII. en partant d'Italie, laissa la
Palisse

Palisse & sous lui sept cens Lances à la garde de l'Etat de Milan, avec commission d'obéir aux ordres qui lui viendroient de l'Empereur, & de veiller aux intérêts communs. La première expédition de cet Officier fut de conserver aux Allemands Vicenze & Vérone. Leurs Habitans y appellèrent les Vénitiens, représentant la bonne intention des Peuples, & la foiblesse des Garnisons Impériales. L'Armée de Venise se mit donc en Campagne dans l'espérance d'entrer dans ces deux Places, comme elle étoit entrée dans Padouë & dans Legnago. Mais l'approche des François qui avoient été informez de sa marche assez à tems pour traverser son entreprise, l'obligea de se retirer sous Padouë.

Si les Vénitiens manquèrent ce coup, ils eurent sujet de s'en consoler par une aventure heureuse à laquelle ils ne s'étoient pas attendus, & qui leur donna le plaisir de se venger d'un Prince qui de leur Soldat s'étoit fait leur ennemi. Le Marquis de Mantouë s'en alloit joindre la Palisse à Vérone, & il campoit à l'Isola della Scala sans guet & sans garde, se croyant assez éloigné de l'ennemi pour ne pas s'assujettir aux précautions militaires. La Garnison de Legnago surprit sa troupe & la fit prisonnière. Le Marquis se sauva bien au premier bruit de la Camifade, & il se cacha même si heureusement dans un champ de menu grain, qu'on cessa de le chercher. Mais le Païsan auquel il s'adressa pour avoir un Guide qui le conduisît à Vérone le tra-

1509. hit. Il fut pris & conduit à Venise en triomphe.

D'un autre côté la Négociation qui se faisoit à Rome pour obtenir l'absolution du Pape & pour réconcilier la République avec lui, commençoit à promettre une heureuse conclusion. Les six Ambassadeurs Vénitiens y avoient été reçus, quoi qu'avec l'obligation d'arriver de nuit & sans aucune pompe. Si le Pape ne les avoit pas encore voulu admettre à lui baiser les pieds, il ne laissoit pas de négocier avec eux par l'entremise du Cardinal de Naples. L'Ambassadeur d'Angleterre Christophe Bembice Archevêque d'Yorck, interposoit encore en leur faveur une Médiation pour laquelle Jules II. avoit beaucoup de déférence. Ce Ministre engagea même le Pape de refuser à Maximilien les Galères de l'Eglise qu'il empruntoit pour faire une entreprise sur la Ville de Venise. Cette entreprise étoit peut-être chimérique, mais comme ce Prince avoit eu l'agrément de Louis XII. pour y employer les Troupes Françoises, il parut que le Pape empêchoit seul son exécution & seul préservoit Venise. L'Empereur sembla s'en consoler par le projet du Siège de Padouë dont la prise le mèttroit en état de tenter sur Venise d'autres entreprises. Enfin il se disposa à passer les Montagnes pour s'avancer dans le Vicentin, comptant de trouver soumis des Peuples qui lui avoient déjà prêté Serment de fidélité. Mais il fut obligé de rendre un Combat à chaque pas qu'il

qu'il fit dans la Montagne. Les Païsans avoient pris les armes, & par tout il les trouvoit dans le même tems en tête, en queue & sur les flancs. Les Auteurs Contemporains disent que les Allemands s'étoient attiré la haine de ces Montagnards, par des cruantez qu'ils appellent une *barbarie Tedesque*. Sur tout ces Historiens racontent avec horreur que leurs chiens étoient dressez à chasser aux enfans & aux femmes comme aux bêtes fauves, & à leur faire le même parti quand ils les avoient atteints. Les Allemands entr'autres disgraces, perdirent beaucoup de monde à l'attaque d'une Caverne où les Païsans avoient renfermé leurs meilleurs effets. Un gros de Maraudeurs de l'Infanterie Vénitienne qui vivoit alors sans discipline, s'y étoit rendu pour la piller. Mais ces Voleurs trouvant le Païsan en posture de défendre son bien, changèrent leur brigandage en charité. Ils s'offrirent d'aider à repousser l'ennemi commun. Le lendemain les Allemands attaquèrent la Caverne, mais les Vénitiens les rebutèrent de manière que beaucoup d'entre eux se débandèrent, dégoûtés de faire la Guerre en un Païs où le pillage seroit si difficile. Enfin, l'Armée Impériale arriva dans le Vicentin déjà très diminuée avant d'avoir vu les étendards des ennemis. Maximilien y séjourna quelque tems pour la faire reposer, & pour donner le loisir aux Troupes de ses Alliez de le joindre.

Le Siége dont ce Prince faisoit les ap-
E 5
prêts

1509.

prêts devoit décider encore une fois de la destinée de la République. Si Maximilien témoignoit beaucoup d'ardeur pour le faire avec succès, les Vénitiens prenoient beaucoup de soin pour faire échouer l'entreprise. Le Comte de Pitigliano Général des Armées de la République fut choisi pour Gouverneur de Padouë. La Garnison qu'on mit dans la Place, ce fut l'Armée entière. Elle parut encore trop faible vû la conséquence dont étoit Padouë, & on y jetta tout ce qu'il fut possible de rassembler de bonnes Milices. Enfin sa Garnison se trouva être de près de vingt-cinq mille hommes. Les provisions de guerre & de bouche qu'il fut possible de ramasser y furent mises, & un peuple d'ouvriers fut employé à travailler à ses fortifications. Tout le monde étoit reçu à proposer des expédiens pour en assurer la défense, & le Doge tint en cette occasion un procédé digne d'un Romain Contemporain de Furius Camillus. Les Historiens le font tous haranguer en plein Sénat à ce sujet, mais ils rapportent chacun un Discours différent. Néanmoins ils donnent tous le leur pour le véritable. Il est certain qu'alors les Harangues étoient d'un usage très commun; mais il est évident par beaucoup d'exemples pareils à celui-ci, que celles que les Historiens rapportent sont souvent l'ouvrage de leur imagination, & qu'amoureux de leur esprit, ils ont substitué fréquemment leurs pensées aux Discours de leurs Héros. L'impossibilité

bilité de discerner les Discours suposez d'avec les véritables, qui seroient la partie la plus curieuse de l'Histoire, fait qu'à moins d'une raison particulière, on ne transcrit pas ici les Harangues dont les Historiens du seizième Siècle ont embelli leurs Ouvrages.

Ce qui est certain, c'est que le Doge Lorédan demanda au Sénat qu'il fut permis à ses enfans de s'enfermer dans Padouë. Tous les Historiens conviennent que ce fut la substance de son Discours. Sa proposition fut reçue avec joye, & la jeune Noblesse piquée d'émulation y accompagna au nombre de trois cens Gentilshommes les Fils du Doge. Peu de tems après qu'ils y furent entrez l'Empereur vint camper à trois mille de Padouë. Il y attendit quelque tems l'Artillerie nombreuse qui lui arrivoit d'Allemagne. Ce fut là qu'il tenta de détourner le cours de la Brente, mais inutilement. Les Ingénieurs avoient mal nivelé & il se trouva que son lit étoit plus bas que le terrain par lequel ils prétendoient de la faire couler. Enfin toute son Artillerie étant arrivée il vint camper devant Padouë, & comme la vaste étendue de la Place l'empêchoit d'en faire l'investissement, il se contenta d'occuper tout le terrain qui s'étend depuis la porte de Sainte Croix jusqu'à la basse Brente. Maximilien n'avoit qu'une Armée médiocre par rapport à la grandeur de son entreprise. Y compris les Troupes que les Puissances Confédérées tenoient dans son Camp, il

1509.

ne comptoit sous ses étendars, que dix-sept cens hommes d'Armés & trente-deux mille hommes d'Infanterie. Aussi son dessein étoit de battre d'abord la muraille de la Place avec son Artillerie belle & bien servie, & d'y faire de telles brèches qu'il y pût passer à la tête de sa Gendarmerie.

Il dressa ses premières batteries vis à vis l'ouvrage qui est à côté de la porte de Sainte Croix. Mais comme il étoit avant le Siège l'endroit le plus foible de la Ville, il se trouvoit alors le plus fort. C'étoit celui où l'on avoit le plus travaillé & les ouvrages qu'on avoit élevé sur les flancs foudroioient les attaques, de manière qu'il fallut changer de dessein. L'Empereur transporta son attaque contre le Bastion qui est à côté de la porte par laquelle on sort pour aller à Venise. Le nombre de la Garnison & la nature du terrain y rendoient les approches très difficiles aux Assiégeans. Les sources qui sortoient de tous côtez inondoient la plupart des travaux avant qu'ils fussent perfectionnez, & les sorties réitérées de la Garnison & les alarmes encore plus fréquentes, obligeoient les travailleurs de quitter souvent les Instrumens à remuer la terre, pour courir aux armes..

Enfin il arrivoit devant Padouë tout ce qui arrive devant les Villes assiégées dont les défenses consistent moins en fortifications qu'en une Garnison composée d'une Armée. Un jour ne se passoit pas sans action : la Cavalerie légère des Assiégez venoit

venoit faire des prisonniers dans le Camp ennemi, & si nous en croyons les Auteurs Vénitiens, il faudroit que Tite Live revint au monde, afin que le Siège de Padouë sa Patrie fut écrit dignement.

L'avanture que je vais raconter ne contribua guère au succès du Siège, mais elle est trop singulière pour l'obmettre. Boutieres qui fut depuis Lieutenant Général de là les Monts pour le Roi François I. n'avoit alors que seize ans; néanmoins il étoit déjà Homme d'armes dans la Compagnie de Bayard. Dans une rencontre il fit prisonnier corps à corps un Officier de la Cavalerie légère des ennemis, fameux par sa haute taille & par sa force parmi les Albanois mêmes. Le nouveau David présenta son Goliath à l'Empereur, & on laisse à penser en quels termes il lui raconta son premier fait d'armes. Maximilien fut étonné du spectacle, & il ne put s'empêcher de témoigner à l'Albanais la surprise où il étoit, qu'un Colosse comme lui se fut laissé saisir par un enfant, qui de quatre ans ne porteroit poil au menton. L'Albanais sans songer aux conséquences du démenti qu'il alloit donner à Boutieres, alléqua l'excuse ordinaire des poltrons, qu'il avoit cédé au nombre, & qu'il s'étoit rendu à quatre Cavaliers qui l'avoient envelopé. Bayard présent à la conversation se tourne du côté de Boutieres & lui dit : Petit Garçon ceci touche votre honneur. Aussi-tôt cet enfant se leve sur ses pieds, pour parler en face au

1509.

Géant autant que sa petite taille le lui pouvoit permettre: Vous mentez, lui dit-il; Pour montrer que je vous ai pris seul, remontons à cheval & je vais vous tuer, ou vous faire crier quartier une seconde fois. Le preux Bayard permit le Combat, mais l'Albanois ne voulut point se faire battre davantage.

Enfin le Bastion qu'on attaquoit fut ouvert dans toutes ses faces, & l'Empereur y fit donner un assaut général. Les Allemands, les François & les Espagnols y montèrent séparés en trois Corps différens, afin que l'émulation qui est entre les Nations les fit donner avec plus d'ardeur. L'assaut fut terrible & l'Empereur vit même ses Drapeaux arbores sur le Bastion. Mais l'Artillerie de la Place qui voyoit à plein le revers de l'ouvrage, & les efforts de la Garnison en chassèrent les Assiégés. C'en fut assez pour rebuter Maximilien qui se dégoûtoit facilement de ses entreprises, & il leva son Siège quand il n'avoit encore duré que seize jours. De Padouë il se retira à Vicenze d'où il reprit le chemin de Vérone après avoir congédié son Armée. Il n'y resta qu'autant de tems qu'il en fallut pour s'aboucher avec Chaumont, & pour faire une chose que les Vénitiens ne doivent jamais oublier. Ce fut de donner au Duc de Ferrare l'Investiture de l'Etat d'Est dont sa Maison porte le nom. Maximilien le lui conféra comme un Fief Impérial dont le Domaine utile appartenoit dès long tems aux Seigneurs de

de cette Maison sous la mouvance de l'Empire. Immédiatement après ce Prince s'en retourna en Allemagne pour se préparer à la Campagne suivante, sans prendre d'autres mesures pour la conservation de ses nouvelles acquisitions, que de laisser à Vérone le Marck-Grave de Brandebourg avec quelques Troupes. Ces mesures n'étoient pas suffisantes dans la conjoncture présente : mais l'Empereur comptoit toujours, que sa fortune & ses Alliez suppleroient à sa négligence. Avant d'être arrivé à Trente il fut puni de son indolence & de sa présomption. Les Vénitiens reprirent Vicenze où les Habitans les appellèrent. Ils auroient repris de même Vérone sans d'Obigni qui conduisit en diligence trois cens Hommes d'armes François dans la Place. Ce ne fut pas seulement en Lombardie que la fin de la Campagne fut heureuse à la République. Les Vénitiens reprirent dans l'Istrie & dans le Frioul plusieurs Places qu'ils y avoient perduës ; mais leur entreprise sur Ferrare quoi que malheureuse rendit plus de réputation à leurs armes que ces heureux succès. Elle apprit à toute l'Europe qui les croyoit anéantis qu'ils avoient encore bien des forces pour se défendre ; puis qu'il leur en restoit assez pour attaquer. Les Vénitiens pouvoient faire des entreprises plus utiles & moins dangereuses. Trévisani qui devoit commander la Flote destinée à cette expédition, représenta même vivement à quels périls elle seroit exposée s'il lui falloit naviger

1509.

viger & faire la guerre dans le mois de Décembre où l'on étoit déjà. Mais le desir de se venger du Duc de Ferrare qui avoit plus irrité les Vénitiens en prenant de l'Empereur l'Investiture d'Est que par toutes ses autres hostilités, l'emporta sur les remontrances de Trévifani. Il fut résolu dans le Sénat que la Flote composée de dix-sept Galères & d'un grand nombre d'autres Bâtimens mettroit incessamment à la voile, & qu'après avoir saccagé le Ferrarois, elle viendrait faciliter le passage du Pô à l'Armée de Terre destinée pour faire le Siège de Ferrare. La Flote partit donc très bien équipée & ravageant tout ce qui se trouvoit à droit & à gauche, elle remonta le Pô jusqu'à Lago Oscuro Village où l'on débarque ordinairement pour aller à Ferrare, qui est éloignée d'environ trois milles du grand bras de ce Fleuve. On y mit à terre les Coureurs qui furent brûler la Maison de Plaisance du Duc; mais pour procéder à une entreprise plus sérieuse, il falloit que l'Armée de Terre qui s'étoit avancée jusques sur la rive gauche du Pô vis à vis Lago Oscuro, passât le Fleuve & vint du côté où est bâti Ferrare. Trévifani se servit de sa Flote pour lui faire un Pont, & il le fortifia de deux Redoutes qu'il perfectionna malgré les ennemis, qui les attaquèrent inutilement deux fois avant qu'elles fussent achevées.

La peur fut très grande à Ferrare durant quelques jours. Le Duc n'avoit que peu de Troupes dans sa Ville, & cette Capitale
peut

peuplée à peine aujourd'hui de sept à huit mille Habitans, en contenoit alors plus de quatre-vingt mille. La plupart étoient des Étrangers attirés par les Fabriques & par le Commerce qui étoient alors à Ferrare. On pouvoit croire avec raison qu'ils souhaitoient de voir dans la Ville les Vénitiens. Ceux-ci en tâchant de ruiner le Commerce par tout hors chez eux, trouvoient néanmoins le secret de faire croire qu'ils étoient les Protecteurs & les Pères de tous les gens de Négoce. L'alarme ne dura guère. Bientôt Châtillon amena quatre cens Lances Françaises au secours du Duc, qui rassuré pour sa Capitale, ne pensa plus qu'à ruiner la Flote ennemie. La manière dont il exécuta son dessein fut singulière.

Le Duc de Ferrare entendoit très bien l'Artillerie, & le Magasin de ce Prince qui comptoit en Italie six ou sept Souverains plus puissans que lui, étoit cependant un Arsenal le mieux fourni de l'Europe après celui de Venise. Il en tira un nombre prodigieux de Canons, dont il fit faire des Batteries sur la rive droite du Pô. Elles commandoient ce Fleuve l'espace de trois milles en descendant du Pont de Trévisani qui étoit à la hauteur de Ferrare. Les Vénitiens s'imaginèrent que les Ferrarois ne remuoient la terre que pour élever quelques Travaux & ils les laissèrent travailler sans obstacle & même sans en prendre d'alarmes. La nuit du 20. au 21. de Décembre tout se trouva disposé pour agir. Dès
le

1509.

le matin le Duc fit faire feu de toutes les Batteries qui étoient à la portée de Canon du Pont & de la Flote des Vénitiens. On étoit dans la Saison de l'année où les Rivières sont plus basses en Lombardie qu'en tout autre tems. Les Vaisseaux de Trévifani pour conserver la hauteur d'eau qui leur étoit nécessaire étoient tous anchrez au milieu du lit du Pô, & par conséquent très près les uns des autres. Ainsi les Canons du Duc de Ferrare ne tirèrent guère à faux. Beaucoup de ces Bâtimens furent coulez à fonds. D'autres échoièrent par la précipitation des Matelots à se retirer de dessous le feu des Batteries, & la plupart furent brûlez par les Ferrarois avant que les Vénitiens troublez par le tumulte eussent pu les remettre à flot. Plusieurs Vaisseaux se rendirent d'abord à l'ennemi. Ceux qui baissèrent le Pô se trouvèrent encore exposez au feu des Batteries disposées sur ses Dignes durant l'espace de trois milles. Beaucoup de ceux-là furent pris ou submergez. L'Amiral Trévifani se crut lui-même obligé de se sauver sur un Esquif après avoir abandonné sa Capitane ou sa Réale qui fut une des quinze Galères que le Duc de Ferrare conduisit en triomphe dans sa Capitale. Le desastre de la Flote fut tel, & il donna une si grande alarme au Sénat, qu'il envoya ordre au Provéditeur de Legnago de couper les Dignes de l'Adige & de mettre tout le Païs sous l'eau, si les Ferrarois passoient le Pô pour profiter de leur avantage. Voilà quel fut l'événement

ment de la Campagne de 1509. à la fin de laquelle une partie du Frioul, Trévise & Padouë demeurèrent entre les mains des Vénitiens. Ils se servirent alors d'une invention si souvent renouvelée de nos jours pour mettre le Vicentin & le Padoüan à couvert contre les courses des ennemis qui tenoient Vérone. Ce fut de couvrir ces deux Provinces de Lignes fortifiées de Redoutes & munies d'un bon Fossé. Ces Lignes étoient longues de quinze milles. Elles s'étendoient depuis le Marais de Legnago jusqu'à la Montagne qui est au dessus de Soavé. C'est-à-dire qu'elles fermoient tout l'espace qui est entre les Montagnes du Vicentin que les Païsans sçavoient si bien défendre, & les Marais de l'Adige.

Les Avogadors accusèrent Trévísani de mauvaise gestion dès qu'il fut de retour à Venise. Ils le traduisirent même devant le Grand Conseil, appréhendant que le Coupable ne trouvât trop de protection dans le Sénat dont les Membres la plupart avancés en âge, auroient fait trop de réflexion sur eux-mêmes & sur les leurs en le jugeant. Tous les Nobles à l'exception des Procureurs de S. Marc prennent Séance dans le Grand Conseil & y donnent leur suffrage dès qu'ils ont atteint l'âge de vingt-cinq ans. Ainsi le nombre des Opinans qui entrent dans cette Assemblée est six fois plus grand que le nombre des Sénateurs qui ont droit d'opiner dans les délibérations de leur Corps. Personne n'ignore qu'il y a presque une moitié des Membres du Sénat

Bembo,
l. 10.

1509.

nat qui n'y a point droit de suffrage & qui assiste à ses Assemblées seulement pour s'instruire. Il étoit donc impossible au Trévisani traduit devant le Grand Conseil, d'y gagner assez de voix pour se faire absoudre s'il étoit coupable. D'ailleurs, les jeunes gens qui font le plus grand nombre dans ce Tribunal, opinent ordinairement avec sincérité, sans qu'ils puissent être écartez du but de la justice par des vûes intéressées ou par des retours sur eux-mêmes & sur les leurs, du moins aussi facilement que ceux qui ont fait une plus longue expérience du monde. Le Grand Conseil qui est à Venise le Corps représentatif de l'Etat & celui en qui réside la Suprême Souveraineté cassa d'abord un Decret du Sénat qui ordonnoit que le Procès de Trévisani seroit fait devant lui. Ce qui est extraordinaire le Grand Conseil l'instruisit lui-même. La pluralité des Voix y fut contre l'Accusé, & les personnes intéressées osèrent seules opiner en sa faveur. On prononça que la négligence de Trévisani avoit encore eu plus de part que son malheur dans le désastre de Ferrare, & il fut condamné à trois ans d'exil.

Fin du Premier Livre.

S O M-



SOMMAIRE

DU

LIVRE SECOND.

Mauvaises dispositions du Pape Jules Second envers la France, aigries encore par les conjonctures. Malgré ses engagements avec les Princes ses Alliez, il fait une Paix particulière avec les Vénitiens & leur donne solennellement l'absolution. Efforts inutiles faits pour l'empêcher. Mort du Général des Vénitiens & choix d'un nouveau, embarrassant pour le Sénat. Le Pape négocie à la Diète tenue à Augsbourg pour porter l'Empire à moyenner la Paix des Vénitiens avec Maximilien. Harangue de Louis Heliau Ambassadeur de France contre les Vénitiens, Ils sont mis au Ban de l'Empire. Jules Second fait valoir les Droits prétendus par le Saint Siège contre le Duc de Ferrare. Raisons de ce Prince contre les prétentions du Pape. Louis XII. prend hautement la protection de son Allié contre Jules Second, & lui envoie des Troupes. Mort du Cardinal d'Amboise Premier Ministre de Louis XII. Campagne de mil cinq cens dix contre les Vénitiens. Le Pape agit hostilement contre la France. L'Alliance de la France
avec

avec les Cantons finit en 1510. Loüis XII. refuse aux Suisses les Conditions qu'ils proposent pour la renouveler, sous différens prétextes ils font une irruption dans l'État de Milan. Chaumont les oblige de se retirer. Les Vénitiens forment le Siège de Vérone & le lèvent. Négociations infructueuses pour raccommoder Jules Second & Loüis XII. Le Pape veut assiéger Ferrare. Il tombe malade & guérit. Assemblée du Clergé de France à Tours & Résolution de convoquer un Concile général. L'Empereur songe à se faire Pape. Chaumont mène brusquement l'Armée de France à Boulogne où étoit le Pape & ne manque de prendre la Place que parce qu'il se laisse amuser par une Négociation. Siège & prise de la Mirandole par Jules Second. Assemblée de Mantouë pour rétablir la Paix en Italie. L'Evêque de Gurck Ministre de Maximilien va trouver à cet effet Jules à Boulogne. Prétentions de Maximilien contre les Vénitiens & Déduction des Droits prétendus par l'Empire sur l'Italie. Raisons des Vénitiens contre ces prétentions. Rupture de la Négociation. Trivulze remène l'Armée de France à Boulogne. Le Pape se retire & les François y rétablissent les Bentivolles. Convocation du Concile général à Pise. Loüis XII. vent inutilement faire sa Paix avec le Pape. Embarras de ce Prince.



HISTOIRE

DE LA LIGUE

DE CAMBRAY.

LIVRE SECOND.

LEs Lacédémoniens avant d'entreprendre la guerre du Péloponèse, consultèrent l'Oracle de Delphes, pour apprendre d'Apollon s'il exauceroit leurs vœux pendant sa durée. La réponse de l'Oracle fut qu'Apollon les aideroit toujours, soit qu'ils l'en priassent ou non, tant qu'ils se conduiroient en personnes sages, & tant qu'ils combattraient en gens de cœur. Ce seroit une impiété à des Chrétiens de penser de la Providence ce que l'O-

1510.

Thucidi-
de, l. 1.

ra-

1510.

racle répondit d'Apollon, mais ils ne peuvent trop se souvenir, que rien ne la fléchit davantage en faveur d'un Etat, que les soins & l'activité de ceux qui le gouvernent. Le Ciel n'auroit peut-être pas exaucé les Prières que les Vénitiens faisoient faire alors dans toutes leurs Eglises, si le Sénat avoit attendu dans l'inaction que des miracles le tirassent d'affaire. Mais son activité, son courage, sa fermeté, son attention à punir & son exactitude à récompenser, rendirent la Providence plus favorable à ces Prières. Les ennemis des Vénitiens se broüillèrent entr'eux, événement sans lequel ils auroient veillé vainement pour la conservation de leur Patrie.

Les nouvelles acquisitions du Roi de France en Italie, auroient indisposé contre lui un Pape porté par son génie à favoriser cette Couronne. Jules II. étoit très-éloigné de lui vouloir du bien par les dispositions de son cœur. Ce n'est point qu'on ne l'eût vû favoriser autrefois les intérêts de la France, porté à ce qu'il paroïssoit par son inclination : mais cette inclination n'avoit été que feinte, ou ses sentimens étoient bien changez. Les fourbes ont toujours tort, mais les inconstans peuvent avoir raison. Aussi Jules II. prétendoit qu'il avoit été sincèrement partial de la France, mais qu'il en avoit reçu des mortifications telles, qu'elles l'avoient forcé à changer de sentimens. Il alléguoit qu'il ne s'étoit dévoué aux intérêts de cette Couronne que sur la parole positive que lui donnèrent les
Mi-

Ministres du Roi Charles VIII. Que dès que les François seroient les Maîtres dans Rome, ils seroient déposer Alexandre VI. son ennemi capital pour le mettre en sa place sur le Siége de Saint Pierre. La destinée de ce Pape fut entre les mains des François quand ils entrèrent dans Rome en conquérans à leur premier voyage de Naples, & ils ne tinrent point parole au Cardinal de la Rovere. Ce ne fut pas assurément les vertus d'Alexandre VI. qu'ils respectèrent, mais cet esprit supérieur trouva le moyen de devenir leur Ami en les trompant. Quoi qu'il en soit Alexandre VI. mourut Pape, & les François négligèrent encore à sa mort les intérêts de Jules II. alors leur Créature déclarée. Ce fut Pie III. qui sortit Pape du Conclave. Il est vrai qu'après la mort de Pie, ils concoururent à l'élévation de la Rovere, mais le nouveau Pape, n'en sçut pas beaucoup de gré à la Nation. Les François avoient travaillé d'abord à l'exaltation du Cardinal d'Amboise, & ce fut faute de pouvoir y réussir qu'ils cessèrent plutôt de s'opposer à l'exaltation de Jules II. qu'ils ne la favorisèrent. Malgré leurs engagemens avec lui, ils lui avoient fait courir le risque de manquer encore le Pontificat. Jules II. croyoit donc que la réussite de ses desirs ne l'obligeoit pas de pardonner aux François leurs traverses. Il étoit toujours vrai qu'ils lui avoient ôté huit années de Pontificat, où il devoit selon lui parvenir dès 1495. & où il n'étoit arrivé par leur faute qu'en 1503. C'est une

En 1503.

1510.

mortification laquelle aigrit sans retour les aspirans à la Thiare qui la reçoivent. Depuis la mort de Jules II. les Couronnes ont éprouvé plus d'une fois, que reculer l'exaltation d'un Cardinal, c'est faire une playe à son cœur qui ne se referme jamais si bien, que la cicatrice qui reste ne soit toujours prête à se r'ouvrir.

C'étoit la disposition de ce Pape quand il fut encore irrité par la nécessité que la France lui imposa, de continuer le Cardinal d'Amboise dans sa dignité de Légat du Royaume. Alexandre VI. l'avoit conférée à ce Cardinal en des tems où les François étoient à la fois ses protecteurs & ses bienfaiteurs. Jules II. ne se dépoüilla donc qu'avec le dernier chagrin d'une partie de son pouvoir pour en revestir un concurrent odieux ; & ce chagrin l'aigrit d'autant plus, qu'il fut obligé de le dévorer. Le pouvoir de la France si redoutable en Italie au commencement de son Pontificat, ne lui permettoit pas de laisser agir son humeur impétueuse, ni même de contenir secrètement sa haine en donnant aux François ces petites mortifications, auxquelles les Papes trouvent souvent les Couronnes si sensibles.

Malgré l'attention qu'on apporte à la Cour de Rome à se cacher, il n'y a point de Pais où ceux qui veulent s'en donner le soin, soient mieux informez des discours & même des sentimens de ceux dont ils ont intérêt de connoître l'intérieur. Le nombre des Créatures de Loüis XII. Duc de

de Milan étoit grand en cette Cour : elles ne lui laissoient rien ignorer des mauvaises dispositions du Pape, dont les discours étoient rapportez au Roi, ainsi que ceux des Souverains sont ordinairement rendus ; c'est à dire exagérez quant aux choses, & aigris quant aux termes.

1510.

L'aversion se paye par l'aversion, comme l'amitié se paye par l'amitié. Louïs XII. prévenu de l'aversion du Pape en conçut aussi contre lui, & même il ne la contraignoit pas assez. Quoi que rien ne choque tant la bien-séance & n'ait des suites plus funestes que les discours piquans qui échapent à un Souverain contre un autre, il s'étoit oublié quelquefois jusqu'à taxer le Pape du vice le plus indécent de tous à sa Dignité, & qui même reproché à un particulier est une injure atroce en Italie. Louïs XII. en parlant de Jules II. le désignoit souvent par le nom d'*Tyrogne*. L'outrage étoit d'autant plus sensible que Jules II. passoit pour le mériter. Dans ces dispositions réciproques du Pape & du Roi, qui furent l'écueil de la Ligue de Cambray, il étoit arrivé ce qu'on ne peut manquer de voir quand deux Souverains prévenus d'aversion personnelle l'un contre l'autre ont souvent intérêt d'être bien ensemble : c'est-à-dire des démêlez, & des raccommodemens suivis bien-tôt de nouvelles broüilleries. Tout récemment il venoit d'en survenir une. Le Pape suivant la coutume établie par ses Prédécesseurs de conférer les Bénéfices de ceux qui

Guichard
din l. 8.

1510.

meurent à la suite de leur Cour, avoit conféré de sa pleine autorité un Evêché de Provence, dont le titulaire étoit mort en Cour de Rome. Le Roi prétendit que c'étoit une infraction à leur dernier Concordat. Mais, comme il est triste de poursuivre une satisfaction en Cour de Rome, Louis XII. pour se faire faire plus promptement raison, crut qu'il devoit rendre le Pape complaignant. Il fit saisir le Revenu de tous les Bénéfices que les Prélats de la Cour de Rome possédoient dans le Milanéz. Ce fut donc au Pape à se plaindre & dans peu de jours le démêlé fut ajusté. Jules II. conféra l'Evêché de Provence sur la nomination du Roi, qui de son côté donna main levée des Revenus saisis. Ces querelles finissoient bien, mais la nouvelle aigreur qu'elles avoient fait naître ne s'éteignoit point par leur accommodement.

Il ne se pouvoit rien de plus heureux pour les Vénitiens que ces dissensions qui commettoient le Pape & le Roi, sans que ni l'un ni l'autre fussent véritablement unis avec l'Empereur. Pour le Roi d'Arragon, ils comptoient avec raison que n'ayant plus rien à demander à leur République, il concoureroit avec elle pour nuire par les voyes secrètes dont il connoissoit si bien tous les détours à deux Princes qui seroient toujours pour lui des ennemis mal réconciliés, parce qu'ils avoient contre lui de grandes prétentions. Ce fut dans ces conjonctures si favorables pour eux, qu'ils négocièrent heureusement à Rome leur absolu-

solution & leur Paix. Les Ambassadeurs
 de l'Empereur & du Roi s'y opposèrent : 1510.
 inutilement. Ce fut en vain qu'ils allé-
 guèrent l'Article du Traité de Cambray,
 par lequel Sa Sainteté s'étoit obligée de
 tenir les Vénitiens excommuniés jusqu'à
 ce que les Princes Liguez fussent en pos-
 session de tout ce qu'ils répétoient sur la
 République, & qu'il s'en falloit beaucoup
 que Maximilien n'eût encore recouvré tout
 ce qui devoit lui appartenir aux termes de
 ce Traité. Le Pape s'autorisa de frivoles
 raisons pour continuer sa Négociation avec
 la Seigneurie. Il alléqua que c'étoit la
 faute de l'Empereur si les Vénitiens étoient
 rentrez dans Padouë & dans Vicenze. Que
 le Traité avoit été consommé lors que les
 Vénitiens lui offroient un équivalent pour
 Trévise, la seule Place qui lui manquoit
 de tout ce qui lui devoit appartenir aux
 termes du Traité de Cambray, en un tems
 où il étoit en possession de ces deux autres
 Villes. Les Alliez lui faisoient une ré-
 ponse sans replique. Ils lui remontoient
 que le Traité de Ligue de Cambray étoit
 illimité quant au tems de sa durée, & qu'il
 ne devoit ainsi finir que par son accom-
 plissement entier. Que l'Article d'un tel
 Traité qui stipule que les Puissances Con-
 tractantes seront tenuës de nuire en telle
 & telle manière à l'Ennemi commun tant
 que chacune d'elles ait obtenu sa satisfac-
 tion, engage les Puissances Contractantes,
 jusqu'à ce que le Pais qui fait le sujet de
 la Guerre soit demeuré par un Traité de

1510.

Paix à celui qui le doit avoir pour sa satisfaction. Qu'un tel engagement subsiste toujours tant que l'Ennemi commun retient ce qu'il doit perdre, soit qu'il l'ait conservé, soit qu'il l'ait repris. Que le Traité de Paix dans lequel l'Ennemi commun cède ou délivre ce qui a fait le sujet de la Guerre, consomme seul la satisfaction, & dissout seul l'Union Offensive dont elle est le but. Qu'ainsi les obligations contractées en signant le Traité de Cambray subsisteroient toujours, tant que l'Empereur auroit obtenu sa satisfaction, & que par un Traité les Vénitiens la lui auroient pleinement cédée. Que le Pape devoit donc laisser les Vénitiens excommuniés, jusqu'à ce qu'ils eussent rendu ou cédé dans une Paix Générale, tout ce que le Traité de Cambray déclaroit devoir appartenir aux Princes qui l'avoient signé.

Ces raisons ne gaignoient rien auprès du Pape, bien résolu de s'acheminer toujours vers son but, malgré toutes celles qu'on pourroit lui dire pour l'en détourner. Louis XII. qui s'apercevoit déjà des mauvais offices que Sa Sainteté lui rendoit en Suisse, & qui prévoyoit ceux qu'il lui rendroit en Angleterre, fit son possible pour empêcher l'absolution des Vénitiens qui le devoit brouiller sans retour avec elle. Il fit aller à Rome Albert Pio de Savoye Comte de Carpi, pour assister de ses avis le Cardinal d'Auch Neveu du Cardinal d'Amboise, qui étoit chargé des affaires de France dans cette Cour. Le Comte de Carpi avoit per-

persuadé qu'il seroit beaucoup plus propre à ramener l'esprit du Pape, & à le porter à une sincère réconciliation, qu'un François dont il supposoit que les manières pétulantes, les discours peu circonspectés & les contre tems, aigriroient encore Sa Sainteté. Il se mit en chemin avec une Instruction qui lui permettoit de mettre en œuvre les offres les plus touchantes pour flatter l'humeur altière de Jules II. Ce Seigneur pouvoit même l'assurer que le Roi résolu de se conduire désormais par ses lumières, le laissoit le maître du Voyage qu'il méditoit de faire en Italie au Printems prochain, pour l'avantage de la Cause Commune: Que le Roi Très-Chrétien ne lui demandoit autre chose de son côté que l'observation des Traitez.

Ni les offres du Roi, ni la dextérité du Comte de Carpi, ne purent ramener le Pape déjà trop engagé pour retourner en arrière. Le Voyage de ce Seigneur à Rome ne servit qu'à rendre deux Ambassadeurs de France au lieu d'un, les témoins de l'absolution des Vénitiens.

Le Pape avoit autant d'envie de leur donner cette absolution, qu'ils en avoient de la recevoir. Ses vûes se trouvant remplies, il appréhendoit la destruction de la République, plus qu'il ne souhaitoit son humiliation quand il accepta la Ligue de Cambray. Les Turcs étoient alors redoutez en Italie, beaucoup plus encore qu'ils ne le sont aujourd'hui. Tout le Pais trembloit au seul souvenir de la consternation

1510.

générale que la prise d'Otrante par Mahomet II. y avoit causée: & le Grand Seigneur ne pouvoit point armer une si petite Flote, qu'elle ne fût pour l'Italie le sujet d'une grande terreur. On ne sçauroit dire que cette crainte fût mal fondée en un tems où la Monarchie Ottomane étoit encore sur un pié d'accroissement, & quand on ignoroit où la Providence avoit placé les bornes de cet Empire. Mais les Vénitiens par un artifice ordinaire aux Républiques qui veulent se faire regarder comme nécessaires dans la Société des Nations, ajoûtoient encore à la vérité. Parce qu'ils étoient considérez comme le boulevard de la Chrétienté contre les irruptions des Turcs, ils exagéroient leur nombre, la valeur de leurs Janissaires, leurs richesses, & leur bonne conduite dans les grandes entreprises. Plus ils donnoient de peur des Turcs, plus ils devenoient respectables & précieux aux autres Italiens, & plus ils les engageoient de tolérer leurs menées, & d'avoir de l'indulgence pour leur Commerce. Ces Compatriotes qui n'avoient pas à beaucoup près autant d'habitude en Turquie que les Vénitiens, en croyoient leurs Relations, & la République qui tenoit un Ambassadeur ordinaire à Constantinople, & une infinité de Ministres Subalternes dans les autres Ports de l'Empire Ottoman, faisoit publier à cet égard tout ce qu'il lui convenoit que l'on crût. Jules II. persuadé comme les autres, que les Vénitiens pouvoient seuls par leurs

Né.

Négociations retenir les Turcs au delà du Golfe Adriatique, ou les repousser avec leurs Flotes s'ils entreprenoient de le traverser, ne vouloit pas leur destruction. Il regardoit la République comme un Etat que sept cens ans de soins & de travaux avoient formé, en réunissant comme par miracle différens Domaines éloignez, & qui ne sembloient pas destinez par leur situation à composer jamais un même Corps politique. Mais c'étoit cette dispersion même des membres dont l'Etat Vénitien étoit formé, qui lui donnoit toutes sortes d'avantages pour arrêter la rapidité du torrent Ottoman. Enfin, il craignoit que des Puissances suspectes au Saint Siège ne s'accrussent de ses débris. Au contraire, dans l'intention de conduire à une rupture ouverte les démêlez qui étoient entre lui & le Roi de France, il auroit souhaité d'augmenter la puissance des Vénitiens, dont l'amitié lui étoit nécessaire pour l'exécution de ses vastes projets.

Dans cette vûë Jules II. se relâcha sur la restitution des fruits des Domaines occupez par les Vénitiens, & sur d'autres articles qu'il s'étoit d'abord expliqué vouloir exiger. De l'autre côté les Vénitiens persuadéz que leur salut étoit dans une prompte réconciliation avec le Saint Siège qui seule dénoïeroit la Ligue, accôrdoient au Pape tout ce qu'il demandoit, regardant comme des graces reçues les Conditions dures qu'il ne leur imposoit pas. Il y eut seulement quelque difficulté sur la

1510.

liberté de la Navigation dans le Golfe Adriatique. Le Pape vouloit qu'elle y fût entière pour les Sujets de l'Eglise, sans que leurs Bâtimens fussent même obligez de faire aucun acte de soumission, par lequel ils reconnussent la République pour Souveraine de ces Mers.

Les Vénitiens pour s'exempter de consentir à cette demande, alléguèrent leur titre de Souveraineté sur ce Golfe, titre qui malgré tous les Ecrits qui se sont faits pour & contre, demeure encore un grand problème du Droit public des Nations. Ils représentèrent qu'ils tenoient ce Droit si précieux de la Concession des Papes mêmes, & qu'Alexandre III. le leur avoit donné, non pas gratuitement, mais pour récompense d'avoir armé en sa faveur. Ce fut quand leurs Ancêtres obligèrent l'Empereur Frédéric Barberousse, de s'humilier aux pieds de ce saint Pontife. Les Vénitiens ajoûtoient que les Papes Successeurs d'Alexandre avoient souvent reconnu le Droit de la République. Que lors que le Doge Moro vint trouver Pie II. à Ancone, les Galères de ce Pape quoi qu'elles fussent dans un Port de l'Etat Ecclesiastique, baissèrent néanmoins le Pavillon devant celui de Saint Marc arboré sur le Bâtiment que montoit le Doge. On se doute bien de ce qu'auroit répondu une autre Puissance que le Pape au Mémoire des Vénitiens; mais Jules II. se contenta de répliquer, Qu'il n'y avoit aucun titre ni Monument du service rendu au Pape
Ale-

Alexandre III. ni de sa Concession, ailleurs que dans Venise. Que c'étoit pure courtoisie que d'ajouter foi à ce récit, & qu'on ne croiroit jamais à Rome les Vénitiens sur cet événement que dans les tems où le Saint Siège seroit content d'eux. C'est ce qui fut vérifié dans le dernier Siècle. Urbain VIII. mécontent des Vénitiens fit effacer comme une fausseté, l'inscription honorable pour eux placée sous le Tableau de la Salle Royale du Vatican qui représente l'humiliation de Frédéric aux pieds d'Alexandre III. Innocent X. satisfait des Vénitiens l'y fit remettre comme une vérité. Ils furent obligés pour cette fois de promettre qu'ils seroient encore à cet égard la volonté du Pape. Ainsi le 25. de Février il fit lire en plein Consistoire les Conditions auxquelles les Ambassadeurs Vénitiens consentoient au nom & en vertu d'un pouvoir spécial de la République d'obtenir son absolution.

Histoire
du Procur.
Nani, l. 10.
& 11.

Ces Conditions étoient: Que la République ne conféreroit à l'avenir aucun Bénéfice que ceux de Patronage Laïque, & ne troubleroit en aucune manière la possession & la jouissance de ceux qui auroient obtenu des provisions en Cour de Rome; Qu'il seroit permis à tous ses Sujets d'y porter leurs Procès du Ressort de la Jurisdiction Ecclésiastique.

Que la République ne pourroit mettre aucune Imposition sur les Biens Ecclésiastiques, & qu'elle rétracteroit actuelle-

1510.

ment l'appel interjetté au futur Concile.

Qu'elle renonceroit à tous Droits & prétentions sur les Terres de l'Eglise, & spécialement au droit de tenir un Vidame à Ferrare.

Que les Sujets de l'Etat Ecclésiastique pourroient naviger sur le Golfe, sans que leurs Bâtimens de quelque nature de Marchandises qu'ils fussent chargez ou pour leur compte, ou pour celui des Etrangers, pussent être soumis à aucune Visite ou Imposition.

Que la République n'entreroit en aucune manière en connoissance du traitement que le Pape pourroit faire à ses Vassaux, auxquels elle ne donneroit ni aide ni retraite. Enfin, qu'elle répareroit les dommages qu'elle avoit causé aux Eglises & à leurs Biens dans le cours de la Guerre.

Les Ambassadeurs Vénitiens signèrent un Acte par lequel ils se soumettoient à ces Conditions, après quoi le Pape les fit entrer dans le Consistoire & leur donna l'absolution avec les Cérémonies ordinaires. Ainsi la fierté de Jules II. fut pleinement satisfaite. Tout le pouvoir que la Cour de Rome s'attribuë pour soutenir ses intérêts temporels, fut pleinement reconnu par celui des Etats d'Italie qui s'étoit toujours opposé le plus constamment à l'établissement de ce pouvoir. La République de Venise demanda l'absolution Pontificale en une cause où il ne s'agissoit sérieusement que de sa conduite politique, & fut obligée de subir les Conditions impérieu-

périeufes d'une Paix arbitraire telles qu'un Souverain altier & heureux voulut les imposer. C'est l'effet du pouvoir des conjonctures. Mais de tels événemens deviennent souvent des exemples dangereux pour ceux qui les fuivent fans les bien examiner. Celui des Successeurs de Jules Paul V; II. qui voulut imiter fa conduite envers les Vénitiens environ cent ans après l'événement dont on vient de parler, n'ayant pas discerné les tems, fut obligé d'en venir à un accommodement dont l'Europe ne jugea pas que l'honneur fût pour la Cour de Rome.

La nouvelle de l'absolution redoubla l'ardeur des Vénitiens pour travailler à soutenir une Guerre qu'ils se flatoient désormais de voir finir autrement que par une subversion entière de leur République. Privez de la plus grande partie de l'État de Terre ferme, ils ne laissèrent pas de mettre sur pié une Armée de quatorze cens Hommes d'Armes, de quatre mille hommes de Cavalerie Légère, & de dix mille hommes d'Infanterie. La permission que le Pape donna aux Sujets du Saint Siège de prendre leur service, facilita beaucoup le rétablissement de leurs Troupes. Cette permission étoit une infraction manifeste du Traité de Cambray; c'est ce qui flatoit encore les Vénitiens. Dès qu'elle eut été donnée les Chefs de Bande les plus renommés de l'Etat Ecclésiastique s'engagerent au service de la République. Mais elle perdit dans le même tems le Comte

1510.

de Pitigliano. Général de ses Armées que son grand âge & une maladie aiguë emportèrent à Padouë. C'étoit un Officier de mérite & qui avoit vieilli les armes à la main. Avant la venuë de Charles VIII. & tant que les Italiens ne firent la Guerre que contre d'autres Italiens, il fut réputé un Général audacieux. Mais il devint si circonspect quand il eut reconnu à la Journée de Fornouë la supériorité des Troupes Ultramontaines sur celles de sa Nation, que dans la suite il passa pour timide. Opposé constamment aux partis hasardeux, il vouloit que les Italiens s'abstinsent d'en venir aux mains avec les Etrangers, & que suppléant par leurs subtilitez à la qualité de leurs Troupes, ils tâchassent toujours de défaire leurs ennemis sans jamais les combattre.

Le choix d'un Général est toujours une affaire très embarrassante pour le Sénat de Venise, & les conjonctures où il se trouvoit à la mort de Pitigliano, rendoient encore ce choix plus épineux pour lui. Enfin, il jetta les yeux sur le Marquis de Mantouë, actuellement prisonnier de guerre dans le Palais de Saint Marc. Ce Seigneur surnommé le Turc pour sa force, ou pour l'amitié qu'il cultivoit avec Bajazet Sultan des Turcs, étoit très capable de commander l'Armée Vénitienne. D'ailleurs, il étoit bon d'acquérir un tel Allié, parce que la situation du Mantouïan rendoit son Etat d'une grande importance dans les Guerres de Lombardie. Le Do-
ge

ge Lorédan proposa donc lui-même au Marquis de devenir le Général de ceux dont il étoit le prisonnier, & il orna sa proposition de tous les discours flatteurs que les Vénitiens sçavent si bien mettre en œuvre pour engager les Officiers étrangers, qu'ils souhaitent d'attirer à leur service. Lorédan ne laissa pas néanmoins de lui insinuer que comme il avoit déjà quitté une fois le service de la République, il étoit à propos pour obliger quelques Sénateurs trop défiants à se taire, qu'il daignât donner une espèce de Caution de la durée du second engagement. Que lui Doge & toutes les personnes équitables du Gouvernement, avoient trouvé cependant que la simple parole d'un Souverain comme lui, étoit une sûreté plus que suffisante,

Le Marquis de Mantouë impatient de sortir de sa prison, promit au delà de ce qu'on lui demandoit, & sans faire attention à quels engagements il alloit manquer, il envoya sur le champ chercher son Fils à Mantouë pour le mettre en ôtage à Venise. Mais la Marquise de Mantouë, Princesse de la Maison d'Est, étoit de ces femmes qui ont une déférence aveugle pour la volonté de leurs Maris lors qu'elle se trouve conforme à leur sentiment, mais qui soumettent à leur jugement cette volonté quand elle se trouve opposée à ce qu'elles veulent faire. Comme beaucoup d'autres de son Sexe, elle pensoit que leur subordination & l'obéissance qu'elles doi-
vent

1510.

vent à leurs Maris, n'ont d'autre fondement que le préjugé, qui suppose dans les hommes plus de courage & plus de fermeté que dans les femmes. Son Mari faisant une action qui ne témoignoit ni fermeté ni courage, elle se crut quitte de la subordination & dispensée de l'obéissance. Elle refusa donc de livrer son Fils pour servir de sceau à un Traité qu'elle n'approuvoit point. Louïs de Fermo chargé de la Commission de son Mari, ne lui rapporta de Mantouë qu'une exhortation à souffrir son malheur en Souverain, & à ne pas se laisser séduire aux sentimens des prisonniers de guerre vulgaires, que l'ennui & l'espérance téméraire des avancemens qui les attendent au sortir de la prison, disposent à suivre inconsidérément les voyes les plus équivoques quand elles peuvent les mener à la liberté.

Bembo,
l. 10.

Cette Négociation échouée, le Sénat parut disposé de faire André Gritti Général des Armées de la République, malgré l'usage constant de ne mettre jamais à la tête de ses Forces de Terre un Noble Vénitien. Gritti étoit un des grands Sujets que Venise ait produits. Il mérite même d'être distingué comme bon Compatriote parmi une Noblesse illustre au dessus des autres, par son dévouement sans réserve aux intérêts de son Païs; dévouement qui nous retrace encore quelque idée de ce noble amour que les Anciens portoient à la Patrie. Aussi quelque tems après la fin de la Guerre de Cambray, Gritti fut élu Doge;

En 1523.

Doge; & on ne discutoit alors le mérite des Prétendans, que pour choisir le Sujet en qui l'on en trouvoit davantage.

1510.

Mais Gritti étoit trop sage pour se croire du mérite en tout, parce qu'il en avoit en quelque chose. Il n'avoit jamais commandé que des Flotes, & s'il s'étoit trouvé souvent dans les Armées de Terre de la République, ç'avoit été comme Provéditeur & non comme Général. Faire subsister une Armée & y entretenir l'ordre, demande un certain talent. La mener à l'ennemi & la faire combattre, en demande un autre. C'est un métier qui ne s'apprend pas à le voir faire. Il faut l'exercer soi-même pour l'apprendre, en commençant par la plus petite des Fonctions qui lui sont subordonnées. Gritti qui n'avoit pas fait l'apprentissage du Généralat d'une Armée de Terre, craignit donc d'être le sujet d'un mauvais choix. Il ne crut point que les bonnes intentions avec lesquelles il auroit non pas sollicité, mais accepté le Commandement offert fussent une raison capable de le disculper, si son insuffisance causoit un malheur à sa Patrie. Ainsi Gritti sollicita avec autant d'empressement pour n'être pas nommé à cet Emploi, que les présomptueux en font voir pour l'obtenir. Il écrivit au Sénat que si la République étoit en Paix, ou engagée dans une Guerre de peu d'importance, il attendroit avec résignation les ordres de ses Supérieurs, sans faire des remontrances qui donnassent à penser qu'il se crût plus éclairé qu'eux.

1510.

qu'eux. Mais que la situation de sa Patrie n'étoit point telle. Qu'il n'y avoit pas de Général trop expérimenté pour lui confier des Troupes que la République ne rassembloit & n'entretenoit qu'en faisant les derniers efforts. Que si elle n'opposoit Général à Général, elle s'épuisoit en vain pour opposer autant qu'il lui étoit possible un nombre égal de Troupes à celles que les Princes Liguez mettoient en Campagne. Enfin, ajoûtoit-il, les Pilotes médiocres suffisoient pour gouverner le Vaisseau durant le beau tems, mais pour s'asseoir au gouvernail durant l'orage, il faut avoir manié long-tems l'aviron. La tempête qui a manqué de nous submerger, continuë encore.

Le Sénat sur les remontrances de Gritti résolut de choisir un autre Général, & Frégose fut nommé pour commander. C'étoit le plus grand parleur de son tems; dès-là homme médiocre, mais mauvais Soldat. Aussi les Vénitiens ne le gardèrent pas long-tems, & bien-tôt ils mirent successivement Malvezzi & Paul Baglioné en sa place.

La plus grande espérance du Sénat n'étoit pas dans son Général ni dans son Armée. Elle étoit plus foible que l'Armée Françoisé, & cette Armée avoit défait à Vaila l'Armée Vénitienne supérieure en nombre. Le Sénat attendoit davantage des conjonctures & des services du Pape dont l'aversion pour la France lui procuroit l'amitié. Jérôme Donato qui résidoit à

à Rome en qualité d'Ambassadeur de la République étoit même l'homme de confiance du Pape qui entroit aveuglément dans tous les projets que le Vénitien lui suggéroit en le flatant d'autant plus hardiment qu'il étoit sûr de sa crédulité. Un de ces projets fut d'obliger l'Empereur de faire sa Paix particulière avec la République. Ce Prince y étoit peu disposé par lui-même, & il s'étoit expliqué de ne la vouloir qu'à des Conditions que la République ne pouvoit pas accorder. Mais on crut qu'on le réduiroit à des propositions raisonnables, en lui retranchant les moyens de continuer la Guerre. Maximilien toujours disposé à se mettre en Campagne, n'étoit presque jamais en état de le faire. Avare & dissipateur, ses coffres où l'argent entroit par tant de canaux étoient toujours épuisés. Mais il comptoit sur deux ressources pour trouver les fonds de la Campagne qui s'alloit ouvrir. La première, étoit les Finances du Roi de France son Allié, & la seconde la subvention de l'Empire, dont il avoit convoqué une Diète à Augsbourg. On verra bien-tôt quelles mesures prit le Pape, pour mettre Louis XII. hors d'état d'aider Maximilien. Pour empêcher cet Empereur de tirer de l'Allemagne les Subsidés qu'il en pouvoit attendre, le Pape envoya un Nonce à la Diète y traverser ses propositions. Les Vénitiens y firent passer aussi des Agens secrets, pour représenter aux Princes & aux Ministres dont la Diète seroit composée,

1510.

sée, l'intérêt de l'Allemagne à traverser les desseins de l'Empereur fut l'Italie.

Mais les Négociations du Nonce & les représentations des Agens Vénitiens retardèrent les délibérations de la Diète, sans pouvoir empêcher que son résultat ne fût conforme aux réquisitions Impériales. Ce fut en vain que les uns & les autres remontrèrent qu'il ne manquoit que de l'argent à Maximilien pour rassembler autant de Troupes qu'il lui en faudroit pour changer l'Aristocratie de l'Empire en une Monarchie Despotique, & qu'il ne seroit pas plutôt puissamment établi dans l'Italie, qu'il y leveroit tout l'argent dont il auroit besoin. Ils représentèrent en vain que le dessein de plusieurs Empereurs de la Maison d'Autriche avoit été de se rendre de Chefs du Corps Germanique ses véritables Maîtres, & qu'ainsi sa liberté dépendoit de celle de l'Italie. Enfin, que l'Alliance de Maximilien avec la France ôtoit à la Souveraineté des Etats d'Allemagne leur appui le plus solide, & qu'elle mettoit ce Prince en pouvoir de changer à son gré & sans opposition, la Constitution présente de l'Empire. Le projet de rétablir en Italie l'ancienne autorité de l'Empire que Maximilien proposoit à la Diète, étoit trop du goût des Allemands pour venir à bout de les détourner de le suivre.

D'ailleurs Maximilien fut secondé puissamment par le Plénipotentiaire du Roi de France, Prince dont le crédit étoit d'un très grand poids en Allemagne. Ce Plé-
nipo-

nipotentiaire étoit un personnage de mérite & de réputation, fort vanté sur tout par son talent pour l'éloquence, qui produisoit encore de grands effets dans ces tems-là. Son nom étoit Louïs Helian: il étoit né à Verceil & Conseiller d'Etat en France. Ce Ministre prononça contre les Vénitiens en pleine Diète un Discours véhément, & qui montre qu'il étoit à la fois homme d'Etat & homme de Lettres. Dans ce Discours Helian reproche aux Vénitiens des services importans rendus aux Infidèles dont les tristes suites avoient été la Conquête de la Terre Sainte par les Sarrazins, & celle de Constantinople par les Turcs. Il les accuse encore d'avoir sacrifié les intérêts de la Chrétienté à leur vengeance particulière, lors qu'en vûë de mortifier le vieux Ferdinand Roi de Naples qui avoit pris le parti du Duc de Ferrare leur ennemi, ils laissèrent prendre Otrante par Mahomet II. quand il leur étoit très facile de secourir la Place avec leur Flote. Il fait voir comment la perte de cette Place ouvrit aux Turcs l'Italie, qui n'échapa que par un miracle à son entière désolation. Les Ouvriers de l'Arseal & les Munitions de Guerre envoyez au Soudan d'Egypte & aux Princes d'Orient pour les mettre en état de traverser plus efficacement les Portugais qui établissoient la Religion Chrétienne en même tems que leur Domination dans les Indes Orientales & dans l'Arabie, ne sont pas obmis par Hélian. Il exagère au contraire l'indignité

1510.

té d'un tel procédé, dont l'avarice des Vénitiens qui craignoient que les nouveaux établissemens des Portugais ne nuisissent à leur Commerce, étoit la seule cause. Il parle après cela des voyes équivoques dont ils s'étoient servis pour occuper le Royaume de Chypre, & les autres Domaines du Levant & de l'Italie qui composoient leur Etat. La conduite domestique des Vénitiens n'est pas plus épargnée dans ce Discours que leur conduite politique. Helian leur y reproche durement le peu de soin qu'ils prenoient de cacher leurs vices, & il les reprend aigrement de leur luxe énorme. Ils se font servir, dit-il, en s'adressant aux Princes présens à la Diète, ce que vous ne faites pas, en Vaiselle d'argent. Ensuite, il les attaque sur leurs Comédies, leurs Vers, leurs Peintures, leurs Dessains, & les autres méchantes manières d'insulter ses Voisins presque toujours en usage dans les Etats florissans: Inventions satiriques où les Vénitiens montroient un mépris outrageant des autres Nations, & faisoient voir un manque de respect affreux pour les Têtes Couronnées. Enfin, l'Orateur finit en exhortant la Diète à traiter les Vénitiens qui demandoient grace, comme le Seigneur traita Antiochus, quand il demanda ce pardon qu'il ne devoit pas obtenir.

Helian ne s'en tint pas même à la Prose pour échauffer les Allemands contre les Vénitiens. Il fit courir durant la Diète deux Pièces de Poësie de sa façon assez lon-

longues, & qui concouroient au même but que sa Harangue *. La première est une Fable qu'il appelle la Chasse du Lion, désignant par là Venise qui porte le Lion ailé de S. Marc dans l'Ecu de ses armes. La seconde est une exhortation aux Princes de l'Empire, de réduire les Vénitiens à leur première condition, de pauvres Pêcheurs. Cette manière de négocier paroîttra bien peu sérieuse comparée avec la Dignité que les mœurs d'aujourd'hui & les bien-séances, ordonnent aux Ministres publics de garder dans leur conduite. Mais il faut excuser Helian sur le tems où il vivoit. Les bien-séances n'y étoient pas aussi sévères qu'elles le sont maintenant. D'ailleurs l'amour pour les belles Lettres, d'autant plus vif qu'elles renaissoient à peine, donnoit un si grand goût pour les Ouvrages d'esprit, qu'il n'étoit pas permis de faire attention, si ceux qui les publioient n'avoient rien fait d'indigne de la gravité de leur Caractère en les composant. On en appelle à témoin les Vers & la Prose de beaucoup de Personnages illustres & respectez dans l'Eglise durant le cours du seizième Siècle.

La plupart des invectives d'Helian étoient fondées sur des vérités incontestables, & malheureusement pour les Vénitiens, les autres étoient appuyées sur la vraisemblance.

* Ces trois Pièces Latines furent imprimées dans le tems, & se trouvent insérées dans l'Appendix ajouté à l'Histoire de Venise écrite par Justiniani, de l'Edition de Strasbourg faite en 1611.

1510.

Recès des
Diètes de
l'Emp.
p. 85.

blance. C'en étoit assez pour les faire croire. Dès qu'un Gouvernement est devenu odieux, non seulement ses actions indifférentes sont réputées des crimes chez les étrangers, mais même les bruits les plus frivoles & dont personne n'oseroit s'avouer auteur, passent pour des faits avérés quand ils sont semés contre lui. Bien-tôt il ne fut plus permis à personne d'ouvrir la bouche en faveur des Vénitiens, & le Résultat des Colléges fut qu'ils seroient mis au Ban de l'Empire. La Diète ordonna même que les États de l'Empire fourniroient leur Contingent, pour mettre le Ban à exécution, & l'on accorda conséquemment des mois Romains à Maximilien jusqu'à la somme de trois cens mille écus d'or.

Dès que la Diète fut levée, Helian se rendit à Bude & il négocia si heureusement auprès du Roi de Hongrie, qu'il le fit entrer dans la Ligue de Cambray. En conséquence le Ministre de ce Prince à Venise reçut ordre de déclarer la Guerre à la République, en cas qu'elle ne voulût pas restituer ce qu'elle tenoit dans la Dalmatie, Domaine démembré de la Couronne de Hongrie, & que le Roi prétendoit y devoir être réuni. Mais le Sénat enhardi par les heureux succès de sa résistance, refusa de rien céder, & le Doge répondit fièrement au Ministre Hongrois: Que si son Maître cherchoit la Guerre, il avoit trouvé qui la lui feroit. Quoi que la Hongrie portât le nom de Royaume elle se régissoit cependant en Etat libre, & elle

elle étoit plus sujette qu'aucune République d'Italie à tous les inconvéniens du Gouvernement Aristocratique. Apparemment que les États du Païs sans le consentement desquels le Roi ne pouvoit rien, n'approuvèrent pas la Guerre contre la République; ou les résolutions qu'ils prirent à cet égard ne furent pas exécutées. Ce qui est certain, c'est que le Roi de Hongrie déclara la Guerre aux Vénitiens, mais qu'il ne la leur fit pas.

Ce fut dans ce tems-là que les Vénitiens manquèrent de surprendre Vérone. Les Habitans de la Ville mécontents des Allemands leurs nouveaux Maîtres, appellèrent leurs anciens Maîtres pour les chasser. Le Complot réussit en partie, & les Troupes Vénitiennes entrèrent dans la Ville par la Porte de S. George. Mais les échelles dont elles devoient se servir pour escalader les Forts de Vérone, se trouvèrent trop courtes par un accident ordinaire en ces sortes d'entreprises. La Garnison eut le loisir de prendre les armes, & les Vénitiens qui n'étoient pas venus pour faire un Siège, se retirèrent aussitôt qu'ils se virent découverts, abandonnant la Ville qu'ils ne pouvoient conserver sans être maîtres des Forts. Quelques jours après la Garnison s'avisa d'un stratagème pour connoître ceux d'entre les Habitans qui étoient les plus zélés pour le service des Vénitiens, & les punir comme coupables de la Conspiration dont on ne pouvoit découvrir les auteurs. Une trou-

1510.

pe de Soldats de la Garnison courut en tumulte par la Ville sur le milieu de la nuit, battant la marche à l'Italienne & criant *Vive Saint Marc*. Plusieurs Habitans trompez par les apparences leur répondirent par des cris de joye & en chargeant les Allemands d'imprécations. Dans la crainte d'un desordre on se contenta pour l'heure de marquer les maisons de ces indiscrets; mais dès que le jour fut venu on les saccagea, & l'on en mit les maîtres à rançon, comme gens pris au service de l'ennemi.

La fortune des Vénitiens toujours chancelante, & le bon état des affaires de Louis XII. parurent donner envie au Pape durant quelques momens de devenir véritablement des amis de ce Prince à qui tout sembloit réussir. Maximilien pour cette fois, étoit constant dans l'Alliance de la France; elle venoit encore de renouveler ses Traitez avec le Roi d'Angleterre. Les Suisses paroissoient bien aigris contre Louis XII. qui refusoit d'augmenter la pension des Cantons, mais on pouvoit croire qu'ils ne témoignoiént si hautement leur chagrin, que pour se faire appaiser plutôt. Enfin, il ne s'agissoit que d'argent en ce démêlé, & un Roi de France devoit avoir toujours de quoi racheter leur haine & payer leur amitié. Le Pape eut donc quelques Conférences avec le Comte de Carpi qu'il avoit assez négligé depuis son arrivée à Rome, & il parut traiter en homme qui veut se réconcilier
de

de bonne foi. En rompant avec la France il craignoit d'être seul à soutenir sa querelle. Mais Jules ne fut pas plutôt informé que le Roi d'Angleterre en renouvellant son Traité avec cette Couronne, y avoit compris le Saint Siége, qu'il changea de conduite. L'apparence est que ses sentimens avoient toujours été les mêmes. Dans la confiance que si la France l'attaquoit le Roi d'Angleterre suivant son Traité romproit avec cette Puissance, il ne la ménagea plus. Après lui avoir fait long tems la Guerre secrètement, il se donna la satisfaction de la lui déclarer.

Alfonse d'Est Duc de Ferrare étoit autant l'ami de Louïs XII. que l'Allié du Roi Très-Chrétien. Le Pape lui chercha querelle sur deux prétextes. Le premier fut un Bureau de Doüane que le Duc avoit établi sur le Pô, pour faire payer ses Droits aux Bâtimens qui baïsoient ou qui remontoient ce Fleuve. Le Pape en qualité de Seigneur Suzerain de Ferrare demandoit qu'il ôtât ce Bureau, comme établi sans une autorité suffisante & préjudiciable au Commerce des Sujets du Saint Siége. L'autre demande du Pape au Duc de Ferrare, fut de s'abstenir de mettre en valeur les Salines de Commachio, dont le produit devoit être un des grands Revenus de ce Prince. Le Pape alléguoit qu'il étoit en pouvoir d'empêcher le Duc de Ferrare de faire fabriquer du Sel à Commachio, parce que l'Eglise étoit entrée aux Droits des Vénitiens

1510.

Mach.
Hiflor.
l. 8.Hiflor. Ju-
vini. l. 6.

par la réunion de Cervia à l'Etat Ecclésiastique. Pour l'intelligence de cette prétention il est bon de sçavoir, que de tout tems les Seigneurs de Ferrare avoient eu des Salines à Commachio. Ils les maintinrent en valeur jusques en 1403. Mais Albert d'Est Seigneur de Ferrare ayant pris alors le parti des Carrares contre les Vénitiens, les événemens de la Guerre l'obligèrent à faire une Paix desavantageuse avec la République. Les Vénitiens tâchoient alors de se rendre les seuls Marchands de Sel dans le voisinage de leur Golfe, & pour venir à bout de faire leur Monopole, ils ruinoient toutes les Salines qui ne leur appartenoint pas. Dès 1381. ils avoient obligé par un Traité le Roi de Hongrie de faire tarir toutes les sources d'eau salée & de combler toutes les Mines de Sel de Croatie & de Dalmatie. Ainsi les Vénitiens ne consentirent à donner la Paix au Seigneur de Ferrare, qu'à condition qu'il s'obligeât de faire cesser le travail dans les Salines de Commachio, & qu'il s'engageât que dorénavant ses Sujets leveroient leur Sel à Cervia. Les Ducs de Ferrare avoient toujours observé cette condition, mais Alphonse avoit cru qu'il pouvoit recommencer de mettre en valeur les Salines de Commachio dès qu'il fut en Guerre ouverte avec les Vénitiens, parce que durant la Guerre les Loix portées dans les Traitez précédens sont suspendues. Ce fut alors que le Pape lui enjoignit de faire cesser ce travail, prétendant que

que comme Possesseur de Cervia, il étoit revêtu des Droits de la République contre les Salines de Commachio, dont le Sel préjudicioit au débit de celui de l'Etat Ecclésiastique,

1510.

Le Duc répondoit à cet égard, que ses Ancêtres n'avoient pas traité avec un Seigneur particulier de Cervia, mais avec la République de Venise. Que c'étoit dans ses Etats indistinctement qu'ils s'étoient obligez de faire lever du Sel à leurs Sujets, & que ce n'étoit que par accident que Cervia avoit été désigné pour le lieu de la traite. Que l'Article onéreux qui lioit les mains à cet égard aux Seigneurs de Ferrare n'avoit dû même durer que soixante & dix ans. Que ce terme étoit expiré dès 1473. Que son observation continuée par force à cause des menaces des Vénitiens, étoit une de leurs injustices, contre laquelle la Ligue de Cambray devoit restituer le Duc de Ferrare. Qu'ainsi le Pape ne pouvoit pas se prévaloir de la possession de Cervia pour exercer un pouvoir injuste dans le fonds & qui n'étoit point attaché au Domaine spécial de cette Ville, mais à la République qui se l'étoit arrogé. Que ce Droit étoit éteint pour la République même, & qu'ainsi de toutes manières il devoit être tenu pour anéanti.

Quant au chef du Bureau établi sur le Pô le Duc alléguoit qu'il avoit pû l'y mettre, attendu la nature de son Fief; & que la Suzéraneté du Pape sur le Duché de Ferrare ne lui donnoit d'autre pouvoir

1510.

dans cet Etat, que celui d'exiger les charges portées dans les Investitures. Ces charges étoient de tenir le Fief de l'Eglise, de la servir en certaines occasions avec un nombre de Gendarmes spécifié, & de lui payer une reconnoissance annuelle. Le Duc ajoutoit que ses Prédécesseurs étoient déjà en possession du Gouvernement à Ferrare quand ils se firent les Hommes du Saint Siège & qu'ils reconnurent la Suzeraineté des Papes. Qu'ils l'avoient fait par des motifs de dévotion plutôt que pour en tirer une Protection que les Papes n'étoient pas alors en état de leur donner fort efficace. Qu'ainsi dans le Fief de Ferrare qui étoit un Fief offert au Suzerain, les Droits Régaliens & tous les Droits du Gouvernement appartenoient au Seigneur Feudataire, quand il n'en étoit pas privé par son Investiture. Que les Investitures données par les Papes aux Seigneurs de Ferrare n'énonçoient rien au préjudice du Feudataire à cet égard, & que depuis longtemps il étoit en possession tranquille de la jouissance de ces Droits. Que les Droits Régaliens comprenoient le Droit des Armes. Qu'on ne pouvoit entretenir des Troupes sans les payer, ni les payer sans mettre des Impôts sur les Peuples. Que c'étoit à celui qui avoit l'exercice de la Justice dans un Païs à lever ces Impôts de la manière la moins onéreuse aux Sujets, & que l'exercice de la Justice étoit incontestablement un autre Droit Régalien. Que le Droit de lever des Impôts étoit tellement

ment joint avec le Droit des Armes & l'exercice de la Justice, que les Souverains & les Etats qui vouloient lier les mains sur les Péages à leurs Feudataires qui jouissent des Droits Régaliens, inféroient la condition expresse de n'en point établir & des réserves positives à cet égard ou dans les Investitures, ou dans d'autres Actes qui faisoient loi pour les Feudataires. Que l'Investiture des Seigneurs de Ferrare ne faisoit aucune mention de l'obligation de ne point établir de Péages & que par conséquent elle les laissoit dans le Droit commun. Que jamais les Papes n'avoient réclamé contre les Impôts levez par les Rois de Naples qui étoient aussi bien Vassaux de l'Eglise que les Ducs de Ferrare. Qu'enfin lui Duc de Ferrare ne croyoit pas que le Pape voulût faire valoir en cette occasion la loi générale que certains de ses Prédécesseurs avoient tâché d'établir : Que les Princes Chrétiens ne peuvent mettre aucune Imposition sur leurs Sujets que du consentement du Saint Siège.

Il est vrai que les Seigneurs d'Est étoient déjà très puissans à Ferrare dans le treizième Siècle, quand le Pape les investit de cet Etat comme d'un Fief du Saint Siège. Mais les Conditions onéreuses auxquelles ces Seigneurs furent contens d'obtenir l'Investiture, montrent qu'ils la reçurent comme une grande grace, & qu'ils ne croyoient point pouvoir dominer à Ferrare sans être appuyez de l'Autorité des Papes. Les

1510.

Conditions de l'Investiture furent qu'Azzo d'Est serviroit le Saint Siége avec cent Hommes d'Armes, qu'il payeroit toutes les années à la Chambre Apostolique une reconnoissance de dix mille écus d'or, somme excessive dans ces tems-là. Se soumettre à une pareille redevance c'étoit prendre à ferme le Ferrarois plutôt que le recevoir en Fief.

Le Pape qui étoit résolu de trouver mauvaises toutes les raisons que le Duc lui pourroit alléguer, ne se tint point satisfait par celles qui viennent d'être exposées. Il menaça ce Seigneur de l'excommunier s'il n'obéïssoit incessamment & pour l'intimider davantage, il fit avancer sa Gendarmerie dans la Romagne & dans le Boulonnois. Le Duc de Ferrare eut recours au Roi de France, & c'est à quoi le Pape s'attendoit. Quelque parti que prit le Roi, le Pape espéroit qu'il l'achemineroit à son but. Si Louis XII. abandonnoit le Duc de Ferrare, Jules espéroit de le décréditer. Si ce Prince soutenoit le Duc de Ferrare, il mettoit le Pape en droit de nuire à force ouverte à la France. Le Roi prit la Protection du Duc de Ferrare, & le Pape suivant la manière d'agir de ceux qui ont tort, se plaignit comme un homme qui souffre une injustice atroce. Il dit qu'on vouloit soutenir son Vassal contre lui, & que la Protection accordée au Duc de Ferrare étoit une contravention manifeste au Traité de Cambray où il étoit stipulé, que les Puissances

Con-

Contractantes soutiendroient en toutes manières les Droits, Dignitez & Prérrogatives du Saint Siège. Il étoit facile de répondre à ces plaintes, Que le Duc de Ferrare ne bleffoit aucun des Droits du Saint Siège, & qu'ayant été compris dans le Traité du consentement positif du Pape même comme un Souverain qui avoit le Droit des Armes & celui de faire des Alliances, ses Alliez étoient tenus de le regarder & soutenir comme tel. Mais ce Pape, disent les Historiens s'embarassoit moins d'avoir raison dans ses démêlez, que d'y avoir l'avantage.

Cependant la Campagne de 1510. avoit commencé. Le Comte de Hanaw Lieutenant Général de l'Empereur en Italie, rassembla sous Vérone cinq cens Lances & trois mille hommes d'Infanterie. Chaumont l'y joignit avec quinze cens hommes d'Armes & dix mille Fantassins. Ces Généraux après leur jonction marchèrent droit à Vicenze. L'Armée Vénitienne qui reculoit toujours devant eux, ne jugea pas à propos de défendre la Ville, & fut se cacher aux Brentelles, poste couvert par des Rivières qui le rendent inattaquable. Les Vicentins abandonnez par les Vénitiens envoyèrent leurs Magistrats présenter les Clefs de la Ville au Comte de Hanaw, & lui demander le pardon de ce qui s'étoit passé l'année précédente, quand ils avoient chassé par surprise la Garnison Allemande. Ces Magistrats lui firent une Harangue très-patétique que Guichardin

1510.

rapporte en entier. Elle ne le toucha pas néanmoins, dit cet Historien, tant il étoit rempli d'une *insolence barbare & d'une cruauté Allemande*. Il fit faire par son Auditeur de Camp, une réponse foudroyante aux pauvres Vicentins. Chaumont plus humain, intervint pour eux & leur obtint la vie sauve: mais leurs biens furent la proie du Soldat. Il poursuivit même les Vicentins jusques dans les antres des Montagnes où ils s'étoient cachez. La plupart s'étoient renfermez dans une vaste Caverne qu'on croyoit plus inaccessible que les autres. Les Allemands désespérant de la forcer allumèrent des feux à son ouverture, dont la fumée étouffa les malheureux qui s'y étoient réfugiez.

Après le sac de Vicenze la plus grande partie des Soldats de l'Empereur toujours mal payez, déserta. C'est ce qui fit avorter le dessein d'assiéger Padouë une seconde fois. Ainsi Chaumont ne pouvant rien exécuter de plus utile à la Ligue, vint reprendre Legnago le seul passage que les Vénitiens occupassent sur le haut Adige. Il passe au milieu de Legnago, & la partie de la Ville située à la gauche de ce Fleuve s'appelle le Port. Les Vénitiens l'avoient enveloppé de plusieurs coupures remplies de l'eau de l'Adige. C'étoit de ce côté-là que Chaumont qui venoit de Vicenze devoit arriver. Le jour qu'il campoit à Minerbio, la Garnison de Legnago fortit pour le reconnoître. Mais l'Infanterie Françoisé l'ayant poussée jusques

ques sur le bord de la première coupure, & s'étant jettée dans l'eau pour la passer, sa démarche hardie fit perdre contenance aux Italiens. Ils se retirèrent en si grande confusion que les François entrèrent pêle mêle avec eux dans le Port. Aussi tôt Chaumont fit passer un Corps de l'autre côté de l'Adige. Il attaqua la Ville de Legnago avec tant d'ardeur que la Garnison l'abandonna peu de jours après pour se sauver à travers les inondations, & le Château resté presque sans Défenseurs fut obligé de capituler.

Ce fut là que Chaumont apprit la mort du Cardinal d'Amboise son Oncle, triste événement pour sa Maison, mais aussi funeste pour le Royaume à cause des conjonctures où il arriva. Ce Prélat n'avoit pas toutes les lumières des génies supérieurs, mais ses vertus suppléoit à son esprit. Il avoit une patience qui lui laissoit attendre sans inquiétude le tems d'agir. Les dangers paroissoient des inconvéniens à son courage, mais non des obstacles qui dûssent l'arrêter, & ce Ministre ne trouvoit rien d'impossible, que ce qui n'étoit pas faisable. Sa constance empêchoit qu'il ne changeât jamais le plan une fois arrêté pour les traverses qui se présentent ordinairement dans l'exécution des plus sages projets. Doué d'une grande fermeté d'esprit, il n'étoit tiré du droit chemin ni par les prières de ses amis, ni par les sollicitations obstinées des opiniâtres. Enfin, sa persévérance étoit à l'épreuve des longueurs

1510.

du tems, de la lenteur des hommes & de tous les mauvais discours du Courtisan. La confiance que son Maître prenoit en lui étoit si grande, qu'on peut croire qu'il eût empêché la rupture ouverte de la France avec le Pape s'il avoit vécu. Ce n'est pas qu'il ne connût toute l'injustice du procédé de Jules II. mais il étoit persuadé qu'il y a des conjonctures telles que les Princes qui s'y trouvent doivent différer leur colère & remettre leur vengeance. On crut durant un tems que la mort du Cardinal d'Amboise serviroit à raccommoder le Roi & le Pape. Jules II. en témoigna une joye infinie, & il ne put se retenir de l'épancher dans le sein de l'Ambassadeur de Venise. Mais cette mort ne servit qu'à multiplier les sujets de broüillerie qui étoient entre ces Princes. Le Pape demanda l'épargne du Cardinal défunt qu'on disoit monter à trois cens mille écus d'or en espèces, comme une dépouille qui lui appartenoit. Le Roi la lui refusa, & lui fournit ainsi un nouveau sujet de se fâcher, ou du moins de se plaindre.

Bembo,
l. 10.

L'Empereur avoit si peu de soin de ses affaires, & sur tout de se tenir armé en Italie, que Chaumont fut obligé de mettre des François en Garnison à Legnago pour garder la Place au nom de Sa Majesté Impériale. Par le Traité de Cambray, elle se trouvoit dans le partage des Impériaux. Comme il se disposoit à s'en retourner dans son Gouvernement il reçut ordre du Roi de demeurer encore au service.

vice de l'Empereur. Il s'étoit fait une nouvelle Convention entre Louis XII. & Maximilien, par laquelle Louis XII. prêtoit à ce Prince cent mille écus d'or & son Armée, à condition qu'il auroit Vérone en engagement jusqu'à son entier remboursement.

Le mois de Juin étoit déjà commencé lors que le Duc de Termini joignit Chaumont avec quatre cens Lances Espagnoles. C'étoit les Troupes que le Roi d'Arragon fournissoit à l'Empereur en vertu du Traité de Cambray. Dès que cette Armée eut tiré de Vérone une partie de la Garnison Allemande, elle marcha à Montselice qui est une petite Ville entre Est & Padouë, dont la prise par conséquent devoit donner de grandes facilités à l'Empereur pour reporter la Guerre dans le centre du Pais Vénitien.

Sontino Benzoni natif de Creme actuellement Colonel d'Infanterie au service de la France, s'étant écarté durant la marche, fut enlevé par un parti ennemi. Les Vénitiens le firent pendre comme traître malgré sa Commission, quoi qu'il leur représentât qu'en évacuant Creme sa Patrie, ils étoient censez suivant le droit des gens, lui avoir remis son Serment de fidélité. Sa mort fut vengée pleinement sur la Garnison de Montselice. Un Détachement d'Infanterie Gasconne envoyé seulement pour reconnoître une petite brèche que l'Artillerie des Assiégés venoit de faire à la Place, s'en approcha beaucoup

Le 21.
Juin.

1510.

plus près que n'eussent fait des Italiens venus pour exécuter seulement une pareille Commission. La Garnison se figurant qu'on alloit monter à l'assaut, abandonna le rempart pour se retirer derrière la seconde enveloppe. Mais elle fit ce mouvement avec tant de confusion que les François y entrèrent avec elle. Un pareil accident arriva encore quand la Garnison voulut se retirer derrière une troisième enveloppe qui étoit à la Place. On insulta de même le Château, & les Soldats de la Garnison qui ne furent pas tuez dans tous ces tumultes se sauvèrent dans le Donjon au nombre de sept cens. Ce fut inutilement qu'ils demandèrent à capituler, on leur répondit que les Loix de la Guerre ne donnoient aucune protection à ceux qui les observoient si mal. Pour venger la mort de Benzoné on mit le feu au Donjon, & tout ce qui s'y trouva périt par les flammes. Ce fut le dernier exploit de cette Armée, à moins qu'on ne veuille compter pour une expédition militaire la témérité de quatre cens Hommes d'armes François. Ils firent une course jusques sous les murailles de Padouë, où la plus grande partie de l'Armée Vénitienne s'étoit renfermée. L'action assez audacieuse d'elle-même, brilla encore davantage par la bravade de quelques jeunes François qui furent rompre leurs Lances ornées de rubans qui marquoient les livrées de leurs Dames, dans les portes mêmes de la Ville. Cette espèce de galante-

lanterie étoit alors fort en usage, aussi bien que celle d'aller écrire le nom de sa Maîtresse sur l'endroit des murailles des Villes assiégées où étoit le plus grand danger.

Après la prise de Monselice les Allemands demandèrent que l'Armée Confédérée marchât à Trévise, dont ils représentoient la prise très facile; mais les nouvelles que Chaumont venoit de recevoir ne lui permettoient pas de tenir les Troupes Françaises éloignées plus long-tems des Etats de son Maître. Le Duc d'Urbain à la tête des Troupes du Pape ravageoit le Ferrarois. Les Suisses se dispoient à faire une irruption dans l'Etat de Milan, & une Flote composée des Vaisseaux des Vénitiens & de ceux du Pape paroissoit sur la Rivière de Gènes. On étoit même informé qu'elle avoit à bord les Bannis de cet Etat. Chaumont laissa donc pour la garde des Conquêtes de l'Empereur quatre cens Lances, & quinze cens hommes d'Infanterie Espagnole que Louïs XII. avoit pris à sa solde. Il envoya un autre Détachement au secours du Duc de Ferrare, après quoi il ramena le reste de ses Troupes dans son Gouvernement pour faire tête aux Suisses & repousser la Flote. Le projet de cette Flote échoüa & n'aboutit qu'à des tentatives infructueuses. Elle fut repoussée deux ou trois fois dans les descentes & se retira voyant bien que les François qu'elle pensoit surprendre se tenoient sur leurs gardes. La mauvaise vo-

lonté

1510.

lonté du Pape contre la France, fut mieux servie ailleurs.

Le Duc de Ferrare quoi qu'affuré de la protection de la France avoit fait toutes les soumissions possibles pour appaiser le Pape, mais sans le toucher. L'intervention de Maximilien qui fit représenter à Rome qu'il devoit sa protection à Alfonso d'Est, parce que la plus grande partie de ses Etats & sur tout celle qui étoit l'occasion du démêlé, étoit du Fief de l'Empire, ne put obliger Sa Sainteté de rien changer dans son projet de dépouiller le Duc de Ferrare. Il commença même de le traiter comme un Vassal tombé en félonie, en refusant de recevoir la reconnaissance d'hommage. Le Duc de Ferrare lui fit présenter la veille de S. Pierre. C'est le jour auquel les Fendataires de l'Eglise s'acquittent de leur redevance. Il alléguait que ce Duc étoit obligé de payer l'ancienne redevance de dix mille écus d'or, & que la remise qui lui avoit été faite par le Pape Alexandre VI. n'avoit pu valoir que jusqu'à la mort de ce Pape. Alexandre VI. voulant gratifier ce Prince quand il lui fit épouser sa Fille, la fameuse Lucrece Borgia, réduisit à trois mille écus d'or la redevance de dix mille, que le Fief de Ferrare payoit toutes les années à la Chambre Apostolique. Jules II. refusa les trois mille écus, & le Duc put sçavoir dès lors à quoi il devoit s'en tenir.

Dès le commencement du mois de Juil-
les

let l'Armée Ecclésiastique s'avança jusqu'aux portes de Ferrare, s'emparant en chemin de toutes les petites Places du Païs qui se trouvèrent sur sa route. Mais dès que le secours de Chaumont fut arrivé, les Troupes du Pape se retirèrent quoi que supérieures en nombre aux ennemis. Il leur en coûta même une partie de leur Artillerie pour s'être trop avancées. Elles l'abandonnèrent pour s'en retourner plus promptement. Néanmoins elles vinrent à bout d'entrer dans Modène. Les Rangoni aussi puissans dans la Ville que le Souverain même en ouvrirent les portes aux Troupes du Pape, soit qu'ils fussent mécontents du Duc de Ferrare, soit qu'ils espérassent de grands avantages de Sa Sainteté.

L'Alliance des Suisses avec la France expiroit en 1510. Elle avoit été conclue à Lucerne le 16. Mars 1500. pour le terme de dix années, à condition que la France donneroit une pension annuelle de mille écus d'or à chacun des dix Cantons. Lors qu'il fut question de renouveler cette Alliance, les Suisses demandèrent que leur pension fût augmentée jusqu'à vingt mille écus d'or partageables entre eux, ainsi qu'ils jugeroient à propos de les répartir. Le Roi offrit seulement d'augmenter cette pension jusqu'à douze mille écus d'or, afin que les Etats de Bâle & de Schaffouse qui depuis le Traité de Lucerne avoient été cantonnez, eussent aussi chacun leur pension de mille écus. Les
Suisses

1510.

Suisses répondirent avec hauteur qu'on ne marchandait pas avec de braves gens, quand ils avoient tant fait que de se mettre à prix. Qu'il falloit les prendre à leur mot, & qu'ils auroient vingt mille écus ou rien. Louis XII. piqué qu'un Peuple que les Rois de France pour me servir des termes de Commynes, *avoient mis en la lumière du monde*, voulût dicter les Conditions du Traité, lui témoigna du mépris en cessant de le rechercher. Pour le mortifier davantage, il prit encore de l'Infanterie Allemande à son service. Ce n'étoit pas le tems d'être si ménager de son argent, ni si délicat sur sa Dignité.

La Diète tenuë à Lucerne dans ces conjonctures refusa donc de renouveler l'Alliance avec la France aux Conditions proposées par Louis XII. & cette Alliance demeura résolüe. Au contraire la Diète accepta les Conditions d'un Traité proposé par le Pape, & il y fut arrêté qu'on enverroient incessamment en Italie un Corps de Troupes qui seroit à ses ordres. Mais la Diète vouloit encore se ménager avec la France. Tant qu'elle seroit Maîtresse de l'Etat de Milan, elle pouvoit affamer la Suisse qui n'étoit pas alors cultivée comme elle l'est aujourd'hui. Ainsi le Résultat de la Diète fut que les Suisses qui descendroient en Italie où nécessairement il leur faudroit faire la guerre aux François, ne marcheroient pas à leur expédition sous les Bannières des Cantons, mais sous la Bannière particulière du Canton de Schwitz.

Le

Le voile étoit facile à percer, puis que ce Canton un des plus petits Etats du Corps Helvétique, n'étoit pas capable de fournir sans le secours de ses Alliez, la sixième partie des Soldats qui devoient descendre en Italie.

Le Canton de Schwitz avoit un sujet de plainte qui lui étoit particulier, & qui étoit un motif plus décent pour colorer des hostilités que le refus d'un argent qui dans le fond n'étoit pas dû. Un des Messagers du Canton de Schwitz qui traversoit l'Etat de Milan avoit été arrêté comme suspect, par la Garnison Française de Locarne. Les François s'étoient saisis des Dépêches qu'il portoit & l'avoient ensuite jetté dans le Lac Majeur. Pour ajouter l'insulte à l'injure, ils avoient fait vendre à l'encan au milieu de Milan, la Médaille d'argent aux armes du Canton de Schwitz, que son Messager portoit comme une marque de son Emploi. Voilà du moins le fait tel que les Historiens Suisses le rapportent. Les Suisses ravis de faire la guerre aux François qui les avoient piqués jusqu'au vif en levant à leur place des Grisons & de l'infanterie Allemande, comme pour apprendre aux Nations qu'on pouvoit se passer d'eux, furent bien tôt atroupez sur leur Frontière au nombre de quatorze mille hommes. Ils étoient déjà en mouvement pour entrer dans l'Etat quand Chaumont revint à Milan. Comme il avoit laissé neuf cens Hommes d'armes & beaucoup de son Infanterie, au

Simler.
Repub.
des Suisses, l. 1.

fer-

1510.

service de l'Empereur & du Duc de Ferrare, il ne put mettre ensemble, ses Places gardées, que mille Lances & sept ou huit mille Fantassins. Il fut encore obligé de diviser cette petite Armée par l'incertitude où il étoit si les Suisses descendroient en Italie par la Val d'Aoste pour traverser le Piémont & gagner la Rivière de Gènes, en même tems que la Flote ennemie s'y présenteroit pour faire une descente, ou s'ils tiendroient la route ordinaire pour traverser le Milanez, & joindre l'Armée Vénitienne sur les bords de l'Adda. Du consentement du Duc de Savoie Chaumont mit des Troupes dans Yvrée pour leur fermer le passage de la Val d'Aoste, & il posta encore cinq cens Lances dans la Plaine au débouché des défilez de la Montagne. Mais les Suisses en s'assemblant à Bellinzone le tirèrent de son incertitude, & lui donnèrent clairement à connoître que leur dessein étoit de descendre dans le Duché de Milan proprement dit. C'étoit par la faute des François que Bellinzone, Ville bâtie à la descente des Alpes, & qui ouvre une entrée facile en Italie, étoit entre les mains des Suisses. Jusques en 1500. elle avoit été une portion de l'Etat de Milan. Mais dans cette année les Cantons de Schwitz, d'Uri & d'Underwald s'en emparèrent à la faveur du changement de Maître qui venoit d'arriver dans le Milanez, & sous le prétexte de vieilles prétentions qu'ils avoient sur ce Territoire. Ce fut précisément

ment peu de jours après que Louïs le More eut été fait prisonnier à Novare que les trois Cantons occupèrent Bellinzone. Les François auroient pû retirer sur le champ cette importante Place des mains de ces trois Cantons, moyennant une médiocre somme d'argent. Mais ils conduisirent leur Négociation avec négligence, & plus les Suisses demeurèrent dans Bellinzone, plus ils connurent la conséquence dont cette Place leur étoit. Enfin ils furent tellement convaincus de l'importance de ce passage, qu'il n'y eut plus d'offres capables de tirer Bellinzone de leurs mains. Louïs XII. pour n'en pas venir à une rupture fut même obligé en 1503. de céder par le Traité d'Arona * la Ville avec son Territoire aux trois Cantons qui l'avoient occupée, & qui en sont encore en possession aujourd'hui.

* Du onzième d'Avril.

Ce fut le 6. de Septembre que l'Armée Suisse descendit dans le Milanez & vint camper à Castiglione. Chaumont avec sa petite Armée logea à six mille de son Camp, également à portée de prévenir les ennemis, soit qu'ils tinssent le chemin de Milan, ou qu'ils prissent celui de Cassan pour y passer l'Adda. Ce fut ce dernier chemin qu'ils suivirent, & en trois ou quatre marches ils vinrent camper près de Come. Ils allongeoient leur chemin par cette route, mais ils étoient obligez de la prendre par une précaution nécessaire. En la tenant ils marchaient presque toujours par un país de Montagnes, & sans crainte d'être

1510.

d'être renversez par la Gendarmerie Françoisse : Au lieu qu'en s'obstinant de suivre le chemin le plus court pour aller à Casfan, il leur auroit fallu traverser beaucoup de Plaines des plus découvertes. Chaumont les côtoyoit toujours. Mais comme son dessein n'étoit pas d'irriter cette redoutable Nation qui gardoit encore des mesures avec la France, il tendoit à les obliger de se retirer, plutôt qu'à les battre. Il faisoit donc emporter tous les Vivres des lieux où ils devoient passer, & il les harceloit nuit & jour avec le peu de Cavalerie légère qu'il avoit dans son Armée. Son projet réussit, & les Suisses mourans de faim reprirent le chemin de leur País après quelques marches inutiles.

Les Vénitiens s'étoient flatés que cette diversion ameneroit quelque événement considérable, ou du moins qu'elle occuperoit les François durant long-tems. Dans cette espérance ils résolurent le Siège de Vérone, & Malvezzi devenu Général de leurs Troupes par la retraite de Baglioné de leur service, reçut ordre de le former. Son Armée étoit composée de huit cens Hommes d'armes, de trois mille Chevaux légers, & de dix mille hommes d'Infanterie soudoyez, sans compter les Cernides ou les Milices Vénitiennes. Elle étoit suivie d'un grand nombre de Pionniers la plupart venus de leur plein gré. Jamais Sujets ne témoignèrent autant de zèle pour le service de leur Prince, que les Peuples du

du plat Pais Vénitien en firent voir pour le service de Saint Marc dans tout le cours de cette Guerre. Les Païsans y furent dévoïez à leurs Maîtres jusqu'à se donner à eux-mêmes la dangereuse Commission d'Espion; & les accidens qui leur en arrivoient, ni les disgraces des Vénitiens, ne rallentirent jamais leur ardeur à les servir. Les Historiens citent beaucoup d'exemples de ces malheureux qui aimèrent mieux souffrir toutes les indignitez dont peut s'aviser un Soldat effréné & même la mort, que de blasphémer contre la République. Attachement dont la constance lui fait plus d'honneur que toutes les louanges de ses Panégiristes. Des Sujets n'aiment pas longtemps leurs Maîtres malheureux, s'ils n'ont été gouvernez avec une grande justice.

Mais il s'en falloit beaucoup que les Soldats de la République fussent aussi braves, que ses Peuples lui étoient fidèles. Toutes les facilitez que la prévoyance & l'opulence peuvent apporter à un Siège se trouvoient bien dans le Camp Vénitien devant Vérone. Rien n'y manquoit, que de bonnes Troupes. Mais tout l'or de la République & toute l'intelligence du Sénat, ne pouvoient pas donner en un moment au Soldat la valeur qu'il n'avoit point. Les travaux étoient renversez avant d'être finis. Dès qu'on osoit mettre quelques pièces de Canon en batterie, les Affiégez les venoient chercher en plein jour, & les emmenoient Tambour battant dans la Place. L'impossibilité de prendre Vé-

rone

1510.

rone étoit une raison suffisante pour en lever le Siège, & la marche de Chaumont qui s'avançoit pour la secourir après avoir reconduit les Suisses jusques chez eux, fournit un prétexte honnête de s'en aller. A son approche l'Armée Vénitienne se retira à Saint Boniface derrière l'Aldego, où elle occupa un terrain tellement couvert par la Rivière & par des Marais, qu'il étoit impossible à des hommes de l'y forcer. La Guerre fut moins malheureuse aux Vénitiens dans les Montagnes que dans la Plaine. Elle se fit avec un avantage égal entre eux & les Allemands du côté de Trévise & du Frioul, mais sans événemens remarquables.

Jules II. apprit en même tems la retraite des Suisses, la levée du Siège de Vérone, & que sa seconde entreprise sur Gênes étoit échouée. Il avoit renvoyé la même Flote qui avoit fait la première tentative y en faire une seconde. Ce fut à ce départ qu'il se déclara hautement contre la France. Il fit mettre au Château Saint Ange le Cardinal d'Auch qui faisoit à Rome les affaires du Roi. Il bénit avec solennité la Flamme que le Vaisseau Amiral devoit porter, & il permit à la Flote d'arborer le Pavillon de l'Eglise. Mais la Flote n'en fut pas plus heureuse. L'entreprise manqua, parce que les François s'étoient précautionnez contre. Elle n'aboutit qu'au naufrage de cinq Galères Vénitiennes qui se perdirent au retour. Ces malheurs arrivés coup sur coup firent résoudre

Toudre le Pape à écouter les propositions d'accommodement que Louis XII. lui faisoit faire, bien résolu néanmoins de ne renoncer jamais à son projet favori, de renvoyer les François au delà des Alpes. Il mesuroit le ressentiment du Roi à l'aversion qu'il avoit pour lui. Se connoissant incapable d'une réconciliation sincère avec Louis XII. il supposoit en ce Prince les mêmes sentimens, & qu'il n'y avoit d'autre sûreté pour lui, que de le mettre hors d'état de nuire. Néanmoins Louis XII. étoit disposé à lui rendre son amitié. Il vouloit bien alors faire pour se réconcilier avec Jules II. tout ce que le Pape auroit pû demander, si la raison avoit été de son côté dans leurs différens. C'étoit l'effet des sollicitations ardentes & continues d'Anne de Bretagne Reine de France, à qui le Roi son Mari ne pouvoit rien refuser. Louis XII. après l'avoir aimée long-tems avant de la pouvoir épouser, l'aima toujours depuis & jusqu'à sa mort, dont il fut sensiblement touché. Cette Princesse remplie de piété s'imaginait qu'on ne pouvoit être à la fois enfant fidèle à l'Eglise Romaine, & brouillé avec la Cour de Rome. Sur les premières avances de Sa Sainteté, Louis XII. fit proposer au Pape par le Comte de Carpi de mettre en compromis ses différens avec le Duc de Ferrare. Le Duc devoit s'en tenir à la décision de tels Souverains qu'il plairoit à Sa Sainteté de nommer pour Arbitres. C'étoit lui donner gain de cause. Néan-

1510.

moins le Pape ne négocia point long-tems sur ces propositions, & bien-tôt il ne voulut plus écouter le Comte de Carpi qui les lui faisoit. Il prétendit que le Feudataire ne devoit pas avoir de Juges entre son Seigneur Suzerain & lui. Qu'il devoit se mettre à sa discrétion, que le Roi de France devoit l'abandonner & n'intervenir en sa faveur que par des prières. Ce qui rendoit Jules II. si altier, c'étoit le Traité qu'il venoit de conclure avec le Roi d'Arragon, lequel le mettoit en droit de disposer à son gré de l'Armée Espagnole qui étoit en Italie.

Le Pape s'obligeoit dans le Traité de donner à Ferdinand l'Investiture du Royaume de Naples jusques-là refusée, sous la simple redevance d'une Haquenée & de deux mille écus d'or. Cette redevance étoit la même que payoient les Rois de la Maison d'Arragon Bâtarde qui posséderent ce Fief de l'Eglise, mais Jules II. étoit tenu d'exiger alors une plus forte redevance, parce que Ferdinand qui ne tiroit pas d'eux son Droit, demandoit une Investiture toute nouvelle. Les deux dernières Investitures de ce Royaume portoient une redevance annuelle de quarante-huit mille écus d'or, & les Investis les avoient acceptées. Les Investitures dont je parle étoient celles que le Pape Alexandre VI. donna successivement à Charles VIII. & à Louis XII. Rois de France, quand ils régnèrent à Naples. Cette redevance étoit la même que le Pape Clément

ment IV. imposa à Charles Fils de France & Comte d'Anjou, lors qu'il lui donna l'Investiture de ce Royaume. Jules II. ne pouvoit donc pas avec honneur renoncer à un avantage si considérable que le Saint Siège avoit acquis en un tems où il remuoit le Ciel & la Terre pour des intérêts qui lui étoient d'une bien moindre conséquence. Mais les Princes ne voyent ordinairement les intérêts de leur Etat qu'à travers leurs passions. La haine grossit ces intérêts à leurs yeux, comme l'amitié les exténue. Jules II. vouloit trop de mal à la France pour être en état de refuser son amitié aux Princes qui le pouvoient aider à nuire à cette Couronne. Ferdinand qui pouvoit faire beaucoup de mal aux François devint pour Sa Sainteté un ami précieux, qui rendit méprisable à ses yeux ceux des intérêts du Saint Siège dont le sacrifice pouvoit plaire à ce Prince. L'Investiture de Naples fut donc expédiée à la charge de l'ancien cens de deux mille écus d'or, à condition que Ferdinand exécuteroit au pié de la lettre la clause de l'Investiture qui obligeoit les Rois de Naples à servir le Saint Siège dans ses Guerres avec toutes leurs Troupes.

L'Ambassadeur de Venise pouffoit encore Jules II. au penchant où il n'étoit que trop enclin, d'obtenir par hauteur tout ce qu'il prétendoit. Cet habile Ministre sçavoit lui persuader qu'avec les Troupes Espagnoles, l'assistance du Marquis de Mantouë, & les efforts de sa Ré-

1510.

publique, il étoit en état de donner la loi à ses ennemis. Les broüilleries & les ruptures faisoient le salut des Vénitiens.

Le Marquis de Mantouë étoit sorti de sa prison depuis quelques mois, par l'intervention du Grand Seigneur son ancien ami. Bajazer avec qui le Marquis entretenoit une correspondance réglée en vûë de se procurer sa protection contre les Vénitiens voisins redoutables du Mantouïan, avoit envoyé chercher le Baile ou l'Ambassadeur ordinaire de la République à la Porte, & fait devant lui de grandes menaces contre ses Maîtres s'ils ne mettoient incessamment le meilleur de ses amis en liberté. Sur la première Dépêche du Baile, le Sénat toujours plein de ménagement pour les Turcs, rendit la liberté à ce Seigneur. Mais les Vénitiens qui sçavent mettre tout à profit, lui persuadèrent que c'étoit aux bons offices du Pape qu'il avoit la plus grande obligation de leur bienfait; après quoi ils l'envoyèrent à Sa Sainteté rempli de reconnoissance pour ses soins paternels. Le Pape le trouvant prévenu d'une obligation de cette conséquence, n'eut pas de peine à l'engager de renoncer à ses Alliances, d'en prendre de nouvelles & d'accepter le Commandement de ses Troupes & le Généralat de celles des Vénitiens. La déclaration du Marquis de Mantouë contre la Ligue de Cambray étoit importante, mais le Pape trouvoit cette déclaration d'une conséquence décisive, parce que sa passion vouloit qu'elle fût telle. On

On prétend encore que le Comte de Carpi qui n'avoit pas de meilleur moyen pour réussir dans sa Négociation que d'intimider le Pape, contribuoit lui-même à le rassurer. Louis XII. lui avoit confié le soin de ses affaires à Rome contre le sentiment de plusieurs personnes de son Conseil qui tâchèrent vainement de le persuader qu'il ne convenoit pas d'employer ce Seigneur Italien dans une Négociation aussi délicate que celle qui étoit sur le tapis. Personne n'ignoroit que le Comte de Carpi vivoit dans une appréhension continuelle du Duc de Ferrare, & qu'il avoit intérêt de procurer en toutes manières l'abaissement de ce Prince. Cette appréhension venoit de ce que le Duc de Ferrare étoit Coseigneur de Carpi. Comme les partages de Souveraineté ne subsistent pas long-tems entre des Seigneurs trop inégaux, le Comte craignoit dès lors ce qui arriva dans la suite, d'être chassé de sa moitié dans la Souveraineté de Carpi par le Duc de Ferrare qui avoit plus de Domestiques, que lui Comte de Carpi ne pouvoit entretenir de Soldats.

Il faut tomber d'accord que la France a tiré quelquefois de grands services des Italiens dans les affaires qu'elle a eues delà les Monts, mais elle s'est souvent repentie de leur avoir confié ses Négociations & le secret de ses affaires. Quoi que ce n'ait pas été sous les Papes François que la moitié des Peuples de l'Europe s'est soustraite à l'obéissance du Saint Siège,

3510.

moins la plupart des Italiens se nourrissent dans un mépris dédaigneux de l'esprit, du jugement & de la capacité des François. Il n'y a pas de Peuple si supérieur à un autre en raze Campagne qu'ils pensent l'être aux François dans le Cabinet. Ce sentiment persuade donc beaucoup d'Italiens que leur Nation est née pour gouverner l'autre, laquelle ne sçauroit sans malignité refuser de reconnoître une subordination aussi bien marquée que l'est celle de la Nation François. Un pareil sentiment étoit une grande tentation de prévariquer pour les Italiens qui seruoient Louïs XII. ou dans la vûe de procurer leur avancement particulier, ou parce qu'on ne récompensoit pas à leur gré des services souvent d'une petite importance, mais dont le mérite paroît toujours infini à des gens prévenus de leur habileté & entêtez de l'opinion, que la France ne les auroit jamais reçus de ses Sujets naturels. Cette prévention sur la supériorité de leur génie les persuadoit encore qu'ils étoient les maîtres de tromper les François, sans que ceux-ci pussent s'en appercevoir ni deviner ce qu'on prendroit la peine de leur cacher. Quoi qu'il en soit, le Guichardin excellent Juge de ce que les Seigneurs de sa Nation sont capables de faire dans les circonstances où se trouvoit alors le Comte de Carpi, ne paroît pas éloigné de croire qu'il ait trahi Louïs XII. pour mettre le Duc de Ferrare hors d'état de lui nuire. L'Historien de Ferrare dit positivement

Riv. 9.
t. 249. &
261.

Giraldi.

ment qu'il le fit, & il paroît par le ressentiment que toute la Maison d'Est témoigna contre ce Seigneur, qu'elle ne doutoit pas qu'il ne l'eût desservie, quand son emploi l'obligeoit de procurer ses intérêts comme les siens propres.

Jules II. rassuré par le Comte de Carpi & par ses Alliances changea tout à coup de sentimens, ou plutôt il cessa de témoigner qu'il en voulût changer. Il ne parla plus que de se mettre lui-même à la tête de ses Troupes, & il déclara hautement qu'il alloit se servir contre ses ennemis des Clefs de Saint Pierre & de l'Epée de Saint Paul. L'Ambassadeur de la République de Florence liée d'intérêt & d'amitié avec la France, fut plusieurs jours sans oser paroître à la Cour à cause de la fureur où il l'avoit mis en proposant une nouvelle Négociation. Un Envoyé du Duc de Savoye osa offrir à Jules la Médiation de son Maître. Sa Sainteté lui fit donner la question, & le retint long-tems en prison comme l'Emissaire de ses ennemis. Enfin, Jules partit de Rome pour faire sa Campagne, quoi que le mois de Septembre fût déjà fort avancé. Son dessein n'étoit pas celui d'un Général timide. Il vouloit assiéger Ferrare à la tête de ses Forces & de celles des Vénitiens. L'entreprise étoit si peu facile qu'on pouvoit bien la tenir impossible. Mais les Vénitiens en vûe de flater le Pape dont la présomption & la petulance contribuoient autant à leur salut que le flegme & la cir-

1510.

conspecton du Sénat, trouvèrent qu'on pouvoit espérer de prendre Ferrare. Les complaisans les plus serviles ne paroissent à ceux dont ils flatent sans mesure la passion dominante, que des personnes de bon sens & des hommes qui se rendent à la raison..

La Garnison de Ferrare étoit nombreuse, composée de Troupes Ultramontaines, & les Vénitiens n'étoient plus les maîtres absolus du Pô, depuis que le Duc s'étoit avisé d'armer par eau. Les Ferrarois s'étoient portez avec ardeur à la Guerre Piratique qu'ils apprenoient en la faisant, & leurs Bâtimens hazardoient même d'aller faire des prises jusques dans les Ports des Lagunes. La République n'avoit plus trop de Vaisseaux armez pour veiller à la sureté de son Commerce. Son Armée de Terre étoit très diminuée par les pertes faites dans l'entreprise sur Vérone, & celle du Pape qui payoit huit cens hommes d'armes & six mille hommes d'Infanterie, n'étoit pas forte de quatre mille Soldats effectifs. Mais comme le remarque Guichardin les Papes sont ordinairement mal servis dans leurs entreprises militaires. Guichardin se fût peut être expliqué sans réserve si lui même n'avoit été le Soldat des Papes. Les Troupes du Roi d'Arragon étoient bien parties de Naples, mais elles n'arrivoient pas. L'abrice Colonne qui les commandoit avoit un ordre secret de ne pas joindre l'Armée du Pape qu'il n'eût reçu la Bulle d'Investiture, & le

Lib. 9.
L. 256.

le Pape ne vouloit pas s'en défaire, que les Troupes de Colomne ne fussent arrivées au Rendez-vous. Comme Jules & Ferdinand se connoissoient de longue main aucun d'eux ne se vouloit fier à l'autre, & ne se soucioit même de cacher des défiances qui n'apprenoient au monde rien de nouveau. 1510.

L'entreprise de Ferrare déjà si difficile par elle-même, fut entièrement déconcertée par deux accidens qui arrivèrent presque en même tems. L'Armée Vénitienne commençoit de jeter un Pont sur le Pô pour passer ce Fleuve & venir joindre près de Boulogne les Troupes du Pape. Un Parti François brûla à la vûe de cette Armée tout l'attirail de son Pont. Il falloit du tems pour réparer cette perte, & la Saison qui s'avançoit alloit rendre bientôt le Siège de Ferrare impossible. Le second accident survint à la personne même de Jules II. qui tomba dangereusement malade. On crut durant quelques jours qu'il mourroit. Il n'avoit pas dans son lit plus de déférence pour les ordonnances des Médecins, que de condescendance aux avis des Cardinaux dans le Consiatoire. Quoi que ses Médecins lui pussent dire, il faisoit exactement le contraire, & jamais il ne voulut discontinuer dans les ardeurs de sa fièvre de boire à la glace & de manger des fruits crus. Néanmoins son tempérament vigoureux le tira d'affaire & l'emporta sur son mal & son mauvais régime. Mais il n'étoit plus possible.

1510.

sible quand il se trouva rétabli de tenter le Siège de Ferrare. La Saison étoit avancée, Chaumont avoit jetté un renfort dans la Place, & il menaçoit même d'attaquer Modène. Le premier ordre que Jules II. donna sur cet avis, fut un commandement à ses Généraux de livrer Bataille à Chaumont. Mais sur leurs remontrances & la représentation qu'ils lui firent de la différence qui étoit entre ses Troupes & celles de Chaumont, il modéra son impétuosité & il leur permit de se retirer sous Modène pour couvrir la Place, qui réciproquement couvriroit leur Armée. Les affaires des Vénitiens ne prospéroient pas plus que celles de Sa Sainteté. Ils avoient fait avancer une Flote dans l'Adige à dessein de faire une diversion en saccageant le Ferrarois qui est à la gauche du Pô. Une autre Flote Vénitienne qui étoit dans le Pô voulut entreprendre d'aller joindre à Adria la Flote de l'Adige. Mais les eaux se trouvèrent si basses dans un Canal par lequel il lui fallut naviger pour passer d'un Fleuve dans l'autre, que le Duc de Ferrare averti de sa manœuvre & de son embarras survint à tems avec son Artillerie si redoutable. Il ruina cette Flote comme il avoit ruiné l'année précédente celle qui avoit remonté le Pô jusqu'à Ferrare.

Cependant Louis XII. qui prévoyoit que ses démêlez avec la Cour de Rome aboutiroient à une rupture ouverte fit assembler à Tours le Clergé de son Royaume.

me.

me. Il vouloit apprendre de ce Corps pieux mais éclairé, s'il lui étoit permis en conscience de faire valoir son bon droit, de vanger la foi des Traitez violée par Jules II. & jusqu'à quel point il devoit respecter les armes spirituelles de l'Eglise entre les mains de son Agresseur qui ne s'en servoit que pour soutenir l'injustice en des affaires purement temporelles. S'il ne pouvoit pas en vûë d'éloigner la Guerre de ses propres Etats occuper quelque Place dont le Pape se seroit emparé sur des Seigneurs qui en jouissoient auparavant comme de leur bien, & avoient acquis le droit de prescription par une possession de cette Place continuée durant plus de cent ans. C'étoit le cas des Bentivolles que Jules II. avoit chassés de Boulogne après une possession centenaire. Voilà le contenu de huit Propositions sur lesquelles le Roi de France requit la Décision de l'Eglise Gallicane. Elle répondit que le Roi pouvoit soutenir sans scrupule sa querelle avec la Cour de Rome par toutes les voyes permises aux Souverains, & agir même à l'offensive contre son ennemi. Que la Religion n'étant point intéressée en ce démêlé le Pape ne devoit pas y employer ses armes. Que si Sa Sainteté ne révoquoit ses Censures lancées hors de propos, & s'il en fulminoit d'autres à l'avenir, on se soustrairait de son obéissance & on prieroit ceux à qui il conviendrait de le faire, de convoquer un Concile Général dont le lieu d'Assemblée seroit Lyon. Ce fut alors

Belcarinus
in Com-
men. Re-
rum Galli-
carum, l.
12. p. 348.

1510.

Borgia Archevêque de Cosence, Carvajal Cardinal du titre de Sainte Croix, S. Severin, Briçonnet, Bayeux.

que Mathieu Lang Evêque de Gurck & Ministre de confiance de Maximilien se rendre à Tours. L'arrivée de ce Prélat, & les nouvelles qu'on reçut d'Italie donnèrent de plus grandes idées à la Cour de France. Cinq Cardinaux mécontents du procédé de Jules II. l'avoient quitté sur le chemin de Rome à Boulogne, & s'étoient rendus à Milan disposez à faire beaucoup de choses contre lui.

Les conjonctures parurent si favorables au Roi & à l'Evêque de Gurck qu'ils se déterminèrent à la Convocation d'un Concile Général pour réformer l'Eglise dans son Chef & dans ses Membres. Il fut arrêté que l'Empereur & le Roi de France y enverroient les Prélats de leurs Provinces, & qu'ils engageroient les autres Puissances à faire la même chose.

Histoire de Louis XII. to. 2. pag. 292.

Varillas rapporte l'Extrait d'un Traité qu'il assure avoir été fait alors entre Maximilien & Louis XII. pour la tenue du Concile. Ce Traité ne va pas moins loin que la déposition de Jules II. Mais comme il s'en faut beaucoup que Varillas soit un Historien aussi sûr qu'il est amusant, il n'y a point d'apparence de donner sur sa foi comme un Aîte autentique un Traité qu'il a cité le premier, & qu'il n'indique point. On a bien un Traité que l'Evêque de Gurck signa durant son séjour à Blois, mais ce Traité ne contient autre chose qu'un engagement réciproque du Roi & de l'Empereur à persévérer mutuellement dans la Ligue de Cambray, quand même :
quel-

Le 17. Novembre 1510.

quelques-unes des Puissances Contractantes s'en défisteroient. Cependant les événemens font foi que le Roi & l'Evêque de Gurck convinrent alors de beaucoup de choses qui ne sont pas insérées dans l'Instrument du Traité de Blois qui a été rendu public. On ne peut donc s'empêcher de penser qu'avec le Traité public il en fut signé quelqu'autre dont les Articles devoient demeurer secrets. Une chose fait croire encore qu'il peut se trouver quelque vérité dans le récit de Varillas. C'est que Maximilien avoit une grande passion d'être le Chef de l'Eglise. Il nous reste une * Lettre de Maximilien au Baron de Liechtenstein dans laquelle cet Empereur lui fait confidence qu'il aspire à la Papauté après la mort de Jules II. La Lettre est écrite durant la maladie de ce Pape, la même dont nous venons de parler, & où il tomba peu de tems avant la résolution prise à Blois de convoquer un Concile Oecumenique. Dans cette Lettre Maximilien explique même avec un détail assez exact les mesures qu'il avoit prises pour parvenir à la Thiare. Il est vrai que Jules II. étoit guéri quand cette résolution fut prise, mais si le Pontificat ne devoit plus vaquer si-tôt par la mort du Pape, il pouvoit être rendu vacant par sa déposition. Mariana dit positivement que le but de Maximilien dans ses liaisons avec Louis XII. pour la Convocation d'un Concile

H. 7.

étoit

* On la trouve dans un Livre intitulé *Monita Politica*, ad S. I. R. Principis, imprimé à Francfort en 1609.

1510.

étoit de parvenir à faire déposer Jules II. pour se faire élire Pape en sa place. Quelques Ecrivains en disent encore davantage. Selon eux Maximilien vouloit se faire reconnoître pour Chef de l'Eglise en qualité d'Empereur & en réunissant en sa personne le Pouvoir Spirituel & le Pouvoir Temporel ainsi qu'ils étoient réunis en la personne des Empereurs de Rome Payenne. Il est difficile du moins de donner une autre interprétation à la qualité de Souverain Pontife, *Pontifex Maximus*, qu'un Ecrivain également respectable par sa science & par ses éminentes Dignitez, nous assure que Maximilien joignit quelquefois à ses autres titres. Guillaume Ockam Cordelier Anglois si fameux par les Ecrits qu'il composa sous l'Empire de Louïs de Bavière en faveur des prétentions des Empereurs contre les prétentions des Papes, avoit déjà avancé plusieurs années avant Maximilien des propositions très favorables au projet dont il semble que ce Prince se soit entêté. Il est vrai que l'Ecrit où se trouvent ces propositions intitulé *les huit Questions* *, fut flétri dans le tems par la Cour de Rome & par les Universitez les plus autorisées. Mais si l'on veut bien en croire un Protestant †, cet Ecrit d'Ockam n'en fut pas moins en crédit en Allemagne où son Auteur s'étoit réfugié, & où il mourut en 1320. dans la réputation d'un homme qui avoit défendu la vérité.

Le

Addition
au Mani-
feste de
l'Electeur
de Baviere
p. 90.

* Questione prim. cap. 3. & 10.

† Sciden de statu Ral. & Rcip. lib. 24

Le fait dont je viens de parler, s'il est véritable, peut servir de dénouement à la conduite bizarre de Maximilien, & s'il ne justifie pas les excès où Jules II. s'emporta contre la France, du moins il paroît les excuser. L'injustice est toujours condamnable quelque motif que ce soit qui la fasse commettre, mais les hommes ne la blâment plus avec tant d'indignation, quand elle part d'un juste ressentiment.

Cependant le Pape ne paroissoit pas s'inquiéter beaucoup des mesures que prenoient ses ennemis, & malgré tous les projets qui se formoient contre lui, il ne diminuoit rien de la hauteur de sa conduite. Ou la violence de son humeur empêchoit les craintes & les réflexions d'entrer dans son esprit irrité, ou il étoit persuadé que la Cour de Rome qui a tant de moyens de dissiper les orages qu'elle peut voir venir, ne doit redouter que les coups de foudre imprévus. Les lettres qu'il écrivit aux Cardinaux fugitifs furent d'un Maître irrité & sûr de sa vengeance. Il changea le Monitoire publié contre le Duc de Ferrare en une Excommunication, & comprit dans ses Censures les Troupes Françaises Auxiliaires, & nommément Chaumont qui les commandoit, s'il ne les remenoit incessamment dans le Milanez. Chaumont qui étoit Neveu d'un Cardinal n'eut pas la moindre tentation de plier sous une Excommunication si mal placée. Au contraire, il mena ses Troupes droit à Modène, & chemin faisant il dévalisa

une

1510.

une partie de celles du Pape qui hésitoient de se retirer à l'approche des Troupes Françoises, aussi vite qu'il leur convenoit de le faire. L'Armée de Jules II. s'étant jetée dans la Place, le Siège de Modène devint impossible à Chaumont dont l'Infanterie ne passoit pas le nombre de six ou sept mille hommes. Les Bentivolles qui étoient venus joindre les François avec leurs amis lui proposèrent alors l'entreprise la plus glorieuse qui jamais ait immortalisé un Général. C'étoit d'aller insulter Boulogne où Jules II. qui attisoit le feu de cette Guerre se trouvoit enfermé avec une nombreuse Cour, mais avec une petite Garnison.

C'est manquer de prudence que de former un projet contre un Etat sur les relations infidèles de ceux que les révolutions en ont chassés. L'envie de rentrer dans la Patrie y fait voir souvent à ces personnes ce qui ne s'y trouve point. Elles se flattent sur le nombre des amis qu'elles croient y avoir conservés, comme sur la vivacité de leur zèle. Souvent même les Bannis sans être trompez, trompent ceux qu'ils veulent engager à tenter quelque grande entreprise dans l'espérance que la fortune pourra bien la faire réussir. Si l'entreprise échoué leur condition ne devient guère plus malheureuse. Chaumont connoissoit le caractère de ces Infortunés, mais il étoit assez fort avec sa petite Armée pour emporter même sans le secours d'une intelligence une Villasse dénuée de
Sola

Soldats. Il marcha donc pour cette grande entreprise & vint camper à Crespolano. Son approche jetta la consternation dans Boulogne dont il n'étoit éloigné que de dix mille. À proportion que les ennemis du dehors s'avanceroient il étoit sensible qu'il en naîtroit de plus dangereux dans le sein de la Ville même, & de toutes les Cours celle d'un Pape est la plus alarmée du danger. C'auroit été une grande consolation pour ceux qui composoient la Cour de Jules II. de pouvoir se retirer chez eux; mais la Cavalerie légère de l'Armée de France faisoit déjà des courses au delà de Boulogne, & la retraite étoit devenue encore plus périlleuse que le séjour. Les Officiers du Pape n'étoient donc plus les maîtres de leur contenance, quoi qu'ils eussent vieilli dans l'Emploi de composer leur extérieur. La plupart saisis de peur restoient interdits. Les plus courageux travailloient à leur Testament. Colonne dès qu'il avoit vû les François prendre la route de Boulogne y avoit bien ramené les Troupes qui étoient à ses ordres, mais ces Troupes étoient celles du Pape, foible encouragement en de si grandes terreurs.

Enfin les Cardinaux les plus courageux eurent la constance de représenter au Pape que ses Courtisans ne craignoient guère moins que les François, en quel péril on se trouvoit, & qu'on n'en pouvoit sortir que par un prompt accommodement. Ce fut d'abord sans aucun fruit. Jules II. plus emporté que jamais employoit une
partie

1510.

partie de son tems à gourmander l'Ambassadeur d'Arragon sur la lenteur de la marche des Troupes Espagnoles qui n'arrivoient pas, quoi qu'il eût déposé l'Investiture du Royaume de Naples entre les mains du Cardinal de Rhege pour la délivrer dès que ces Troupes auroient joint son Armée. Le Pape consommoit l'autre partie de son tems à reprocher durement à l'Ambassadeur de Venise que le secours que sa République lui avoit promis tant de fois manquoit dans le tems fatal, quoi qu'il se fût attiré des affaires si fâcheuses uniquement pour l'amour d'elle.

Néanmoins vaincu par les Cardinaux qui lui représentoient sans cesse tout ce que la crainte est capable de suggérer, & intimidé par la vûe des ennemis dont les partis venoient déjà tuer les Sentinelles aux portes de Boulogne, il voulut paroître consentir à traiter avec Chaumont. Ce Général de son côté avoit séjourné mal à propos dans son Camp, perdant inutilement une journée entière durant laquelle il eût pris Boulogne s'il se fût présenté aux portes de la Ville où rien ne l'empêchoit de s'avancer. Il s'étoit laissé intimider aux menaces de l'Ambassadeur d'Angleterre qui lui fut déclarer la veille que la Paix étoit rompue entre leurs Maîtres s'il marchoit en avant. Chaumont commit une seconde faute en accordant au Pape pour Préliminaire un Armistice de deux jours. Jules II. profita de ce tems pour faire passer

fer en Toscane ce qu'il avoit de plus précieux, & pour envoyer Courier sur Courier aux Troupes Espagnoles & Vénitiennes.

1510.

Il avoit demandé que les François lui envoyassent le Comte de Carpi qu'il étoit en possession de tromper ou de séduire, pour traiter avec lui. Mais ce Seigneur ne se trouvant pas à l'Armée, Jean François Pic fut chargé des propositions de Chaumont. Ces propositions étoient que le Pape & le Roi nommeroient chacun un Arbitre pour prononcer sur les prétentions de Sa Sainteté contre le Duc de Ferrare, & que la Ligue signée à Cambray contre les Vénitiens subsisteroit dans toutes ses conditions. Le Pape gagna la fin de l'Armistice sans rien accorder ni refuser, & le soir du jour auquel elle expiroit la tête de l'Armée Vénitienne entra dans Boulogne. Les Troupes Espagnoles arrivèrent la nuit suivante, & le Peuple de Boulogne qui jusques-là paroissoit disposé à suivre la fortune, prit les armes en faveur du Pape. Ainsi quand Chaumont après l'Armistice expiré vint camper à trois mille de Boulogne, en vûë d'accélérer la conclusion de son Traité, il trouva qu'il n'y avoit plus d'espérance de s'accommoder avec le Pape, ni d'insulter la Place. Le seul parti qui lui resta fut de colorer sa retraite d'un prétexte de déférence envers les Ambassadeurs de l'Empereur, du Roi d'Aragon & du Roi d'Angleterre, qui firent véritablement tous trois des instances très pressan-

1510.

pressantes pour l'éloignement de l'Armée Françoise. C'est ainsi que Chaumont manqua son coup pour s'être amusé à disputer au lieu de combattre, quand il avoit affaire à des ennemis inférieurs les armes à la main, mais qui valoient mieux que lui dès qu'il s'agissoit de disputer de manège & d'artifice.

Les Vénitiens eurent autant de joye de la fin de l'aventure de Boulogne, que Chaumont en eut de confusion. Ils étoient venus à bout d'empêcher un événement & de rompre une Négociation qui faisoient également leur perte, lequel des deux qui eût réüssi : triste situation que celle où ils se trouvoient alors ! Tous les événemens importans pouvoient être décisifs contre eux, mais quand ils tournoient favorablement pour la République, le danger n'étoit qu'écarté, mais non pas surmonté. Vaincus une fois ils périssoient sans ressource, & il leur falloit vaincre plusieurs fois avant de triompher. D'un autre côté le Marquis de Mantouë ne tenoit pas tout ce qu'il leur avoit promis. A peine fut-il à la tête de leur Armée qu'il s'en retourna chez lui, sous prétexte de s'opposer à des courtes que les François ne faisoient point dans le Mantouïan. Dès qu'il fut arrivé dans sa Capitale, il lui survint à propos une maladie qui l'excusa de venir reprendre son poste. Les Italiens se comprennent à demi mot. Ainsi les Vénitiens ne le pressèrent pas beaucoup, & ils se tinrent pour dit, que ce Prince demeureroit.

roit seulement neutre, & que sans se mettre en but à personne, il vouloit être le *serviteur des événemens*. Mais s'ils n'avoient pas acquis en lui un ami de plus, ils avoient toujours un ennemi de moins.

La crainte seule avoit fait consentir le Pape à un accommodement, & il en fut plus éloigné que jamais dès qu'elle fut passée. Il répondit aux Ambassadeurs de l'Empereur & d'Angleterre qui vouloient suivre la Négociation entamée à Boulogne, par des invectives contre Louis XII. & il ne parla plus que de Combats & de Siéges. Celui de Ferrare dont l'idée le charmoit fut jugé impossible par tous les Gens de Guerre qui étoient à ses ordres. Jules II. ne s'en rapporta point à leur sentiment, mais il fut obligé de se rendre à leurs raisons & de borner ses exploits à la prise de la Concorde & de la Mirandole, dont le Souverain étoit dans les intérêts du Roi de France. La Concorde se rendit d'abord, parce qu'on ne s'y étoit pas précautionné contre un Siège: Le Pape pour mieux surprendre son Prince, l'avoit reçu quelques jours auparavant en sa protection par un Bref spécial. D'ailleurs Jules paroissoit respecter l'Empereur; & la Concorde & la Mirandole étoient réputées deux Fiefs Impériaux. C'étoient les Empereurs qui en avoient investi la Maison des Pies qui les possédoient. L'Empereur Louis de Bavière concéda aux Pies la Mirandole que Sigismond érigea depuis en Comté en leur faveur. Dans la
suite

1510. suite Frédéric III. Père de Maximilien
 Corin- leur avoit donné la Concorde pour la te-
 gius de fi- nir de même en qualité de Feudataires de
 nibus, lib. l'Empire.
 2. c. 23.

De la Concorde l'Armée du Pape mar-
 cha contre la Mirandole où les François
 jettèrent à la hâte quelque Infanterie. Le
 Pape ne laissa pas d'en former le Siège
 malgré le mauvais tems, qui devoit dé-
 fendre la Place encore mieux que la Gar-
 nison. On étoit à la fin de Décembre,
 & la Saison aussi rigoureuse en Lombar-
 die dans ce mois qu'elle peut l'être en Al-
 lemagne, fut encore cette année-là plus
 froide & plus fâcheuse que de coutume.
 Il n'étoit pas surprenant qu'un Siège fait
 en de telles circonstances avançât peu. Le
 Pape avoit à qui s'en prendre, sans accu-
 ser ses Généraux. Il le fit néanmoins,
 & il taxa son Neveu le Duc d'Urbin le
 premier de ses Officiers de trahison & de
 lâcheté, accusation que l'Historien Gui-
 chardin toujours fidèle à sa haine contre
 ce Prince, rapporte avec un plaisir qu'il
 ne prend pas même le soin de bien diffi-
 muler.

Jules II. prit donc le parti de venir com-
 mander son Armée en personne, & peu
 inquiet du spectacle étonnant qu'il alloit
 donner à l'Europe, il se rendit dans son
 Camp. Il prit même son quartier dans
 une maison qui étoit sous le Canon de la
 Place: & sans considération pour son âge,
 sans respect pour sa Dignité, & sans at-
 tention au sujet qu'il fournissoit au Con-
 cile

cile qui devoit bien-tôt s'assembler, de lui faire son Procès, il fit dans son Armée toutes les fonctions de Capitaine, s'il ne fit pas celles de Soldat. Nuit & jour il étoit sur les Batteries & dans les Travaux avancez occupé du soin de faire tuer les Soldats Catholiques qui défendoient la Mirandole, gens dont il étoit le Père, & de l'ame desquels quand ils seroient morts dans leur lit, il devoit compte au Seigneur presque comme de la sienne. Mais malgré son acharnement la rigueur de la Saison l'obligea de se retirer pour quelques jours à la Concorder. Ce fut là qu'il apprit que la Conjuration de Florence, où tout le monde le soupçonna de tremper, venoit d'être découverte. Cette Conjuration s'étoit faite pour emprisonner Sodérini, personnage très accrédité dans sa République, & qui passoit pour l'auteur de ses liaisons avec la France.

Jules II. ne put demeurer long-tems absent de son Siège. Il y retourna bien-tôt malgré la neige qui tomboit fort épaisse. Une petite Eglise bâtie très près des murs de la Mirandole lui parut un logement commode pour presser les Travaux, & il y prit son quartier. Mais plusieurs de ses Domestiques y ayant été tuez par le Canon de la Place, il fut obligé de l'abandonner & de se placer plus loin. Malgré son ardeur à presser le Soldat & son empressement à lui promettre le pillage de la Ville, le Siège avançoit peu. Alexandre Trivulze Neveu du Maréchal de France

1510. ce de ce nom, quoi qu'il n'eût que quatre cens hommes de Garnison, s'y défendoit avec une fermeté merveilleuse, que soutenoit l'espérance de voir bien-tôt Chaumont accourir à son secours. Mais ce Général ne le pouvoit faire. Comme il étoit le mois de Décembre lors qu'il se retira de devant Boulogne, il crut la Campagne finie, & dans la vûe de faire sa cour à Louis XII. toujours plus ceconome du bien de ses Sujets qu'avare de son sang propre, il licentia l'Infanterie de l'Armée, suivant la coutume alors en usage & dont
1511. il auroit pû se dispenser. Lui même s'en étoit allé à Milan impatient, dit-on, de rendre compte de sa Campagne & de ses projets à une femme pour laquelle il avoit de la foiblesse. Sur le bruit du Siège de la Mirandole il revint à Rubiera pour y assembler une Armée, mais ses soins pour la mettre en Campagne, ne furent pas aussi vifs ou aussi heureux, que le furent ceux du Pape à presser son Siège. Enfin, la Place fut ouverte & la glace des fosses se trouva si forte, qu'il n'étoit pas nécessaire de les combler pour monter à l'assaut. La Garnison capitula donc de sortir, à condition que les Officiers resteroient prisonniers de guerre. Ce ne fut pas sans peine que Jules II. accorda des conditions. Il vouloit avoir à discrétion les défenseurs de la Mirandole. Ils en sortirent le vingtième de Janvier, & le jour même le Pape y entra triomphant par la brèche, étalant avec ostentation toute la pompe dont
un

un Général de vingt ans auroit pu faire parade. Mais son triomphe fut de courte durée. Bien tôt après il fallut que le Vainqueur s'enfuit à Ravenne, & que l'Armée victorieuse se mit à couvert derrière les marais de Buondeno & de Cento.

Chaumont avoit une Armée, & Louis XII. lui ayant défendu d'épargner davantage l'Armée de l'Eglise, il s'étoit mis en Campagne pour agir contre elle à l'offensive & l'attaquer par tout où il la rencontreroit. Mais il trouva qu'il étoit impossible de le faire au mois de Janvier dans les quartiers qu'elle avoit pris. Pour tâcher de l'entirer il marcha droit à Modène. Jules desespérant d'empêcher par force les François de prendre la Place, les empêcha par ruse de s'en rendre les maîtres. Le Roi d'Arragon vouloit être l'ami des deux Partis, & il avoit actuellement des Troupes dans les deux Camps. Son dessein étoit de fomentier des broüilleries qui procuroient sa tranquillité, & d'entretenir une Guerre qui faisoit sa considération.

Conformément à ce projet son Ambassadeur auprès du Pape conseilla à Sa Sainteté de déposer Modène entre les mains de Vitrufti Officier de Maximilien comme un Fief Impérial dont le Séquestre appartenoit à l'Empereur. Ce conseil étoit judicieux, Chaumont ne pouvoit plus après son exécution attaquer Modène sans commettre le Roi son Maître avec Maximilien excessivement jaloux de tout ce qui s'ap-

1511.

pelloit Droit de l'Empire. Si cette considération retenoit Chaumont, le Pape demuroit en état de rentrer bien-tôt dans Modène moyennant une somme d'argent qu'il donneroit à propos à Maximilien. L'événement justifia le parti que prit le Pape. Dès que les François virent les Etendarts de l'Empereur arbores sur les murailles de Modène, ils s'abstinrent d'agir contre la Ville & se contentèrent de la parole que donna le Commissaire Impérial: Que leurs ennemis ne pourroient se prévaloir de Modène en aucune manière pour agir contre eux.

Peu de jours après cette Convention Chaumont tomba malade à Corregio. Son dépit d'avoir manqué l'entreprise de Boulogne s'étoit changé en un véritable desespoir après qu'il eut appris les discours qui se tenoient à la Cour de France sur la manière dont il s'étoit conduit. Quoi que sa faute n'eût coûté ni Province ni Armée à son Maître, la douleur noire qui le devoroit devint si violente que l'espérance de faire bien-tôt oublier sa faute par des succès éclatans, & son âge de trente-huit ans ne purent l'empêcher d'y succomber. Il mourut & laissa vacant outre ses grands Gouvernemens la Charge de Grand Maître, & les Dignitez de Maréchal de France & de Lieutenant Général delà les Monts. Le bonheur de la France avoit fait qu'il ne se trouvât pas indigne des grands Emplois où la faveur de son Oncle le Cardinal d'Amboise l'appelloit nécessairement.

Ce

Ce n'est pas être indigne du commandement que de faire quelquefois des fautes, & les hommes à qui l'on n'en reproche point, sont ceux qui n'ont jamais commandé. Les Historiens du tems accusent néanmoins Chaumont d'avoir été *trop sujet à son profit*. Si la prodigalité pouvoit excuser les concussions des Commandans, Chaumont seroit justifié sur les siennes. Il étoit de ces François dissipateurs que Machiavel oppose aux Espagnols qui gardent avec tant d'économie leur petit budget, que les Peuples qu'ils ont succez n'en revoyent jamais un fol. Ceux qui reprochent à Chaumont d'avoir pris l'argent des Milanois, ne lui reprochent point de l'avoir enterré. Il mangeoit avec eux le soir ce qu'il leur avoit enlevé le matin & peut-être encore, suivant le caractère propre à sa Nation, une portion de son bien. Dès long tems les Italiens admirent le talent d'un François pour se ruiner en mangeant le bien d'autrui. On veut cependant suivant le proverbe commun alors, que Chaumont ait fait bâtir sa superbe Maison de Meillan en Bourbonnois aux dépens du Milanez. Ce proverbe étoit, *Milan fait Meillan, & Meillan défait Milan*.

Ritorno
de la Francia.

Quelques Auteurs assurent que Chaumont à l'extrémité envoya demander au Pape l'absolution des Censures qu'il avoit encourues. Mais lors qu'il meurt quelque Catholique de considération qui pour le service de son Maître & des intérêts d'Etat s'est brouillé avec la Cour de Ro-

1511.

me, il court toujours un bruit, qu'à l'article de la mort il s'est douloureusement repenti d'avoir encouru les peines, suites trop ordinaires de la disgrâce de cette Cour.

Après la mort de Chaumont le Commandement se trouva dévolu au Maréchal Trivulze. Jusques-là Trivulze quoi que Maréchal de France plus ancien avoit obéi à Chaumont qui étoit Lieutenant Général pour le Roi delà les Monts. Le nouveau Général marcha presque aussitôt pour secourir la Bastia du Ferrarois, Place attaquée par les Troupes du Pape. Elles devoient être favorisées dans leur entreprise par la Flote Vénitienne qui déjà remontoit le Pô pour les seconder. A l'approche des François la Flote Vénitienne prit le large, & les Troupes de l'Eglise aimèrent mieux abandonner de bonne grace Artillerie & Munitions que de se faire battre inutilement pour les conserver. De la Bastia Trivulze vint camper à la Stellata. Il y apprit que Leonard de Prato Chevalier de Rhodes & l'Officier le plus vanté de l'Armée Vénitienne étoit en embuscade avec cent cinquante Maîtres auprès de la Mirandole. Il envoya pour l'enlever un Parti commandé par Gaston de Foix Duc de Nemours & Fils de la Sœur du Roi. Sa qualité de Neveu du Roi & du Roi Louis XII. lui procura d'abord une extrême considération dans l'Armée. Dès que Gaston se fut fait connaître pour ce qu'il étoit, cette qualité fut

fut sa moindre recommandation. Sçavoir commander & sçavoir obéir sont deux talens différens & souvent opposez. Gaston les avoit réunis. Le Soldat dès qu'il le voyoit à sa tête montrait une audace qu'il n'avoit pas sous les autres Chefs, & le Général de Gaston trouvoit qu'aucun autre Officier ne rendoit aussi bon compte des ordres qu'il avoit reçûs, & n'étoit plus heureux à les exécuter. Au milieu de la mêlée Gaston sçavoit prendre aussi bien son parti que s'il en avoit délibéré tranquillement dans sa Tente.

1511.

Le Détachement que commandoit Prato fut enlevé & lui même fut tué dans l'Action au grand regret des Vénitiens, dont il avoit acquis la confiance en un tems où ils ne sçavoient à qui la donner. Aussi lui firent-ils faire à Venise un Tombeau magnifique, & tel qu'il pût exciter les autres Officiers de leur Armée à se faire tuer de bonne grace pour le service de S. Marc.

Le dessein que Trivulze forma quelques jours après d'enlever le plus gros quartier des Troupes du Pape qui étoit à Buondeno, ne lui réussit pas de même. Ce quartier étoit dans la fourche que fait la Burana en se jettant dans le Pô à Buondeno. Trivulze avoit projeté de passer la Burana & d'attaquer par le côté de cette Rivière, tandis que le Duc de Ferrare se présenteroit sur le bord du Pô pour incommoder avec son Artillerie les revers du logement des ennemis qui faisoient fa-

1511.

ce à la Burana. Ce projet qui mettoit les ennemis entre deux feux devoit faciliter à Trivulze le passage de la Burana qu'il lui falloit traverser. Mais les Troupes du Pape coupèrent les Digues, & inondèrent le Pais de manière que les François ne pûrent approcher du lit de la Burana. Leur expédition aboutit donc à défaire cinq cens hommes logez en deçà de cette Rivière qui ne pûrent la repasser & rejoindre leur gros avant d'être chargez.

Le Pape & les Vénitiens échouèrent aussi de leur côté à la Bastia. Ils la faisoient attaquer pour la seconde fois. La Flote du Duc de Ferrare donna Bataille à celle de Venise qui remontoit le Pô pour favoriser le Siège. La Flote Vénitienne fut battue & obligée après la perte de quarante-cinq Bâtimens de s'enfuir dans le Port près Ravenne où le Pape eut le chagrin de la voir entrer toute délabrée. Ces expéditions furent suivies d'une espèce d'Armistice. Trivulze reçut des ordres de Louis XII. de s'abstenir de toute hostilité contre l'Etat Ecclésiastique, jusqu'à ce qu'on eût vu ce que produiroit la Négociation de l'Evêque de Gurck qui partoît de Lintz pour se rendre en Italie.

Quand cet Evêque y fut de retour du Voyage qu'il avoit fait à Blois, l'Empereur montra toutes sortes de bonnes dispositions à exécuter le Traité que le Prélat venoit de conclure avec le Roi de France. Sa Majesté Impériale convoqua même une Assemblée des Evêques de ses
Pais

Païs Héréditaires pour les disposer à se trouver au futur Concile. Mais sa légèreté ordinaire & son aversion naturelle pour la France qui pouvoit bien être contrainte pour quelque tems, mais non pas éteinte, lui firent bien-tôt prêter l'oreille aux suggestions du Roi d'Arragon. Le Roi Catholique appréhendant de demeurer à la discrétion de Louïs XII. & de Maximilien dont il retenoit le bien, regardoit leur bonne intelligence comme une Comète qui présageoit la ruine de ses affaires & la décadence de sa grandeur. C'étoit perdre son tems que de travailler à mettre mal l'Empereur auprès du Roi de France. Ferdinand tourna donc ses batteries du côté de Maximilien, & nous verrons qu'enfin il réussit à le rendre l'ennemi de Louïs XII. Pour amener Maximilien à des démarches qui commençassent d'altérer la bonne intelligence qui lui étoit si suspecte, il fit représenter à cet Empereur qu'il s'alloit engager dans des affaires dont le succès étoit incertain & les suites douteuses. Qu'il étoit à craindre que son Concile ne réussit pas, & que s'il réussissoit, cette Assemblée pourroit porter son autorité où il ne convenoit pas à un Empereur qu'elle l'étendît. Que les Empereurs étoient en possession des premières prières ou du droit de joyeux avènement dans les Eglises d'Allemagne, de Prérogatives dans les élections des Evêques qui les en rendoient les Arbitres, & de beaucoup d'autres Droits importants à la Couronne Im-

1511.

périale & onéreux au Clergé Germanique ; Que le Concile reconnu & écouté de tous les Fidèles pourroit bien abolir ces Droits de la Justice desquels l'exercice actuel étoit le titre le plus solide. Qu'au fonds Sa Majesté Impériale n'avoit qu'un intérêt essentiel, celui d'obtenir des Vénitiens la satisfaction qui lui étoit dûë. Que lui Roi d'Arragon se faisoit fort de la procurer à Maximilien sans embarras & sans danger. Que l'Empereur envoyât un Ministre à Mantouë, & qu'il obligât le Roi de France qui n'oseroit lui rien refuser d'y en faire passer un. Qu'il répondoit qu'à sa seule réquisition Jules II. feroit la même chose ; & que le Pape intimidé par les Préliminaires du Concile se porteroit avec ardeur à lui faire donner par les Vénitiens une satisfaction qui termineroit tous différens. Que d'ailleurs Sa Sainteté n'avoit qu'à parler pour contraindre les Vénitiens qui n'avoient d'autre appui que sa Protection à donner à Sa Majesté Impériale cette satisfaction telle qu'elle la pouvoit attendre & même espérer. Qu'ainsi l'Empereur pouvoit entrer en possession des Etats que la Ligue de Cambray lui attribuoit sans le secours suspect & onéreux du Roi de France & sans faire l'entreprise dangereuse de convoquer un Concile. Maximilien flaté par ces représentations & séduit par l'idée de jouër en Italie un personnage supérieur à celui de Louis XII. eut bien-tôt résolu d'y faire passer l'Evêque de Gurck en qualité de son Plénipoten-

tentiaire. Il écrivit aussi-tôt au Pape de surseoir à toutes procédures contre les Cardinaux mécontents, de s'abstenir de vexer davantage le Duc de Ferrare, de laisser toutes choses tenir état & d'envoyer incessamment un Ministre à Mantouë pour y conférer avec son Plénipotentiaire & ceux des Princes Alliez sur les intérêts & sur le repos de la Chrétienté. Jules II. consentit avec joye à cette Conférence non pas qu'il se souciât peut-être de pacifier l'Italie: Mais il espéroit de s'attacher Maximilien & de l'engager à une rupture avec la France quand il lui auroit rendu l'assistance de Louïs XII. inutile, en obligeant les Vénitiens de donner à Sa Majesté Impériale la satisfaction qu'elle prétendoit & qui étoit le but de ses liaisons avec le Roi Très-Chrétien.

Maximilien fit sçavoir en même tems son idée & sa résolution au Roi de France. Il lui fit représenter que pour achever de mettre le Pape dans son tort, il falloit faire encore une dernière tentative après laquelle on le traiteroit sans ménagement & on le sommeroit de comparoître en personne au Concile. Il assuroit le Roi en même tems qu'il ne feroit aucun Traité avec Jules à moins qu'il ne donnât à la France la satisfaction qui lui étoit dûë, & il exhortoit ce Prince de faire passer incessamment un Ministre au Congrès qui devoit s'assembler à Mantouë. Le Roi d'Arragon écrivit aussi dans le même tems à Louïs XII. pour lui représenter la con-

1511.

venance & l'utilité de ce Congrès. Il lui insinuoit que rien n'étoit plus digne d'un Roi Très-Chrétien que de relâcher de ses Droits pour donner la Paix au Pape, & que pour lui, sa qualité de Roi Catholique l'obligeroit de tout mettre en usage pour essuyer les larmes de Sa Sainteté, si ses afflictions paternelles continuoient plus long-tems.

Les deux Dépêches dont je viens de parler furent pour Louis XII. une ample matière de réflexions embarrassantes. Depuis long-tems il se doutoit que le Roi d'Arragon pourroit un jour lui faire la Guerre, mais après la Dépêche qu'il venoit de recevoir il y avoit apparence que le tems de la rupture n'étoit pas éloigné. Ferdinand avoit fait plusieurs fois la Guerre avant de l'avoir déclarée d'une manière si intelligible. Mais ce qui frappoit davantage le Roi de France, c'est que le Roi d'Arragon dans le tems où il lui parloit si fièrement en stile dévot, paroissoit en une liaison intime avec l'Empereur à laquelle personne de ceux qui connoissoient les affaires que ces Princes avoient ensemble ne se seroit attendu.

Je crois devoir remarquer ici que Ferdinand avoit un talent rare en un Prince Séculier pour revêtir toutes ses actions de la couleur d'un zèle ardent pour la Religion, qui édifioit ses Sujets, lui concilioit les personnes indifférentes & faisoit souvent supporter ses injustices avec patience à ceux mêmes qui en étoient les victimes.

II.

Il paroît néanmoins par sa conduite que les intérêts de la Religion ne lui étoient pas aussi chers qu'à d'autres Souverains qui n'affectoient pas comme lui de faire parade de leur zèle dans les occasions où il ne s'agissoit que de Politique. Le zèle de Ferdinand cessoit pour peu que ses intérêts devinssent opposés à son zèle. Ce Prince est peut-être le seul Roi Chrétien qui ait permis en Europe dans ses Etats l'exercice public de la Religion Mahométane. Il y souffroit * des Mosquées non pas dans un Bagne pour empêcher de malheureux Forçats de se désespérer, mais dans le milieu des plus grandes Villes.

La surprise où la bonne intelligence de Maximilien & de Ferdinand jettoit Louis XII. se changeoit en soupçon contre l'Empereur son unique appui d'autant plus aisément, que ce Prince venoit de donner tout récemment à Louis XII. un juste sujet de se défier de la sincérité de ses engagements. Les Suisses étoient les ennemis du Roi Très-Chrétien, & ils avoient déjà fait contre lui toute sorte d'actes d'hostilité hors une Déclaration de Guerre. Maximilien qui jusques là les avoit regardé comme ses Païsans révoltez & les meurtriers de son Beau-Père, avoit faisi la conjoncture pour traiter avec eux. Il renouvella la Convention faite autrefois entre Sigismond d'Autriche & les Cantons qui depuis long-tems avoit été rompue sans

I 6

avoir

* Voyez la Lettre de Sixte IV. au Soudan d'Égypte. *Codex Diplom.* tom. 1. pag. 447.

1511.

avoir été renouëe. Ce renouvellement se fit l'onzième de Février 1511. Le Traité que Maximilien fit avec les douze Cantons dure encore aujourd'hui sous l'ancien nom d'Alliance Héréditaire, & c'est celui qui depuis a été réclamé tant de fois par la Maison d'Autriche. Ce Traité fait par l'Allié de la France avec ses ennemis contenoit des clauses de passages libres & de secours mutuels qui le rendoient suspect à Louis XII. Incertain quels étoient ses amis & quels étoient ses ennemis, il voulut du moins ne pas fournir à l'Empereur un prétexte de rompre avec lui. Ainsi le Roi Très-Chrétien quoi qu'il n'attendit pas un bon succès du Congrès de Mantouë, ne laissa pas d'y envoyer un de ses Ministres, Etienne Poncher Evêque de Paris. Il étoit digne du grand rang qu'il tenoit, & le Roi l'honoroit de sa confiance. Ce Prince en même tems donna l'ordre à ses Troupes de ne plus agir hostilement contre les Etats du Pape, & lui-même vint à Lyon pour être plus près à tout événement de ses Etats d'Italie.

L'Evêque de Gurck se rendit incessamment à Mantouë accompagné d'Urrea Ambassadeur du Roi d'Arragon auprès de l'Empereur, & bien-tôt après l'Evêque de Paris les y vint joindre. Quand le Pape vit les premières démarches faites & les Plénipotentiaires arrivez, il voulut se prévaloir de la facilité des autres. Il prétendit que l'Evêque de Gurck le vint trouver alléguant qu'il devoit cette déférence à la

D.

Dignité Pontificale, & qu'il ne falloit pas que les enfans traitassent d'égal à égal avec le Père. Jules II. avoit encore un motif plus sérieux de poursuivre cet avantage. Pour gagner plus facilement le Prélat Allemand, il le vouloit séparer de l'Evêque de Paris. Cette séparation devoit certaine si l'Evêque de Gurck se rendoit à la Cour du Pape. Selon les apparences le Ministre de France n'oseroit pas suivre son Collègue sans un ordre spécial dans la maison de l'ennemi de son Maître. Or comme le cas ne pouvoit pas avoir été prévu par la Cour de France, il étoit très probable que Poncher n'avoit pas d'instruction à cet égard. Il s'opposa véritablement avec chaleur à la demande du Pape. Jérôme de Vich Ambassadeur d'Arragon à Rome fit un Voyage à Mantouë dans lequel il persuada l'Evêque de Gurck de faire la démarche que le Pape demandoit. Vich étoit un Ministre tel qu'un Prince habile & remuant a coutume de les choisir, c'est à dire, capable de justifier toujours sa conduite, & de persuader à un chacun que ce Maître n'agit jamais qu'en vûe de procurer l'avantage de celui à qui il parle. Cet Ambassadeur adroit sçut exposer avec tant de dextérité & d'affection apparente à l'Evêque de Paris qu'il tourneroit à l'avantage de Louis & de Maximilien d'être représenté par un seul Ministre, que les déférences que les Souverains avoient pour les Prêtres ne préjudicoient point à leur Dignité, & qu'il fal-

1511.

loit enfin donner cette démarche au bien de la Chrétienté qui demandoit qu'on cherchât d'adoucir la mauvaise humeur d'un Pape qui seroit très sensible à ces marques de respect; que le Prélat François cessât de s'opposer à la démarche de l'Evêque de Gurck. Il fut donc arrêté que le Pape s'avanceroit jusqu'à Boulogne, que l'Evêque de Gurck iroit l'y trouver, & que l'Evêque de Paris attendroit son Collègue à Mantouë.

Jamais la Cour de Rome ne fit une réception plus flatueuse à personne, que celle qui fut faite à l'Evêque de Gurck. Tous les Courtisans vinrent le recevoir à la porte de Boulogne, & l'Ambassadeur de Venise auprès du Pape se présenta parmi les autres. Mais le Prélat Allemand au lieu de lui faire un accueil proportionné à la soumission qui paroissoit dans cette démarche, lui adressa des Discours très desobligeans, invectivant contre sa hardiesse à se montrer avec le train d'un Ambassadeur à l'entrée du Ministre d'un Empereur qui avoit mis la République au Ban de l'Empire. Le Cortège de l'Evêque de Gurck l'accompagna jusqu'au Consistoire où le Pape l'attendoit. Ce Prélat y exposa avec dignité que son Maître l'envoyoit en Italie plutôt qu'une Armée, non qu'il ne fût assez puissant pour se faire justice par les armes, mais parce qu'étant Empereur Chrétien il aimoit mieux recouvrer son bien par un Traité de Paix, que par les violences de la Guerre. Il finit en disant qu'il
n'y

n'y avoit point de Paix pour les Vénitiens, qu'ils ne cédaient ou qu'ils ne restituassent ce qu'ils détenoient à la Maison d'Autriche & à l'Empire. Le Pape au sortir du Consistoire voulut avoir une Conférence particulière avec l'Evêque de Gurck, mais il n'y gagna rien, & ce Ministre demeura ferme sur ses propositions. 1511.

Ce n'étoit pas l'intention de Jules II. Il souhaitoit, c'est à-dire, il vouloit avec ardeur que l'Empereur apportât des facilités à la Paix avec les Vénitiens telles qu'elles lui servissent de raison pour obliger ces Républicains à la conclure. Ainsi il n'y eut rien qu'il ne mît en usage pour engager l'Evêque de Gurck à diminuer la hauteur de ses premières propositions. Peu de jours avant son arrivée il avoit fait une Promotion dans laquelle l'Ambassadeur d'Angleterre Christophe Benbrice Archevêque d'York, & Mathieu Scheiner Evêque de Sion avoient reçu le Chapeau. Le premier étoit un Ministre de confiance du Roi d'Angleterre Henri VIII. & le second s'étoit acquis un grand crédit en Suisse par son éloquence. On cita ces exemples à l'Evêque de Gurck, & on lui fit remarquer avec affectation que le Pape avoit laissé vacant le Chapeau d'un des Cardinaux morts. C'étoit lui insinuer que le Chapeau que le Pape s'étoit réservé seroit le prix de sa complaisance. Mais ce Prélat parut peu touché de l'offre d'une Dignité à laquelle les Evêques d'Allemagne croient donner du moins autant de lustre qu'ils

Polydorus
Virgil.
Henri.
Octa.

1511.

qu'ils en reçoivent. Il n'en diminua rien de sa hauteur & ne se relâcha point de sa fermeté.

Le Pape nomma trois Commissaires pour discuter la matière avec lui. Ces Commissaires furent les Cardinaux de Saint George, de Rhege & de Médicis, trois des plus respectables Sujets du Sacré Collège. L'Evêque de Gurck étoit un Evêque d'Allemagne, & il sentoît encore qu'il étoit actuellement le Ministre favori d'un Prince toujours gouverné. Il tint donc au dessous de lui de négocier avec d'autres qu'avec le Pape même, & il députa de son côté trois de ses Gentilshommes pour traiter avec les Cardinaux Commissaires. Un pareil procédé dans d'autres conjonctures auroit retardé de plusieurs années l'ouverture d'une Conférence où il se seroit agi du salut de la Chrétienté. Mais les Cours qui dans l'occasion savent porter si haut leurs prétentions sur le Cérémonial, savent aussi passer par dessus toutes leurs règles dès qu'elles ont à faire à des personnes fermes dont la bienveillance leur est nécessaire. Jules II. donna ordre aux trois Cardinaux de traiter avec les trois Gentilshommes de l'Evêque de Gurck.

La passion du Pape étoit de moyenner une Paix particulière entre l'Empereur & les Vénitiens. Ainsi ce fut par cette matière que s'ouvrirent les Conférences. Mais les propositions de l'Evêque de Gurck ne se trouvèrent pas moins altières que son
Céré.

Cérémonial. Il demanda que tous les
 Païs & toutes les Villes que son Maître
 devoit recouvrer aux termes du Traité de
 Cambray, soit en qualité d'Empereur, soit
 comme Chef de la Maison d'Autriche lui
 fussent remises par les Vénitiens, ou cé-
 dez, s'il s'en trouvoit déjà saisi. 1511.

Les prétentions de Maximilien comme
 Chef de la Maison d'Autriche regardoient
 le Frioul & l'Istrie. Dès l'onzième Siècle
 la République de Venise commença ses
 Conquêtes dans ces Païs, occupant une
 partie de leurs Territoires sur des Souve-
 rains, aux Droits desquels la Maison d'Au-
 triche prétendoit avoir succédé. Les ten-
 tatives que cette Maison avoit faites en
 différens tems pour faire valoir ses Droits
 avoient été infructueuses jusqu'à la Ligue
 de Cambray.

Les prétentions de Maximilien en qua-
 lité de Chef du Corps Germanique ne sçau-
 roient être expliquées sans faire une expo-
 sition des Droits prétendus par l'Empire
 sur l'Italie & sans déduire les titres aus-
 quels les Vénitiens y possédoient leurs Do-
 maines. J'entreprendrai d'en écrire avec
 d'autant moins de scrupule que l'Auteur *
 qui a traité expressément des Droits de
 l'Empire sur les Païs qui sont hors de l'en-
 ceinte de l'Allemagne ne parle qu'en ter-
 mes bien généraux du titre auquel les Vé-
 nitiens possèdent leur Etat de Terre Fer-
 me.

Ce

* Hermannus Conringius de finibus Imperii Germa-
 nici.

1511.

Ce n'est pas ici néanmoins l'occasion d'examiner si les Droits que la Conquête avoit donnez au Peuple Romain sur tant de Païs sont des Droits éteints aujourd'hui, ou s'ils subsistent encore comme le veut un célèbre * Jurisconsulte. Il ne convient pas non plus d'agiter ici quels sont les légitimes possesseurs de ces Droits en cas qu'ils soient encore existans. Ce ne sont pas les Droits des Césars que réclament les Empereurs Romano-Germaniques. Ils conviennent que leur Aigle à deux têtes dont un † Poëte Italien dit agréablement qu'elle porte deux becs pour mieux dévorer, n'est pas sortie du même aire que l'Aigle des Légions Romaines. Ces deux Empires § n'ont pas les mêmes limites ni de pareilles bornes. L'Empire Allemand renferme beaucoup de Provinces où les Aigles Romaines ne volèrent jamais, & l'Empire Romain comprenoit beaucoup d'Etats où l'Empire Allemand ne prétend rien. Othon le Grand ne s'appelleroit pas Othon Premier dans la suite des Empereurs Allemands, si les Empereurs modernes sortoient de la tige des anciens Empereurs Romains. Othon le Grand s'appelleroit Othon II. puis qu'il y auroit déjà eu un Empereur de son nom, Othon Successeur de Galba & Prédécesseur de Vitellius. C'est Charlemagne que
les

* Grotius de jure, lib. 2. cap. 9.

† Luigi Alemanni.

§ Vander Meulen de ortu & interitu Imper. Romani.
Conringius de finib. Imperii. lib. pr. cap. pr.

Samuel Puffendorf de Statu Imper. Germ. p. 19.

les Empereurs Allemands regardent comme le Fondateur de la Monarchie dont ils sont les Chefs. Les personnes déintéressées ne peuvent venir à bout de comprendre comment les Droits de ce Prince qui étoit un Monarque successif, ont pû être transmis à la République Germanique. Mais c'est sa prétention. Les Droits de Charlemagne ont passé aux Othons & aux Frédéricis au préjudice des Rois Successeurs de ce Prince, & ces Empereurs ont aussi laissé à l'Etat, dont ils ont été les Chefs, tous les Droits qu'ils peuvent avoir acquis. Comme Charlemagne & les Empereurs ont été les maîtres en différens tems de l'Italie presque entière, les Allemands prétendent qu'elle est aussi toute entière sous la dépendance de leur Empire.

Les Droits que l'Empire reclame sur l'Italie ne sont pas les mêmes par tout. L'Empire soutient bien que l'Italie presque entière est sous son Domaine direct ou Suprême, mais il ne prétend le Domaine utile ou la jouissance de la Souveraineté que dans quelques Provinces d'Italie. Je parlerai d'abord de ce Droit de Domaine Suprême.

L'Empire prétend donc que toute l'Italie qui a reconnu la Suzeraineté des premiers Empereurs François & Allemands est encore aujourd'hui dans sa mouvance; sa raison est que ce Droit a été acquis incontestablement à l'Empire, & qu'il n'a jamais été éteint. Les Droits une fois acquis

Bodin de
Rep. l. pr.
cap. 9.

1511.

Roselli de
Monarchia
part. 1.
cap. 7.

quis par un Etat ne sçauroient se perdre que par la voye d'aliénation ou par la voye de prescription. Le Droit de Domaine Suprême acquis à l'Empire sur l'Italie ne peut être éteint par la prescription. Les Jurisconsultes Impérialistes soutiennent tous que les Droits de la Couronne Impériale sont imprescriptibles par leur nature, & qu'aucune durée de tems n'est capable d'éteindre le Droit de Domaine Suprême qui est inséparablement attaché à cette Couronne. En second lieu, ce Droit de Domaine Suprême sur l'Italie n'a jamais été valablement aliéné. Les aliénations que les Empereurs peuvent en avoir faites ont été nulles si le consentement formel & positif du Corps Germanique assemblé en Diète n'y est pas intervenu. Les Empereurs sont les Chefs du Corps Germanique & non pas ses Maîtres ni les Propriétaires de ses Droits. Ils n'ont jamais pû les aliéner valablement même avant l'usage des Capitulations. L'ancien Serment que les Empereurs ont prêté de tout tems à leur élection, leur a toujours lié les mains à cet égard, & les a même toujours obligé de travailler à la conservation & au recouvrement de ces Droits. Les Empereurs n'ont donc jamais eu le pouvoir d'aliéner les Droits de la Couronne Impériale. Cependant le relâchement du Domaine Suprême qui emporte l'extinction de toute mouvance est une véritable aliénation. Après un tel affranchissement l'Empire n'a plus rien à prétendre, & il n'y

n'y a plus de réunion ni de reversion des
 Pais affranchis à espérer. Or le consente-
 ment formel & positif des Etats de l'Em-
 pire n'est pas intervenu dans toutes les
 Transactions, Conventions ou Donations
 que les Empereurs peuvent avoir faites
 pour aliéner le Domaine Suprême de l'Em-
 pire sur l'Italie. Conringius dit positive-
 ment, *Que hors la portion de l'Italie cédée*
aux François par la dernière Paix, rien n'en
a été aliéné valablement & avec le consente-
ment requis des Etats de l'Empire. Cette
 portion est bien peu de chose. Conrin-
 gius parle de Pignerol & de la partie du
 Marquisat de Suze cédée à la France par
 le Duc de Savoye dans le Traité fait à
 Turin le cinquième de Juillet 1632. A
 la Paix de Westphalie l'Empire & l'Empe-
 reur relâchèrent en faveur de la France
 par un Article du Traité de Munster tous
 les Droits qu'ils avoient sur le Pais cédé
 par le Duc de Savoye. Ainsi le Domai-
 ne Suprême de l'Empire sur l'Italie est un
 Droit qui subsiste toujours presque en son
 entier.

1511.

De finibus
Imp. lib. 2.
cap. 23.

En 1648.

Il n'est pas bien décidé quel pouvoir
 donne à l'Empereur sur les Etats d'Italie
 l'exercice du Droit de Domaine direct ou
 de Domaine Suprême. L'Empereur étend
 ce pouvoir jusqu'à exercer la Jurisdic-
 tion sur la personne & les Etats de ses Feuda-
 taires en plusieurs cas, comme à pouvoir
 y lever des Subsidés pour entretenir ses
 Troupes tandis qu'elles sont en Italie. Il
 veut même être en droit de mettre Garni-
 son

1511.

son dans les Places fortes de ces Etats lors qu'il juge à propos de le faire, supposant que les Feudataires n'ont chez eux le Droit des Armes que dépendamment des intérêts de l'Empire, & qu'ils ne doivent l'exercer que sous la Direction de son Chef.

Il y a beaucoup de Puissances en Italie qui reconnoissent le Suprême Domaine de l'Empire, & qui tombant d'accord de tenir leurs Etats dans sa mouvance, prennent des Investitures des Empereurs. Mais il seroit inutile d'exposer ici quelles sont ces Puissances, ni jusqu'à quel point elles se soumettent au Pouvoir prétendu par les Empereurs en vertu de ce Domaine. Tant qu'elles peuvent elles limitent un Pouvoir dont l'exercice leur seroit si fort à charge. Les Princes d'Italie mouvans de l'Empire sont ses Vassaux sans être ses Membres n'étant point ce qu'on appelle proprement *Etat de l'Empire*. Je veux dire que les Feudataires d'Italie n'ayant pas de voix aux Diètes, ils seroient réduits à exécuter les ordres de l'Empire sans concourir à former les Résultats en vertu desquels ils se donnent. C'est en quoi leur condition seroit bien différente de celle des Etats d'Allemagne qui sont eux-mêmes les Loix par lesquelles ils sont gouvernez, & qui donnent eux-mêmes les ordres qu'ils doivent exécuter.

Mais il y a beaucoup d'Etats en Italie sur lesquels l'Empire prétend son Droit de Domaine Suprême, sans que ce Droit y soit reconnu. Les Puissances qui en sont

en

Furftene-
rus de ju-
re supr.
Princ Ger.
c. 53.

en possession soutiennent que la plupart de ces Etats n'ont jamais reconnu leur mouvance de l'Empire Romano Germanique, & que ceux qui peuvent avoir relevé autrefois de l'Empire n'en relevent plus. Ces Puissances prétendent que l'ancienne mouvance est éteinte par le laps de tems, par leurs Transactions avec les Empereurs, ou par la Dignité de leurs Couronnes qui sont d'une éminence si relevée qu'elles affranchissent de toute servitude les Pais qui peuvent une fois y être annexez. Dès que ces Pais y sont réunis, ils ne relevent plus que du Dieu des Armées. Voilà ce qui regarde le Domaine Suprême.

Quant au Domaine utile, nous avons déjà dit que l'Empereur ne le prétendoit que sur une partie de l'Italie. Ce Domaine utile dans les grands Fiefs tenus sous la mouvance immédiate de l'Empire, est presque une véritable Souveraineté. Il emporte le Droit des Armes, l'exercice absolu de la Justice, le Droit de battre Monnoye, celui de lever des Impositions, enfin presque tous les Droits de Souveraineté. C'est ce qui s'appelle en termes de la Jurisprudence Allemande, *les Droits Régaliens joints & réunis avec la Supériorité Territoriale*. Il n'est point nécessaire pour posséder ces Droits dans les grands Fiefs que l'Investiture en fasse mention. La possession actuelle depuis un long tems est un titre suffisant pour en jouir sans trouble. La prescription qui n'a pas lieu contre le Droit de Domaine Suprême, peut être

Sixtinus
de Regali-
bus pag.
14.

1511.

être un bon titre contre le Droit qu'ont tous les Potentats de gouverner immédiatement les Etats qui relevent d'eux. Voici la raison pour laquelle l'Empire reconnoît plusieurs Princes d'Italie pour légitimes Possesseurs du Domaine utile dans les Etats qu'ils tiennent sous sa mouvance.

S'il n'a jamais été permis aux Empereurs d'aliéner les Provinces de l'Empire, ils ont pû durant long tems, c'est-à-dire, jusqu'à Charles-Quint les concéder en Fief quand ils l'ont jugé à propos pour le Bien public. Ces Concessions obligent toujours les Investis à reconnoître & à servir l'Empire. D'ailleurs, comme la clause de reversion à l'Empire, au cas du défaut de la Postérité des Investis y est toujours insérée, ces Concessions ne sont pas regardées comme de véritables aliénations. Ces Inféodations faites sans l'intervention du Corps Germanique, mais du propre mouvement & de la seule volonté des Empereurs, ne laissent donc pas d'être valables dans les principes de la Jurisprudence Allemande, quand elles sont faites avant Charles-Quint.

La Loi changea sous cet Empereur, parce que ce fut à son élection que l'usage des Capitulations fut introduit. La Capitulation est un Aête que l'Empereur élu est obligé de signer lors de son Installation & de son Couronnement comme Roi de Germanie; C'est le Couronnement * qui doit

* L'Empereur est Couronné trois fois, à Aix, à Pavie & à Rome.

doit se faire à Aix la Chapelle. Cette Capitulation, à l'observation de laquelle s'engagent les nouveaux Empereurs, contient des bornes très étroites à leur Autorité. Un de ces Articles qui est le trentième dans la Capitulation Léopoldine, leur défend positivement de conférer les Fiefs de l'Empire qui pourront vaquer durant leur Régence sans le consentement de l'Empire exprès & positif. Il leur enjoint au contraire de les réunir à la Couronne Impériale. Ainsi les Inféodations faites par Charles-Quint & ses Successeurs sans le consentement de l'Empire sont nulles. Au contraire celles que les Prédécesseurs de Charles-Quint ont faites de leur seule autorité ne laissent pas d'être valables & les Allemands les reconnoissent pour telles. L'Empire reconnoît donc ceux en la main de qui les Prédécesseurs de Charles-Quint ont mis ses Fiefs, pour légitimes Possesseurs du Domaine utile ou des Droits Régaliens joints avec la Supériorité Territoriale dans leurs Etats, sous la mouvance immédiate de l'Empereur comme Chef du Corps Germanique.

Tous les Princes d'Italie ne jouissent pas de leurs Païs à ce titre. Ainsi dans l'Italie il se trouve beaucoup d'Etats où l'Empire prétend la Souveraineté immédiate, parce que le Domaine utile de ces Fiefs est depuis long-tems réuni & consolidé au Domaine direct qui est inséparable de la Couronne Impériale.

Ces Etats sont les Païs qui après avoir

1511.

été sous la pleine & immédiate autorité des Empereurs ont été autrefois donnez en Fief à des Seigneurs particuliers pour être possédez & tenus sous la mouvance de l'Empire à condition de réversion au défaut des Investis, & qui depuis sont passez en mains étrangères par acquêts, donations, échanges ou conquête. Les mains étrangères à cet égard sont les Puissances qui jouissent des Fiefs de l'Empire sans tenir leur Droit de l'Empire, & sans que leur possession ait été reconnue ni autorisée par lui.

Or l'Empire prétend que la Souveraineté immédiate de tous ces Fiefs lui appartient à titre de réversion & de réunion. Le Droit de ceux qui les ont possédez légitimement en vertu des Investitures Impériales s'est éteint, ou avec la Postérité des Investis ou par la félonie de ces mêmes Investis qui ont remis en des mains étrangères les dépôts que l'Empire leur avoit confiez. Le Droit de ceux qui détiennent aujourd'hui ces Fiefs est un Droit nul. Premièrement il est vicieux dans son origine n'étant pas émané valablement d'une Concession du Seigneur Suzerain du Fief possédé, qui est l'Empereur. Secondement le laps de tems ne sçauroit l'avoir rendu bon. La Souveraineté immédiate, ou le Domaine utile de ces Fiefs dès le tems de leur vacance ou de leur commise a été réuni au Domaine direct ou au Domaine Suprême. Or la prescription ne peut être alléguée contre le Droit de Domain

maine Suprême, & la durée du tems ne fçauroit préjudicier à ce Droit. Ainsi le Droit des Princes que l'Empire regarde comme les usurpateurs de ses Domaines n'en est pas devenu meilleur par le tems qui s'est écoulé depuis la première occupation de ces Domaines par leurs Auteurs. Nous avons vû que ce Droit ne vaut rien en lui-même, soit qu'il vienne d'un échange, d'une donation ou d'une conquête, faite même dans une Guerre juste de la part des Conquérans. Tous les Actes faits à l'égard de ces Domaines sans l'intervention de l'Empereur sont donc des Actes essentiellement nuls, & leur ancienneté ne peut leur attirer aucun respect.

Ainsi le Domaine utile ou la Souveraineté immédiate de ces Fiefs dont il n'existe plus de Possesseurs légitimes, & dont les Possesseurs actuels doivent être réputés usurpateurs, appartient à l'Empire comme dans des Fiefs actuellement vacans. C'est la prétention des Jurisconsultes Allemands. Cette Jurisprudence suppose donc beaucoup d'usurpateurs en Italie. Mais il ne convient ici d'en examiner les conséquences que par rapport aux seuls Vénitiens.

Au commencement du seizième Siècle & l'année de la Ligue de Cambray, les Vénitiens possédoient beaucoup d'Etats sur lesquels l'Empire avoit des prétentions de l'une & de l'autre espèce. La République possédoit des Etats sur lesquels l'Empire réclamoit seulement son Domaine Suprême, mais elle en possédoit d'autres dont

1511.

l'Empire prétendoit que la Souveraineté immédiate lui appartenoit.

Avant la Bataille d'Agnadel les Vénitiens tenoient des démembrements de beaucoup de Fiefs actuellement subsistans en leur nature de Fiefs de l'Empire, & dont les Possesseurs prenoient des Investitures données par les Empereurs. La République possédoit beaucoup de Domaines dans les Païs Héréditaires de la Maison d'Autriche, Roveredo qui est de l'Evêché de Trente, Peschiera, Asola & Lunato dans le Marquisat de Mantouë. Elle tenoit dans l'Etat de Milan, Bergame, Bresse, Crème & Crémone avec leurs Territoires outre le Païs appelé Ghiarra d'Adda. C'est ce qui a été exposé plus au long en parlant des intérêts des Princes qui signèrent la Ligue de Cambray. Les Allemands prétendoient que du moins les Vénitiens avoient dû reconnoître l'Empire pour ces démembrements. Ils alléguoient que les portions de ces Fiefs qui étoient passées en d'autres mains que celles des Investis sans l'intervention du Seigneur Suzerain ne devoient pas être réputées avoir changé de nature par le changement de Maître. Mais les Vénitiens n'avoient jamais voulu reconnoître la Suzeraineté de l'Empire sur ces portions de Fiefs Impériaux devenues leur Domaine, & ils les avoient toujours tenues comme le reste de leur Etat en toute Souveraineté. Ils alléguoient que ces démembrements étoient devenus libres de toute servitude par leur réu-

réunion à une Couronne Souveraine qui ne relevoit que de Dieu. Dès la première année de la Ligue de Cambray tous les démembrements dont il s'agit furent réunis aux Fiefs Impériaux dont ils faisoient une partie, & ils étoient ainsi retournés déjà sous la mouvance de l'Empire. L'Evêque de Gurck demandoit que la République renonçât à tous ses Droits & Préentions sur ces démembrements au profit des Feudataires de l'Empire qui les avoient réunis au Corps de leurs Fiefs. Il prétendoit qu'elle s'obligeât de ne jamais inquiéter à titre de sa possession passée, ceux qui jouissoient en vertu des Investitures Impériales, des Fiefs dont ces démembrements avoient été autrefois arrachés.

Il s'agit maintenant d'exposer quels étoient les Etats de la République que l'Empereur prétendoit réunis à la Couronne Impériale & dont il demandoit la jouissance comme celle d'un Fief éteint & dévolu au Seigneur Suzerain. Personne n'ignore que l'autorité des Empereurs Successeurs de Charlemagne ne fut pas toujours la même en Italie. Quelquefois ils la maintinrent avec éclat. Souvent ils ne purent la soutenir. Pour procurer de l'appui à leur foiblesse, ils eurent recours à un expédient. Ce fut de donner des Villes avec leur Territoire en Fief aux Seigneurs du Pais que leur mérite, leur valeur ou leur audace distinguoient entre leurs Compatriotes. Souvent même les Empereurs tolérèrent que ces hommes har-

1511.

dis & entreprenans tels qu'il s'en trouve toujours dans les Païs où l'Autorité Souveraine n'est plus assez respectée pour contenir les Sujets, hommes également disposés à s'acheminer vers le but de leur ambition par le crime ou par la vertu, se rendissent les Maîtres des Villes qui vivoient en liberté sous le Domaine Suprême de l'Empire. Les Empereurs ne dédaignèrent pas d'avoir pour leurs Vassaux ces audacieux quand ils les crurent des Serviteurs utiles. Ces Seigneurs se trouvoient engagez par là à faire valoir une autorité dont la leur étoit émanée. Ce fut le motif qui porta les Empereurs à permettre aux Scala & aux Carrares de se faire Seigneurs des Villes & des Païs qui environnent les Lagunes, & à les reconnoître ensuite pour Fudataires de l'Empire. Les Lagunes sont les Païs inondez par la Mer Adriatique, & c'est au milieu des eaux dont ils sont couverts que s'éleve la Ville de Venise.

Les Vénitiens quoi que très puissans par leurs Forces Maritimes & les Domaines considérables qu'ils avoient acquis dans le Levant, furent long-tems néanmoins sans sortir de leurs Lagunes pour s'agrandir du côté de Terre Ferme. Ils ajoûtoient encore foi alors à celles des Peintures en Mosaïque de l'Eglise de Saint Marc qui sont énigmatiques & qui contiennent, dit-on, sous différentes figures allégoriques les Emblèmes Prophétiques d'un grand nombre d'événemens arrivez long-tems depuis

depuis qu'elles ont été faites. On croit que c'est l'Abbé Joachim qui a fourni les desseins mystérieux de celles des Mosaïques de l'Eglise de Saint Marc dont je parle. Tout le monde sçait que cet Abbé si célèbre par tant d'autres Prophéties exprimées en des figures allégoriques vivoit dans le douzième Siècle en réputation d'un homme à qui l'avenir le plus éloigné étoit aussi connu que le tems présent.

Les plus célèbres de ces Mosaïques Prophétiques après les Portraits de S. François & de S. Dominique représentez avec l'Habit de leur Ordre plusieurs années avant que ces Ordres fussent instituez, ce sont celles du pavé de la croisée de S. Marc, qu'on trouve à gauche en entrant dans l'Eglise. C'est là qu'on voit la prédiction de ce qui arriva à Louïs le More si fameux pour sa subtilité & ses ruses, quand les François l'arrétèrent à Novare. L'événement est représenté par un Renard lié à un bâton que deux Cocqs emportent. Chacun soutient avec son bec un de ses bouts. Auprès de ce Tableau on voit celui qui m'a donné lieu de faire mention de ces Hiéroglyphes Prophétiques qui sont à Venise les Oracles du Païs, puis qu'il faut que chaque Païs ait les siens. Le Tableau dont je parle a représenté plus de quatre cens ans avant l'événement, la destinée de la République de Venise. On y voit deux Lions de S. Marc, c'est-à-dire, aînez & tels que la République les porte dans

1511.

ses Armes. Un de ces Lions qui nage dans la Mer est peint en chair & plein de force. L'autre qui paroît paissant sur Terre semble décharné & abbatu. La Mer a fait la prospérité de la République de Venise, & les Domaines qu'elle a voulu acquérir en Terre Ferme ont fait ses disgrâces. Les incrédules diront peut-être que l'Abbé Joachim a pû sans être Prophète prédire à l'Etat de Venise la destinée ordinaire de toutes les Républiques. C'est de fleurir tant qu'elles font usage de leurs Forces pour soutenir leur Commerce par des entreprises Maritimes & des acquisitions éloignées, au lieu qu'elles se dessèchent pour ainsi dire, dès qu'elles veulent les employer à faire dans les Terres prochaines des Conquêtes inutiles à leur Commerce & suspectes à leurs Voisins.

Les Vénitiens furent long tems sages à cet égard. Mais enfin dégoûtez d'être le plus riche Peuple d'Italie, ils voulurent y devenir grands Seigneurs. Pour y parvenir, s'ils ne brouilloient pas leurs Voisins, du moins en soutenant tantôt l'un & tantôt l'autre, ils faisoient durer leurs querelles & mettoient à profit leurs démêlez. Dès 1339. ils vinrent à bout d'obliger les Scala à céder Trévise à la République. Les Carrares qui s'étoient agrandis des dépouilles des Scala s'étant rendus odieux par leurs barbaries, les Vénitiens en prirent l'occasion de les ruïner, & après une Guerre heureuse, ils les firent prisonniers eux & leurs enfans. L'horreur qu'on avoit
pour

Corio.
l. 216.

pour les coupables fut causé qu'on ne fit pas attention si ceux qui exerçoient la justice étoient en droit de la rendre. Tout le monde aplaudit aux Vénitiens quand en 1406 ils firent exécuter les Carrares, quoi que deux de ces Seigneurs fussent encore bien jeunes pour avoir tant de part aux crimes des pères. Ils leur furent imputez & la dépouille de cette Maison éteinte accrut les Domaines de la République. Cette dépouille consistoit dans les Villes & Territoires de Vérone, Vicenze, Padouë, Legnago & beaucoup d'autres petites Places qui composent aujourd'hui trois des sept principaux Gouvernemens de l'Etat de Terre Ferme, sous les noms de Véronois, Vicentin & Padoüan.

L'Evêque de Gurck demandoit la cession ou la restitution des quatre Provinces du Véronois, du Vicentin, du Padoüan & de la Marche Trévísane. Il alléguoit qu'il n'avoit point appartenu à la République de faire justice des Feudataires de l'Empire. Qu'à quelques excès qu'ils se fussent portez, leur confiscation ne devoit pas demeurer entre les mains des Vénitiens, puisque les crimes des Vassaux ne pouvoient causer aucun préjudice aux Droits du Seigneur Suzerain. Que la jouissance des Vénitiens avoit toujours été une véritable usurpation dont le laps de tems n'avoit point changé la nature. Que par l'extinction des Investis, les Fiefs avoient été réunis à la Couronne Impériale, dont les Droits ne pouvoient pas se prescrire.

1511.

C'étoit à condition d'être mis en possession de ces Fiefs, disoit l'Evêque de Gurck, que Maximilien avoit signé la Ligue de Cambray, par laquelle Jules II. lui-même s'étoit engagé à faire rendre à cet égard à Sa Majesté Impériale la justice qui lui étoit dûë. L'Evêque de Gurck ne témoigna point que ses prétentions s'étendissent jusques sur la Ville de Venise, quoi que l'Auteur de *l'Examen de la Liberté originaire de Venise* ait soutenu depuis que cette Ville étoit anciennement de la dépendance de l'Empire Romano-Germanique. Ce Prélat bien informé des Droits de l'Empire n'auroit pas manqué de demander que les Vénitiens reconnussent la mouvance de leur Capitale, s'il eut crû pouvoir établir cette prétention sur quelque fondement raisonnable. L'occasion pour proposer une pareille demande ne pouvoit être plus favorable. Son silence seul semble donc prouver qu'il ne crut pas qu'une pareille prétention pût se soutenir par de bonnes raisons, & conséquemment que la Harangue de Justiniani dont nous avons tant parlé est une Pièce supposée par Guichardin. Cette Harangue si elle étoit véritable, auroit fourni des preuves sans réplique de l'obéissance renduë autrefois par les Vénitiens aux Empereurs, & l'Evêque de Gurck Ministre de Maximilien devant qui elle eût été prononcée deux ans auparavant, en auroit eu connoissance.

L'Ambassadeur de Venise à Rome, Jérôme Donato fit une excellente réponse
aux

aux demandes de l'Evêque de Gurck. Sans entrer en discussion de la nature des Droits que la République avoit acquis sur les Païs qui s'étoient perdus depuis la Ligue de Cambray, il offrit la cession de ces Droits quels qu'ils pussent être. Mais il justifia par de bonnes raisons les Droits de sa Patrie sur Trévise, Vicenze, Padouë & leurs Territoires. C'est ce qu'elle avoit conservé de ses Etats de Terre Ferme. Il alléguoit que ces Villes avoient été conquises dans une Guerre juste de la part des Vénitiens. Que si l'Empire vouloit qu'on n'occupât point ses Fiefs, il devoit empêcher ses Vassaux de provoquer leurs Voisins par des injures ou leur en faire raison lui-même : Que la négligence de l'Empire à châtier les Scala & les Carrares, avoit fait croire que ces Brigands n'avoient point de Supérieurs : Que les Vénitiens après avoir plusieurs fois inutilement porté leurs plaintes à l'Empire contre eux, s'étoient vû forcez à s'exposer à tous les hazards d'une Guerre onéreuse pour se mettre une fois à couvert des insultes de ces Voisins turbulens. Que les Vénitiens avoient donc été en droit de se faire justice à eux-mêmes par les voyes permises aux Souverains faute de la pouvoir obtenir à Prague. Que l'Empire n'étant pas intervenu dans leurs longs démêlez, & n'ayant rien fait après en avoir été souvent requis pour ranger ses Vassaux à la raison, comme il y étoit obligé en qualité de Seigneur Suzerain, il devoit être

1511.

censé avoir renoncé à cetitre. Qu'il avoit
 perdu pleinement ce titre à l'égard des
 Voisins de ses Fiefs faute de remplir les
 devoirs auxquels il l'obligeoit. Qu'ainsi
 les Empereurs venoient trop tard, quand
 ils se présentoient pour recueillir le fruit
 de la sueur des Vénitiens, & pour rece-
 voir le prix de leur sang. Que le Droit
 des Gens les autorisoit à retenir le bien de
 leurs injustes agresseurs à titre de conquête
 légitime, de sûreté publique & d'indemnité
 des fraix de la Guerre. Que le titre
 des Vénitiens pour posséder les Domaines
 des Scala & des Carrares étoit celui de
 tous les Princes Chrétiens pour posséder
 leurs Etats; le Droit acquis par une con-
 quête que leurs Ancêtres avoit faite de-
 puis long-tems. Que même la conquête
 avoit été faite par les Ancêtres des Véniti-
 ens en une Guerre juste de la part des
 Conquérens, ce que la plupart des Sou-
 verains ne pouvoient pas dire des acqui-
 sitions militaires de leurs Devanciers. Que
 la République de Venise jouïssoit depuis
 plus de cent années de Padouë, de tous
 les Domaines en question le dernier con-
 quis, & que suivant le Droit des Gens el-
 le n'étoit pas tenue de produire d'autre
 titre de sa possession que cette possession
 même. Que la possession centenaire étoit
 si respectable qu'elle acquéroit le Droit de
 prescription à celui qui la pouvoit alléguer
 en sa faveur. Que le Droit de prescription
 étoit la plus sacrée de toutes les Loix & la
 seule qui assurât le repos & la tranquillité
 du

du Genre Humain. Que toutes les Nations avoient réciproquement d'anciennes prétentions les unes contre les autres. Que si la prescription n'étoit plus un mur d'airain contre ces Droits odieux; si ces prétentions vieilles étoient reçues autrement qu'avec mépris, l'Univers deviendrait une Caverne de Brigands, où la loi du plus fort seroit la seule loi respectée. Que la prescription qu'alléguoit la République en sa faveur étoit encore fondée sur quelque chose de plus qu'une simple jouissance. Que les Empereurs avoient fait plusieurs Traitez avec les Vénitiens depuis qu'ils étoient en possession des Domaines des Scala & des Carrares, sans que ces Princes eussent stipulé aucune restitution des Terres autrefois Fiefs Impériaux. Que suivant le Droit des Gens ces Traitez devoient passer pour des renonciations en bonne forme de la part des Allemands à leurs prétentions sur les Domaines de la République. Que ceux qui n'avoient pas fait valoir leurs Droits dans l'occasion, étoient censés y avoir renoncé, & que les Traitez de Paix étoient les occasions où les Princes devoient faire valoir les Droits qu'ils prétendoient conserver. On ne sauroit jamais en quels termes on seroit avec eux s'il leur étoit permis d'ensevelir sous un silence artificieux des prétentions oubliées, afin d'avoir toujours un prétexte en réserve pour attaquer les Voisins à leur avantage. Que l'Evêque de Gurck alléguoit en vain que suivant les Constitutions

1511.

& Loix Féodales d'Allemagne les Droits de la Couronne Impériale étoient imprescriptibles, & que la négligence des Empereurs, leurs engagements, enfin le laps de tems qui couvre le défaut de toutes les possessions, ne pouvoient les éteindre. Que ces Loix étoient bonnes pour être alléguées à des Sujets & à ceux qui les avoient faites à leur gré, mais qu'on ne pouvoit raisonnablement les opposer à des Souverains étrangers. Que les Vénitiens reconnoissoient bien l'Empire pour un Potentat qui avoit le Droit des Armes & celui de faire dans ses Etats les Loix qu'il jugeoit à propos d'y publier, mais non pour une Puissance à l'autorité législative de laquelle ils fussent soumis en aucune manière, ni qui eût droit de leur faire garder ses Ordonnances. Que les contestations qui peuvent être entre un Peuple & un Peuple ne se doivent pas terminer selon la Jurisprudence particulière à l'un d'eux & beaucoup moins suivant le caprice des Loix Féodales de l'Empire les plus bizarres de toutes les Loix ; mais que ces contestations doivent se décider suivant les Loix sages du Droit des Gens, Loix sur qui l'équité naturelle empreint un caractère qui les fait recevoir par tout où il y a de la raison, avec une soumission égale à celle qu'attire dans les Etats aux Loix des Princes, le sceau qu'ils y ont attaché. Que le Droit des Gens ne contenoit pas de Loix plus angustes que celle qui ordonne de déférer à la prescription. Que les

les Allemands comme les autres Nations avoient eux-mêmes intérêt que la prescription fut un abri inviolable. Que la prescription fondée sur une longue possession étoit la seule barrière juridique qu'ils pussent opposer aux François, s'il prenoit envie à ces derniers de rentrer en possession des Droits acquis par Charlemagne à leur Couronne, & de revendiquer l'Empire. Que Charlemagne étoit né Roi des François. Que l'Empire & le Royaume d'Italie étoient des acquisitions qu'il avoit faites aux dépens du sang des François, & que suivant les Loix de la Monarchie François, qui valent bien les Loix de l'Empire d'Allemagne & qui sont beaucoup plus anciennes, ces acquisitions avoient dû être annexées à la Couronne principale de Charlemagne, sans pouvoir jamais en être véritablement aliénées. Que si les maximes de l'Evêque de Gurck étoient adoptées par les Nations & devenoient la Jurisprudence du Genre Humain, les Droits prétendus par l'Empire sur l'Italie & la mouvance de la plus grande partie de l'Allemagne même, seroient des Droits inséparables de la Couronne de France. Que l'Empire Allemand s'étoit formé comme les autres Etats, en occupant le bien d'autrui. Qu'ainsi la prescription seule pouvoit justifier ses acquisitions. Mais qu'il ne falloit point que les Allemands se figurassent être une Nation privilégiée du Ciel à qui le tems pût donner des Droits sans pouvoir lui en faire perdre. Que les Droits acquis

autre-

1511.

autrefois à l'Empire par la soumission de ceux qui avoient reconnu son Domaine Suprême s'étoient éteints de même par une indépendance continuée durant un tems, ou par une longue obéissance rendue à d'autres Souverains.

Le Pape auroit trouvé en d'autres tems la cause des Vénitiens, qui n'est pas sans rapport avec la sienne, juste & même incontestable. Mais son dessein favori de les porter à une Paix particulière avec Maximilien, l'obligeoit à les trouver dans le cas de donner à ce Prince une partie des satisfactions qu'il leur demandoit. L'Evêque de Gurck de son côté rabatit quelque chose de la hauteur de ses premières demandes, & par la médiation du Pape les deux Partis parurent d'accord aux Conditions suivantes.

Que les Vénitiens conserveroient ce qu'ils tenoient dans le Frioul & dans l'Istrie. Qu'ils garderoient de même Padouë & Trévise avec leurs Territoires pour les posséder sous la mouvance de l'Empire. Qu'ils prendroient des Investitures de ces Etats, & que pour les obtenir ils payeroient en différens termes quatre cens mille écus d'or à l'Empereur.

Mais cet Accord ne fut pas réduit en Traité. L'Evêque de Gurck suivant les ordres positifs de Maximilien ne consentoit à signer la Paix avec les Vénitiens, qu'au même tems que le Pape signeroit la sienne avec le Roi de France & le Duc de Ferrare. Ce n'étoit pas le projet de
Jules.

Jules II. qui ne se soucioit de faire faire la Paix entre l'Empereur & la République que pour continuer la Guerre contre la France avec de nouveaux avantages. Ainsi plus les François s'approchèrent, plus le Pape s'éloigna. Enfin, les choses en vinrent au point que l'Evêque de Gurck sortit de Boulogne, après y avoir demeuré quinze jours inutilement, rempli d'indignation contre la dureté de Jules II. Personne ne concevoit rien à la conduite de ce Pape. Quand il étoit mal avec le Roi de France, il achevoit de se brouiller avec l'Empereur, & il paroissoit irriter contre lui le Roi d'Arragon. Ferdinand témoignoit souhaiter avec passion la réconciliation du Pape avec le Roi Très-Chrétien & son Ambassadeur avoit paru ardent à la procurer durant la Conférence de Boulogne jusqu'à laisser échaper des menaces de ressentiment contre Sa Sainteté, si la Négociation rompoit de son côté. Mais ceux qui connoissoient ce Prince & qui par son caractère jugeoient de celui de ses Ministres, crurent que les démonstrations de l'Ambassadeur d'Arragon n'étoient pas sincères, & qu'il rassuroit le Pape en secret quand il l'intimidoit en public.

L'ordre donné à Trivulze de rester dans l'inaction durant la tenue du Congrès se trouva révoqué par sa dissolution. Il se mit donc en Campagne le premier de Mai avec une Armée de douze cens Lances, & de sept mille hommes d'Infanterie, fort impatient, dit Guichardin, de donner à

Le 25.
Avril.

*Liv. 9.
f. 271.*

con-

1511.

connoître à son Maître combien il avoit eu tort de ne pas mettre plutôt des Officiers consommez & vieilliss dans le métier de la Guerre, à la tête de ses Troupes, au lieu d'en confier le Commandement à de jeunes gens sans expérience & dont la faveur faisoit le plus grand mérite. La première Place que Trivulze trouva en chemin fut la Concorde, & il l'insulta. Les Troupes du Pape s'y défendirent si mal que la Place fut aussi-tôt prise qu'attaquée. De la Concorde Trivulze vint camper à Buon Porto sur le Panaro. Son dessein étoit de couper les vivres aux ennemis toujours resserrez dans leur poste de Buondeno, où ils tiroient leur subsistance de Boulogne. Il apprit en chemin que le Manfroné campoit en deçà du Panaro vis à vis Final Modénois avec trois cens Chevaux Vénitiens, & il le fit enlever par Gaston de Foix qu'on connoissoit déjà pour être merveilleux en un coup de main. Ce jeune Seigneur n'avoit pas encore été employé à des expéditions plus importantes. Dès que Trivulze fut arrivé à Buon-Porto, il se mit en devoir de jeter son Pont sur le Panaro, mais il trouva qu'au bruit de sa marche les ennemis s'étoient portez sur l'autre bord de la Rivière pour en défendre le passage. La chose leur étoit facile, parce que dans les environs de Buon-Porto, les bords du Panaro sont impraticables. Trivulze prit donc le parti de le faire remonter à son Armée pour trouver un gué plus facile. Les ennemis remon-
tèrent

tèrent de leur côté la Rivière par sa droite tandis que les François la remontoient par sa gauche, de manière que les François furent obligez de s'avancer plus loin que la hauteur de Modène & d'entrer dans les Collines qui sont aux pieds des Monts Apennins. Vitfrust qui tenoit Modène au nom de l'Empereur leur facilitoit les moyens d'avoir des vivres. Le Panaro est rempli de guez dans ces Collines & ses bords y sont fort plats. Trivulze fit donc passer son Armée à un de ces guez & vint camper à trois milles des ennemis. Les ennemis à qui il avoit dérobé sa marche, ne pouvant plus opposer la nature aux François, leur abandonnèrent la Campagne, & vinrent se poster à Casalechio. C'est un Camp inattaquable à cause des marais & du Canal de Boulogne qui le couvrent, & il est disposé de manière qu'il est facile à celui qui l'occupe de soutenir la Place.

Trivulze douta d'abord s'il tenteroit une entreprise sur Boulogne. Il étoit important que l'honneur des armes de la France n'y échoiât point une seconde fois, & ses Troupes n'étoient pas suffisantes pour emporter de vive force une grande Ville défendue par l'Armée du Pape jointe à celle de Venise. Les Bentivolles qui se trouvoient dans l'Armée de France, l'assuroient bien que le Peuple prendroit les armes à son aproche & qu'il se déclareroit pour eux. Mais il y avoit de l'imprudence à s'en rapporter à des Exilez. Trivulze voulut être informé par des personnes désin-

1511. désintéressées de la disposition des Boulonnois, & s'étant assuré qu'elle étoit très favorable pour les Bentivolles, il marcha droit à Boulogne & vint camper à Pontelaino. C'est le lieu si fameux dans l'Histoire Romaine par l'abouchement du jeune César, de Marc Antoine & de Lépide, lequel aboutît au détestable complot connu sous le nom de Triumvirat.

Sur le premier avis de la marche de l'Armée Françoisé, Jules II. étoit parti de Boulogne pour venir se mettre à la tête de ses Troupes. Il vouloit obliger par sa présence les Généraux de livrer Bataille à l'ennemi, quand les ordres écrits de sa main ne pouvoient les y déterminer. Au sortir de Boulogne son dessein étoit d'aller coucher à Cento, mais il n'osa y entrer dans la crainte d'être insulté par mille hommes de ses propres Troupes qu'on y avoit logez. Ils s'étoient mutinez & ils demandoient leur paye les armes à la main. L'insolence de ses propres Soldats lui fit sentir à quels périls il s'exposoit en allant à l'Armée & en risquant de se trouver dans la déroute d'une Bataille perdue. Il ne jugea donc pas à propos de commettre davantage une Dignité comme la sienne avec des gens de guerre. Sur le champ il s'en revint à Boulogne, & il y rentra fort intimidé & craignant tout le monde dans l'idée qu'on cessoit de le craindre. Bien-tôt même il résolut de se retirer à Ravenne, & de se mettre à l'abri du nuage qui devoit bien-tôt crever. Avant d'exécuter sa réso-

réolution il fit venir les Quarante ou le Sénat de Boulogne. Il lui représenta avec autant d'ordre qu'il lui fut possible d'en mettre dans son Discours, l'intérêt des Boulonnois à demeurer fidèles au Pape, & de quelle importance il leur étoit de ne point recevoir dans leur Ville les Bentivolles aigris par leurs disgraces, sur tout en la compagnie des François. Celui qui étoit à la tête du Corps l'assura de la fidélité de son Peuple avec l'enflure & la proximité Boulonnoise, dit Guichardin, qui reproche volontiers à ceux de cette Ville non de parler mal, mais de parler trop & trop haut. Lib 9.

Le quatorze de Mai Jules II. sortit de Boulogne, où il laissoit le Cardinal de Pavie en qualité de Légat. Il prit le chemin de Forlì pour aller à Ravenne quoi que le plus long, parce qu'il étoit le plus sûr. Avant qu'il y fût arrivé les François étoient déjà dans Boulogne. Le Cardinal de Pavie trouvant sa Garnison trop foible fit venir une augmentation de mille hommes. Un des privilèges des Boulonnois qui sont sans nombre, c'est que le Souverain ne sçauroit mettre Garnison dans leur Ville sans leur exprès consentement. Le Cardinal de Pavie ne l'avoit pas demandé pour ce renfort, apparemment dans l'idée que le consentement des Boulonnois à recevoir une Garnison en général, s'étendoit aux Troupes qu'on pourroit faire venir pour l'augmenter. Le Peuple ferma les portes de la Ville au renfort que le
Légat

1511.

Légat y vouloit introduire, & ce fut le signal ou l'occasion du tumulte. Les amis des Bentivolles en profitèrent pour lever leur étendart & pour exciter le Peuple à faire des acclamations à leur nom. Comme les Italiens ne sont pas prévenus en faveur du Gouvernement des Prêtres, quoi qu'ils traitent leurs Sujets avec plus d'humanité que bien des Princes Séculiers du Pais, beaucoup de monde se joignit aux amis des Bentivolles. Bien-tôt on entendit crier dans toutes les ruës, vive les Bentivolles, vive France; & quoi que l'Armée de cette Couronne fût encore à une journée de marche de Boulogne, le bruit se répandit qu'elle étoit déjà entrée dans la Ville. On disoit par quelle porte. Le Cardinal de Pavie voyant la partie perdue, se sauva vers Immola. Les Soldats de la Garnison sautèrent par dessus les murailles de la Ville pour se retirer chez eux. Un petit nombre des plus hardis eut le courage de s'enfermer dans la Citadelle.

Dès que le Légat fut parti le Sénat se déclara pour les Bentivolles. Ces Seigneurs qui étoient partis du Camp de Trivulze avec la Cavalerie Légère de l'Armée de France sur les premières nouvelles du tumulte, arrivèrent bien-tôt après, & ils furent reçus dans Boulogne comme des Souverains paisibles sont reçus dans leur Capitale tranquille. L'Armée du Pape & des Vénitiens dont la droite s'étendoit jusques sous Boulogne, s'étoit mis en devoir d'empêcher le progrès de la sédition,

tion, mais les Bourgeois dans la crainte d'un pillage s'étoient tous accordez à fermer & à défendre les portes voisines de son Camp. Cette Armée n'avoit osé faire aucun mouvement pour se présenter aux autres portes ou pour entrer par la Citadelle, de peur qu'il n'engageât une Action avec les François dont elle croyoit voir les étendarts un jour avant qu'ils pussent arriver. La nouvelle de l'entrée des Bentivolles dans Boulogne la mit en déroute, comme l'est une Armée qui vient de perdre une Bataille. Il n'en seroit réchappé personne, si Trivulze avoit pû arriver à tems & les charger dans la confusion du décampement. Mais il étoit encore à cinq milles des ennemis lors qu'il apprit qu'ils s'enfuyoient. Néanmoins la diligence François & le retardement que les fréquentes charges de la Cavalerie Légère venuë avec les Bentivolles apportoit à leur retraite, donna le tems à Trivulze d'atteindre l'arrière-garde. Tout ce qui vit les François se dissipa. Le Bagage & toute l'Artillerie de l'Armée leur furent abandonnez sans résistance, & les efforts de quelques Généraux des ennemis pour retenir leurs Troupes, n'aboutirent qu'à faire tuer ou prendre prisonniers ceux qui les firent. Cet événement arriva le vingt & unième du mois de Mai. Le jour suivant Trivulze séjourna à Boulogne, & le jour d'après il vint camper à Castel-San-Pietro à l'extrémité du Boulonnois du côté de l'Etat Ecclésiastique. Son dessein étoit néanmoins

1511.

moins de ne pas entrer hostilement sur les Terres de l'Eglise qu'il n'eut reçu du Roi de nouveaux ordres. Ceux qu'il avoit reçus jusques-là portoient seulement de rétablir les Bentivolles dans Boulogne, conformément au Résultat de l'Assemblée de Tours. Le respect dû aux Souverains Pontifes étoit alors d'autant plus profond qu'il étoit général, au lieu qu'il est affoibli présentement dans le cœur d'un grand nombre de Catholiques par le commerce des Protestans.

Ainsi Trivulze refusa même les Clefs d'Immola que les Habitans vinrent lui apporter, & content d'avoir exécuté ses premiers ordres & d'avoir dégagé le Duc de Ferrare, il s'abstint d'agir contre l'Etat Ecclésiastique demeuré sans Armée qui pût le défendre. Les nouveaux ordres que Trivulze reçut de la Cour de France justifient son procédé. Le Roi lui enjoignoit de ne pas pousser plus loin ses avantages, & de ramener l'Armée de France dans le Milanez dès qu'elle auroit rétabli les Pics dans leurs Etats. Il semble que Louis XII. en devoit faire davantage pour obliger le Pape à un accommodement raisonnable, ou qu'il en devoit faire plus pour l'appaîser. Les partis mitoyens ne font qu'éloigner la Paix à laquelle on ne parvient qu'en faisant à son ennemi une Guerre vigoureuse, ou en lui donnant les satisfactions qu'il exige.

Le Duc de Ferrare profita de la déroute de l'Armée ennemie pour reprendre toutes

toutes les petites Places qu'elle occupoit sur lui, & convaincu qu'Albert Pio lui avoit rendu auprès du Pape les mauvais offices dont nous avons parlé, il s'empara sur lui de sa moitié dans la Souveraineté de Carpi. On ne sera peut-être pas fâché d'apprendre quelle fut la destinée de ce Seigneur. Après avoir fait encore différentes figures en Italie, tantôt avec l'écharpe blanche, tantôt avec l'écharpe rouge, il s'exila enfin de sa Patrie où l'indignation de la Maison d'Est ne lui laissoit pas d'azile assuré. De tous ceux qu'il avoit offensé il crut les François les plus faciles à pardonner, & les plus capables d'oublier le passé. Il se retira donc à Paris, où il vécut assez considéré jusques en 1535. qu'il y mourut revêtu d'un habit de Cordelier dans lequel il voulut être entermé. Ce fut au Grand Convent de ces Pères qu'il fut inhumé, & on voit encore dans leur Chœur la Statuë en Bronze du Comte de Carpi qui fut autrefois posée sur l'endroit de sa sépulture. La circonstance de sa mort fit dire beaucoup de jolies choses aux beaux esprits du tems, sur tout à Marot & à Erasme. Le dernier étoit piqué au vif contre le Comte de Carpi. Ce Seigneur avoit employé les dernières années de sa vie à écrire contre les nouvelles opinions, & dans un de ses Livres il avoit censuré aigrement les plaisanteries dont les Colloques d'Erasme sont remplis, & dont il est impossible que cet Auteur lui-même n'ait reconnu plusieurs

1511.

Exequiz
Seraphi.
cz.

fois l'indiscrétion & le mauvais effet, attendu les tems où ils furent publiez. On prétend qu'Erasme qui portoit impatiemment la Censure quand il l'avoit méritée, composa sur les circonstances de la mort du Comte de Carpi, l'ingénieuse Satyre intitulée, *l'Enterrement Séraphique*, qu'il joignit à ses premiers Colloques.

La Citadelle que Jules II. avoit fait bâtir à Boulogne ne tint pas long-tems. Elle se rendit, & d'abord Vitfrust Commissaire de Maximilien en Italie, demanda même avec chaleur qu'elle fût déposée entre ses mains, comme la Place forte d'un Fief qu'il prétendoit Impérial. L'appréhension qu'il n'arrivât des conjonctures où l'on seroit obligé de le satisfaire, & la crainte que le Roi de France auquel il convenoit par beaucoup de raisons de l'occuper, n'y jettât des Troupes, firent prendre le parti aux Boulonnois de la raser sur le champ. Cette résolution fut aussi-tôt exécutée qu'elle fut prise. Le Peuple qui croyoit jeter les fondemens de sa liberté en renversant la Citadelle, travailloit avec tant d'ardeur à la démolir qu'au bout de deux jours on demandoit où elle avoit été bâtie, sur le terrain même où elle étoit placée.

Il n'arriva dans Boulogne aucun des desordres dont ses Habitans avoient été menacez, si les Bentivolles y rentroient jamais en possession de leur autorité. Leur parti & le parti opposé s'embrassèrent, & ils se promirent de vivre ensemble à l'ave-
nir

venir en bons Compatriotes. Tout le malheur tomba sur une Statuë de Jules II. Il l'avoit fait dresser à son honneur dans la plus grande place de la Ville quand il eut dépouillé les Bentivolles. Le Peuple l'abbatit & la mit en pièces. Il avoit pour cette Statuë une vieille aversion conquë par un motif qui étoit bien à sa portée. La physionomie & l'air de Jules II. étoient conformes à son esprit & à ses sentimens. L'un & l'autre étoient fiers jusqu'à paroître féroces. Sa Statuë le représentoit debout dans une attitude de Soldat, élevant néanmoins la main droite au Ciel comme pour donner la bénédiction. Le Sculpteur de cette Statuë avoit été le fameux Michel Ange, & par le caractère du Héros & par le goût de l'Ouvrier on conceit aisément qu'elle imprimoit plus de terreur qu'elle n'inspiroit de dévotion. Aussi fut-elle d'abord un sujet de scandale pour le Peuple de Boulogne, qui demanda plusieurs fois si c'étoit pour le bénir ou pour le maudire que cette terrible Statuë levoit le bras. Ou pour l'un, ou pour l'autre, répondit le Pape informé de ces murmures, suivant que les Boulonnois mériteront par leur conduite d'être récompensez ou d'être punis.

Jules II. fut très sensible à la nouvelle de la perte de Boulogne. C'étoit la seconde Ville de l'Etat Ecclésiastique auquel il se faisoit un grand mérite de l'avoir réunie. Il chercha de la consolation à faire de nouveaux projets de guerre avec

1511.

l'Ambassadeur de Venise, mais il étoit encore dévoré par les premiers accès de sa douleur, quand il arriva dans sa Cour un accident capable seul de le mettre hors de lui même. Le Cardinal de Pavie étoit venu à Ravenne pour se justifier devant Sa Sainteté contre le bruit public qui imputoit la perte de Boulogne à sa négligence & peut-être à sa trahison. Le Pape l'avoit déjà pleinement justifié dans son esprit, parce que sur les premières nouvelles il avoit cru ce Cardinal plus coupable qu'il ne le pouvoit être en effet. Il lui fit donc dire qu'il lui donneroit audience après qu'ils auroient dîné ensemble. Le Duc d'Urbain Neveu du Pape attendit le Cardinal de Pavie sur son chemin & le tua de sa propre main à coups de poignard. Les Historiens disent que ce Prince fut porté à commettre ce meurtre horrible par une jalousie d'ambition, aussi capable de pousser ceux qui en sont atteints aux derniers excès contre leurs Rivaux, que la jalousie qui naît dans le cours des passions qui paroissent les plus véhémentes.

La douleur dont fut frappé le Pape quand il apprit cet assassinat passa jusqu'aux cris & aux larmes. Il perdoit un homme de confiance, & dévoué dans le tems où ses bons Serviteurs lui étoient très nécessaires, & ce qui le fâchoit autant, il ne pouvoit vanger la mort de son ami quand le meurtrier étoit son Neveu. On prétend néanmoins qu'il se trouva dans le
tems

tems même des gens qui crurent, que Jules II. persuadé de la trahison du Cardinal de Pavie, avoit poussé le Duc d'Urbain à cet assassinat. Nous le trouvons du moins écrit dans un Dialogue entre Saint Pierre & Jules II. qui fut publié immédiatement après la mort de ce Pape, à ce que prétend * celui qui l'a recueilli. Mais cet Ecrit quand même il auroit été publié dès-lors, ne mérite aucune créance. Les Auteurs Contemporains en parlent avec une indignation mêlée de mépris. Erasme qu'on accusoit de l'avoir fait, parce que les traits qui lui échappoient contre la Cour de Rome le firent croire capable de l'avoir composé, le desavoué avec exécration, & il s'étonne comment on a pu se tromper au point de croire y reconnoître son stile. *Il faudroit, dit Erasme lui-même, renfermer où l'on met les fous celui qui l'a fait, & celui qui l'a publié mérite d'être pendu.* Cette Satyre sur laquelle les Ecrits les plus envenimés du dernier Siècle, même les Ecrits de Parti n'ont point renchéri quant à la malignité, perd encore tout crédit par le caractère d'emportement & de fureur qui s'y trouve par tout empreint. Elle est apparemment l'ouvrage de quelque Novateur composé dans la chaleur du Protestantisme, & quand ses frères faisoient encore un article sérieux de leur croyance de la proposition: Que le Pape est l'Antechrist. D'ailleurs, le

Epist.
prim.
lib. 12.

L 3

for-

* Il se trouve dans les *Politica Imperialia*, de Goldast, pag. 1058.

1511.

forfait dont il s'agit, qui est celui d'un lâche scélérat, ne convient pas au caractère de Jules II. Ce Pape impétueux, mais sans noirceur & sans petitesse d'esprit, étoit aussi peu capable de donner un tel ordre, que de contenir la joye qu'il eut ressentie de voir sa volonté exécutée. Si Jules eût été persuadé de la trahison du Cardinal de Pavie, son génie l'auroit déterminé à le faire périr comme son Juge & non comme son assassin. Il l'eût fait exécuter par la main du Bourreau comme son Maître. Jules II. étoit en habitude de passer sur des considérations beaucoup plus fortes que celles qui l'auroient pû retenir & l'empêcher de se faire justice à lui-même avec un éclat qui fit toujours la plus grande partie de son contentement dans les heureux succès.

Le meurtre du Cardinal de Pavie lui rendit le séjour de Ravenne insupportable, & peu de tems après y être arrivé, il partit pour retourner à Rome. Pour comble d'affliction il vit en passant à Rimini les Placards affichés pour intimer la Convocation du Concile Général qui devoit se tenir en la Ville de Pise au mois de Septembre prochain.

Au sortir de Boulogne l'Evêque de Gurck s'étoit rendu à Milan. Après quelques légères discussions il y étoit convenu avec les Cardinaux mécontents, comme avec les Ministres de Louis XII. qu'au mois de Septembre prochain le futur Concile s'assembleroit à Pise. C'étoit une Vil-

le neutre, & le Pape ne pouvoit alléguer raisonnablement qu'elle lui fût suspecte. Les Florentins Seigneurs de Pise ne s'étoient résolus qu'avec peine à permettre qu'on y tint cette Assemblée, & ils devoient encore s'engager authentiquement à ne point souffrir qu'on fit la moindre violence à personne de ceux qui s'y rendroient pour assister aux Sessions du Concile. D'ailleurs, le succès des Conciles qui s'étoient déjà tenus à Pise, rendoit cette Ville d'un heureux augure. Pise devoit donner un nom à cette Assemblée qui s'appelleroit le *Concile de Pise*, capable de prévenir les Chrétiens en sa faveur. La Convocation en fut donc publiée dès qu'elle eut été résolue à Milan, & les Actes de la Convocation furent répandus dans toute la Chrétienté.

Cette Convocation étoit contenuë en deux Actes, l'un publié au nom de l'Empereur & du Roi Très-Chrétien, & l'autre au nom des Cardinaux retirés à Milan. Ces Actes * qui contiennent à peu près la même chose, exposent que le dessein de ceux qui convoquoient le Concile étoit de réformer l'Eglise dans son Chef & dans ses Membres, & de punir des crimes notoires, obstinez & incorrigibles qui depuis long tems donnoient un grand scandale à l'Eglise Universelle. Le rang que tenoient dans l'Eglise ceux qui convoquoient le Concile comme ses principaux Membres & comme ses Protecteurs, leur étoit un titre suffisant pour le faire,

* Ils sont
dattez du
16. Mai.

1511. disent ces Actes, attendu la nécessité de tenir de tems en tems ces augustes Assemblées, & qu'il n'y avoit plus d'espérance que le Pape en convoquât. Le Concile tenu à Constance ayant reconnu cette nécessité avoit ordonné par son Decret de séparation que dix ans après un Concile il s'en tiendroit un autre. Ce terme étoit expiré depuis long-tems, & il y avoit beaucoup plus de dix ans qu'on n'avoit vû de Concile. Non seulement Jules II. avoit négligé d'en convoquer un, mais il en avoit souvent éludé la proposition, & même il avoit manqué à toutes les promesses qu'il s'étoit crû quelquefois obligé de faire à cet égard. Le Pape lui-même étoit cité de comparoître au Concile de Pise en termes assez forts quoi que très respectueux. Tout ceci est le contenu de ces Actes. Ceux qui pourront avoir la curiosité de les lire, les trouveront avec plusieurs autres Pièces, lesquelles ont rapport au Concile de Pise, dans le premier

P. 421. Volume des Constitutions de Goldast. Si Maximilien & Louis XII. firent mal en convoquant ce Concile, ce n'est pas aux Historiens d'en décider. En tout cas Jules II. pourroit être accusé de leur faute. Par ses Excommunications fulminées témérairement en une querelle, où il ne s'agissoit point de la foi, ni même de repousser une invasion faite sur les Terres de l'Eglise, mais uniquement de faire valoir des prétentions temporelles, il leur donna l'exemple dangereux d'intéresser la

Reli-

Religion & d'employer ses armes en une cause où il n'en étoit pas question. Si Jules II. trouvoit sa querelle si juste, il pouvoit se contenter de la poursuivre par les voyes permises aux Souverains.

On ne pouvoit d'un autre côté montrer plus de sagesse ni plus de Christianisme que Louïs XII. en faisoit voir. Sur la première nouvelle de la déroute de l'Armée du Pape, il défendit dans ses Etats toutes ces marques de l'allégresse publique qui se donnent pour les Victoires remportées sur l'ennemi. Il dit en différentes occasions & il répéta devant toute sorte de personnes ; Que bien que le tort ne fût pas de son côté dans les démêlez qu'il avoit avec la Cour de Rome, il gémissoit néanmoins dans son cœur de ses propres avantages, & qu'il étoit disposé à s'abaisser encore aux pieds de Jules II. dès que son humiliation pourroit rendre le repos à la Chrétienté. C'est ce que Louïs XII. ne se laissoit point de redire, en prenant même à témoin de sa sincérité le nom du Dieu des Armées & la plus auguste des Fêtes qui se célèbrent à sa gloire. Les actions de ce Prince étoient des garants sans reproche que ses sentimens se trouvoient conformes à ses discours. Les ordres qu'il envoyoit à Trivulze étoient plus modérez que les Courtisans de Jules II. n'auroient osé les promettre à Sa Sainteté. Nous avons déjà vu que non seulement le Roi enjoignoit à son Général de s'abste-

1511.

nir de toute hostilité contre l'Etat Ecclésiastique, mais qu'il lui ordonnoit encore de ramener l'Armée Françoisé dans l'Etat de Milan. Les prospéritez rendoient ce Prince guerrier & qui soutenoit une cause juste, plus clément envers ses ennemis, & les adversitez ne pouvoient obliger celui qui prenoit des titres si humbles à rabattre de sa hauteur & à se repentir de ses injustices.

On peut bien croire que le Roi de France, dans les dispositions où il se trouvoit, écouta avec avidité des ouvertures d'accommodement que le Pape lui fit faire par l'Ambassadeur d'Ecosse à Rome. Sur le champ il fit partir un homme de confiance pour aller à Rome écouter les propositions du Pape. Mais les déférences n'adoucissoient pas Jules II. elles le rendoient plus altier. Il étoit donc trop enflé des ménagemens & des condescendances qu'on témoignoit pour lui dans son abbatement, pour proposer des conditions raisonnables. Trivulze en exécution des ordres de son Maître avoit déjà ramené l'Armée de France dans le Milanéz, & même il avoit licentié son Infanterie. Les Bentivolles comme créatures de Louis XII. se conformoient aux sentimens de leur Patron. Loin d'exercer aucune hostilité contre l'Etat Ecclésiastique, ils recherchoient le Pape en suppliant, comme si les clefs de leur Patrie eussent encore été dans ses mains. Ces Seigneurs faisoient

soient offrir à Sa Sainteté de la reconnaître pour leur Seigneur Suzerain, & de tenir d'elle le Fief de Boulogne, comme leurs Ancêtres l'avoient tenu de ses Prédecesseurs.

1511.

Ainsi lors qu'il fut question d'entamer la Négociation dont l'Ambassadeur d'Escoffe avoit fait les ouvertures, Jules II. fournit des propositions qui se trouvèrent être celles d'un Vainqueur outragé à un Vaincu humilié. Le Pape demandoit que le Duc de Ferrare cédât les points contestez; Qu'il payât l'ancienne redevance de dix mille écus d'or; Qu'il admît dans sa Capitale un Officier pour y rendre justice au nom des Papes dans les affaires où leurs Sujets immédiats seroient intéressés, aux mêmes termes que le Vidame Vénitien y étoit reçu avant la Guerre présente. Enfin, que le Duc de Ferrare seroit tenu de faire don à l'Eglise de quelques Terres qu'il possédoit en Romagne à titre de particulier. Jules II. se réservoit même par ces premières propositions de pouvoir encore ajouter des demandes ultérieures à ces demandes préliminaires. Son intention étoit de n'être pas pris au mot, & de demeurer toujours le maître de continuer ou de rompre la Négociation à son gré. Il ne vouloit rien résoudre sur la Paix & sur la Guerre avant de sçavoir positivement jusqu'à quel point le Roi Catholique entreroit dans sa querelle. Dès qu'il fut assuré que ce Prince l'épouserait sans
réser-

1511.

réserve, il fit les propositions qu'il s'étoit réservé d'ajouter aux premières. Comme son dessein étoit alors de rompre la Négociation, ses demandes ultérieures se trouvèrent tellement exorbitantes, qu'on ne pouvoit pas négocier sur leur contenu. Un refus entier & positif étoit la seule réponse que la France y pût faire. Le Pape demandoit que le Duc de Ferrare payât tous les fraix de la Guerre & que Louis XII. abandonnât les Bentivolles. Pour joindre la fierté du procédé à la fierté des paroles, il excommunia les Bentivolles, & il envoya Colomne à la tête des débris de son Armée, que l'inaction de Trivulze lui avoit permis de rassembler, faire le dégât dans l'Etat de Boulogne, quoi que depuis la révolution cet Etat fût demeuré dans les termes d'un Armistice religieux. Colomne fut bien-tôt obligé de se retirer, & son expédition ne servit qu'à donner un dernier coup de pinceau au caractère du Pape.

Ainsi Louis XII. malgré ses bonnes intentions pour la Paix, fut forcé de continuer la Guerre. Dans cette nécessité l'amitié de l'Empereur lui devenoit absolument nécessaire. Pour engager ce Prince à ne pas la lui refuser, quoi qu'il ne fût point obligé de lui prêter son Armée dans la Guerre qu'il continuoit contre les Vénitiens, il l'envoya à ses ordres, sous le commandement du Grand Maître La Palisse, de tous les Officiers François de
ce

ce tems-là, celui dont les Etrangers disent le plus de bien. Louïs XII. avoit donné la Charge de Grand Maître à La Palisse après la mort de Chaumont. Il la garda jusques sous François Premier qui l'engagea à s'en défaire en faveur de Boissif, en recevant en échange le Bâton de Maréchal de France.

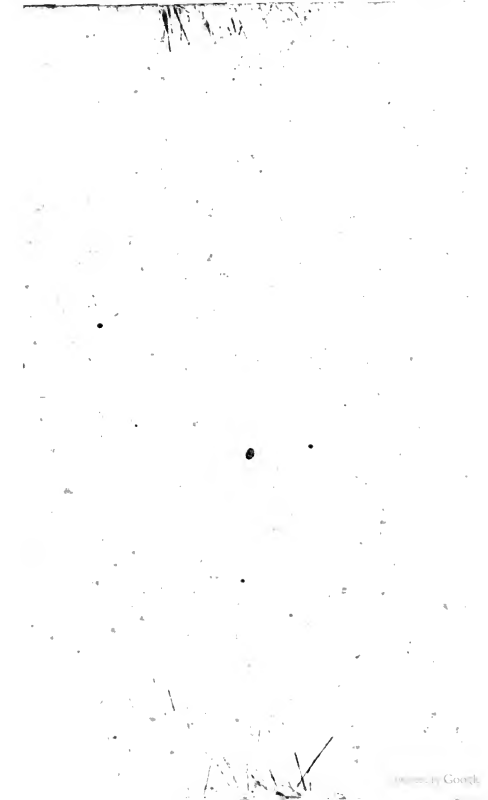
Maximilien étoit alors à Inspruck rempli à la fois de vastes projets & d'irrésolution. Tantôt il vouloit aller à Rome se faire réellement le Souverain des Romains. Tantôt il se déterminoit d'achever la Conquête de la Terre Ferme avant d'entreprendre ce Voyage. Quoi qu'il résolut, le mauvais ordre de ses Finances le mettoit toujours hors d'état de l'exécuter. Le seul de ses projets qu'il mit à exécution, ce fut de demander de nouveaux secours à Louïs XII. Ces demandes mettoient toujours le Roi Très-Chrétien dans de nouveaux embarras. Il s'épuisoit en les accordant, & s'il les refusoit, Maximilien le plus prompt des Princes à prendre son parti, pouvoit à la ruine des affaires de la France, se raccommo-
der en un jour avec ses ennemis les plus irréconciliables. Si d'un autre côté l'on fait réflexion aux embarras où se trouvoient le Pape & le Roi d'Arragon, tristes suites de la Ligue de Cambray, il faut tomber d'accord du moins que les Vénitiens pensoient juste, quand ils établissoient pour principe, qu'il n'étoit pas de l'intérêt de ces Princes de la signer, comme

1511. me il faut avoïer que les Vénitiens raisonnèrent mal quand ils conclurent de leur principe que ces Princes ne la signeroient pas.

Fin du Premier Tome.

AΦ1 1455256





1777



XXVI